



# HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

## CES OCCUPATIONS QUI TUENT !

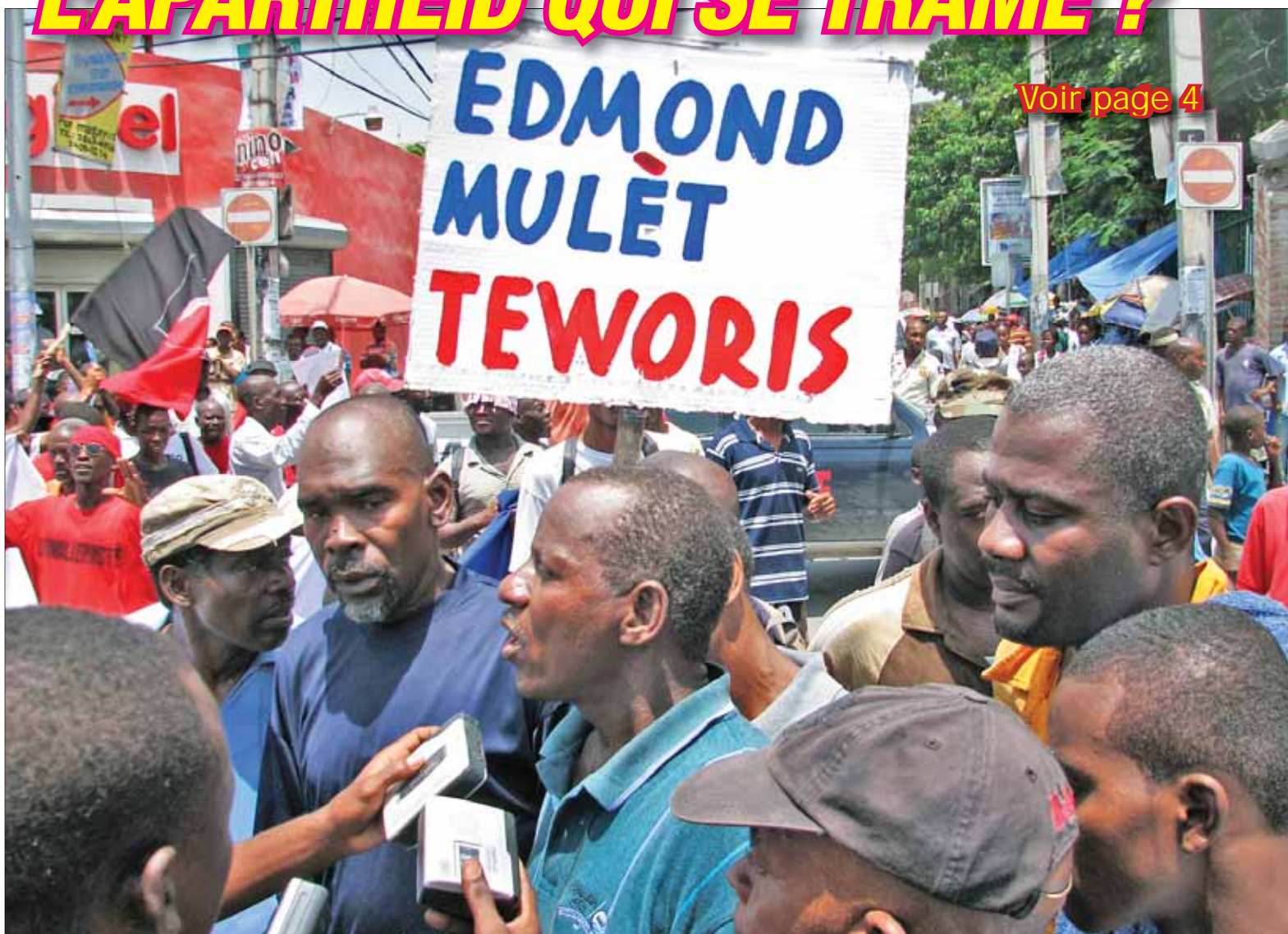
Voir page 4



Aujourd'hui, en l'an de grâce 2010, Haïti vit une troisième occupation, pire que les deux premières, avec cette fois-ci sur le dos, le monde capitaliste à la traîne des Etats-Unis d'Amérique

## LE PEUPLE FERA-T-IL ÉCHEC À L'APARTHEID QUI SE TRAME ?

Voir page 4



Le jeu politique illustre ici l'hypocrisie de certaines forces qui, tout en agissant pour le malheur de ce peuple, proclament leur solidarité aux efforts de renaissance et de refondation d'une Haïti, n'est ce pas un acte terroriste!



Jèn nan Sanfil  
yo leve kanpe  
pou mande  
travay !

Page 6



La détresse et  
la lutte: six mois  
après !

Page 7



Un glorieux  
anniversaire de  
la Révolution  
cubaine :  
26 juillet 1953-  
26 juillet 2010  
: 57 années de  
résistance à  
l'impérialisme

Page 10



Le Venezuela  
rompt les  
relations avec  
la Colombie

Page 17

## Descente aux enfers ou catalyseur d'un changement social ?

Par Berthony Dupont

Haïti porte une horrible cicatrice inscrite à tout jamais dans sa chair, dans son inconscient, dans son histoire et qui a suscité de nombreuses malaises, ceci depuis le coup d'état de 1806 amplifié par l'occupation militaire américaine de 1915 qui n'a fait qu'accélérer jusqu'à nos jours l'effondrement social et national du pays.

A cet égard, la nation n'a jamais pu trouver son équilibre, voire cette unité dont elle a tant besoin pour se refaire. Depuis, elle a toujours vécu coupée en deux. Cet effet perturbateur se fait désormais sentir avec une rapidité impensable, surtout, après le coup de grâce du 12 Janvier qui a non seulement mis à nu nos entrailles mais nous a livrés, pieds et mains liés à nos ennemis bienfaiteurs. En ce sens, une première étape vient d'être franchie par le Sénateur républicain Richard Lugar qui exige du pouvoir en place en particulier la réforme du système des titres fonciers afin qu'il y ait plus de clarté sur la question des valeurs mobilières, tant pour les Haïtiens que pour les nouveaux investisseurs et des ONG. C'est peu dire, mais aussi c'est tout dire de cette arrogance exubérante et menaçante du colon qui se pense déjà en pays conquis et demandant beaucoup plus de garanties tout en prétextant d'être un défenseur des masses exclues.

A ce stade, nombreux sont ceux qui disent que tout est fini pour Haïti, vue que la situation est complètement révoltante, l'état des lieux désastreux, le pays vidé de sa substance. Mais comment pourrait-il en être autrement, quand on est que des pions aux mains des impérialistes, des fantoches à l'image de Préval même quand c'est lui le chef d'Etat ? Et le pire, c'est que la marionnette manigance encore, pour que coûte que coûte il reste le seul maître à bord, celui sans la signature de qui rien n'est possible. C'est dans ce contexte que notre fantoches de président est en train de chercher un demi-homme, à l'image de son ex-Premier ministre Jacques Edouard Alexis, ou une demi-femme à l'image de son épouse Elizabeth Débrosse, bref une personne horizontale pour lui succéder et pour continuer à le servir afin que continue sa politique qui a apporté tant de « bonheur » au pays et au peuple haïtien.

Pour pallier à son imposture, Préval laisse se multiplier des noms, des noms à nous donner la nausée, des

noms qui indiquent déjà que le pays qui était une succursale des Etats Unis va s'acheminer vers sa plus extrême et vile décadence.

La dégringolade est tellement aiguë que même le nom de l'artiste Wyclef Jean est en train d'être cité avec grand bruit parmi les prétendants au fauteuil, et la famille prise de vertige achève de publier un communiqué disant que « l'engagement de Wyclef pour la patrie et ses jeunes étant sans limites, il restera son plus fervent supporter, qu'il soit ou non associé à la marche en avant du gouvernement. A ce stade, Wyclef Jean n'a pas encore fait part de son intention de se présenter à la présidence ». Et de rassurer pour terminer en disant que « dès qu'une décision sera prise, les médias seront immédiatement alertés ».

Il semblerait que Wyclef et Préval sont d'un commun accord, car au cours de l'intervention de l'artiste à la Nasdaq, il n'a pas cessé de remercier le président René Préval. Rappelons pour l'histoire que c'est ce dernier qui avait désigné le chanteur en tant qu'Ambassadeur de bonne volonté pour Haïti.

Oublions notre passé car notre futur sera bien meilleur, avait exhorté par ailleurs le président de la CIRH, Bill Clinton. Alors, oublions la lutte de nos ancêtres qui nous a légué ce coin de terre, oublions Vertières, oublions Dessalines ! Jetons-nous avec le pays dans les bras de la Communauté Internationale avec les Préval, les Alexis, les Wyclef, les Paul Denis, les Manigat et tant d'autres politiciens de cette faune d'insectes parasites qui n'oeuvrent que pour une descente aux enfers du pays. C'est comme l'avait souligné Alexandre Soljenitsyne « pour détruire un peuple on doit, en premier, couper complètement ses racines ». Ainsi avons-nous compris le sens de cette banderole de la Minustah étalée sur la place d'armes des Gonaïves et ainsi libellée : « *Il n'y a plus de Vertières, mais de nombreux soldats pour la paix.* »

En définitive, et pour tragique que cela puisse paraître, quelles que soient les limites d'action actuelles et à venir, les masses populaires doivent se prévaloir de cette décadence pour remonter le courant, aiguïser leur moral et continuer la lutte pour la désoccupation du pays. Ce ne peut être qu'un pas en avant très net vers la cristallisation d'une opposition de gauche cohérente à toute forme de pouvoir issu des élections frauduleuses et anti-populaires que préparent les puissances impérialistes pour le pays.

1583 Albany Ave  
Brooklyn, NY 11210  
Tel: 718-421-0162  
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud  
Port-au-Prince, Haïti  
Tél: 509-3407-0761  
Responsable:  
Yves Pierre-Louis

Email :  
editor@haitiliberte.com

Website :  
www.haitiliberte.com

**DIRECTEUR**  
Berthony Dupont

**EDITEUR**  
Dr. Frantz Latour

**RÉDACTION**  
Berthony Dupont  
Wiener Kerns Fleurimond  
Kim Ives  
Fanfan Latour  
Guy Roumer

**CORRESPONDANTS EN HAÏTI**  
Wadner Pierre  
Jean Ristil

**COLLABORATEURS**  
Marie-Célie Agnant  
J. Fatal Piard  
Catherine Charlemagne  
Pierre L. Florestal  
Morisseau Lazarre  
Didier Leblanc  
Jacques Elie Leblanc  
Roger Leduc  
Joël Léon  
Claudiel C. Loiseau  
Anthony Mompérouse  
Dr. Antoine Fritz Pierre  
Jackson Rateau  
Eddy Toussaint

**ADMINISTRATION**  
Marie Laurette Numa  
Jean Bertrand Laurent

**DISTRIBUTION: CANADA**  
Pierre Jeudy  
(514) 727-6996

**DISTRIBUTION: MIAMI**  
Pierre Baptiste  
(786) 262-4457

**COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES**  
Mevlana Media Solutions Inc.  
416-789-9933 \* fmelani@rogers.com

**WEBMASTER**  
Frantz Merise  
frantzmerise.com

### Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210  
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: \_\_\_\_\_

Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Ville: \_\_\_\_\_

Etat/Pays: \_\_\_\_\_

Zip Code/Code Postal: \_\_\_\_\_

Tél: \_\_\_\_\_

E-mail: \_\_\_\_\_

### Modalités de paiement

Montant : \$ \_\_\_\_\_

Chèque  Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : \_\_\_\_\_

Date d'expiration : \_\_\_\_\_ / \_\_\_\_\_

Code de sécurité : \_\_\_\_\_

### Tarifs d'abonnements

#### Etats-Unis

**Première Classe**  
 \$80 pour un an  
 \$42 pour six mois

**Deuxième Classe**  
 \$40 pour un an  
 \$25 pour six mois

**Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes**

\$140 pour un an  
 \$80 pour six mois

#### Canada

\$125 pour un an  
 \$65 pour six mois

#### Europe

\$150 pour un an  
 \$80 pour six mois

#### Afrique

\$150 pour un an  
 \$85 pour six mois

Nous accordons un rabais spécial de 40% pour les étudiants et 20% pour les enseignants. Veuillez joindre à votre demande d'abonnement une photocopie de votre carte d'étudiants ou d'enseignants. Ce formulaire est aussi disponible sur notre site [www.haitiliberte.com](http://www.haitiliberte.com)

## Commémoration du massacre des 139 paysans de Jean Rabel



Les enfants des victimes Photo: CHR/D/IHAM

Par Jackson Rateau

23 juillet 1987 - 23 juillet 2010, 23 ans depuis le massacre des 139 paysans de Jean Rabel, commandité par les seigneurs grands dons de la dite commune, sans qu'il n'y ait jamais eu un brin de lumière de justice pour les victimes. Ainsi, le vendredi 23 juillet dernier, en mémoire de ce cruel génocide perpétré par les criminels d'extrême droite de la zone, plusieurs centaines de paysans ont commémoré cette date par une marche symbolique et par diverses autres manifestations socio-culturelles. Les paysans ont réitéré leurs revendications, exigeant des autorités haïtiennes de la Justice, justice et réparation pour les victimes et leurs proches.

Dans l'après-midi du vendredi 23 juillet, peu après avoir déposé des gerbes de fleurs au cimetière de Jean Rabel, le maire de la ville Isaac Civil et les membres de l'organisation "Tèt Kole" ont visité une portion du domaine concédé à l'organisation par l'Etat haïtien pour l'implantation d'une forêt communale. Le même jour, le maire avait tout de suite entamé d'entreprendre des démarches auprès de la DGI (Direction Générale des Impôts). De telles démarches doivent permettre à l'organisation "Tèt Kole" d'acquérir légalement le domaine, moyennant les opérations d'arpentage qui auront lieu à une date non précisée.

"23 ans après le massacre,

les criminels courent toujours. Nous n'avons pas encore obtenu justice et réparation, parce que le système judiciaire fonctionne mal. De plus beaucoup de domaines de l'Etat sont laissés en friche aux mains des grands dons. Un système d'irrigation des terres ainsi qu'un système de transport public pour l'acheminement et la commercialisation de nos produits font grandement défaut dans la zone", a déploré Clermida Joseph, 24 ans, la fille d'une des victimes du massacre.

"Les manifestations de ce vendredi 23 juillet 2010 nous rappellent nos paysans abattus à coups de machette à la même date, le 23 juillet 1987. Jusqu'à présent, nous attendons encore du système judiciaire, des sanctions contre les auteurs de ce massacre", a déclaré un paysan du nom de Prévinord.

Beaucoup d'autres jeunes, postérité des victimes du massacre du 23 juillet 1987 dont Walna Léon, 24 ans, Olguine Métélus, 26 ans, Chantale Métélus, 23ans, Dieumane Léon, 23 ans, ont évoqué les tristes vicissitudes auxquelles ils font face.

**Dr. Joel Henriquez Poliard**  
M.D.

Family and Community  
Medicine  
Public health and Pediatrics



5000 N.E. Second Ave,  
Miami FL, 33137

tel. (305) 751-1105

## Sortie de la première promotion de l'Ecole Normale de Camp-Perrin

Par Judex Durand

Le dimanche 18 juillet 2010 a eu lieu la cérémonie de remise de diplômes aux vingt-trois élèves jardinières et aux vingt instituteurs, donnant ainsi naissance à la première promotion de cette école normale d'instituteurs de Camp-Perrin. A la demande du Directeur de l'établissement, une messe d'action de grâce a été célébrée en l'honneur de ces récipiendaires à l'église Sainte Anne. Célébration émouvante durant laquelle, le curé a mis en évidence la place de l'école au sein de la société.

Après la cérémonie eucharistique, sous la nef de l'église, le Directeur de l'Ecole Normale Lumière (ENOL), professeur et normalien Remyssé Laguerre, a fait l'historique de l'enseignement dans la commune de Camp-Perrin durant ces vingt dernières années. Dans son discours de circonstance, l'on a appris qu'il n'y avait pas une seule classe de 3e à Camp-Perrin. Après la classe de 4e, aujourd'hui (9e année fondamentale) selon le Directeur, les parents de la commune étaient contraints d'envoyer leurs progénitures, soit dans la ville des Cayes, soit jusqu'à la capitale, Port-au-Prince, pour terminer les études humanitaires. Fini aussi le temps où les Jardinières et les Instituteurs devaient se rendre dans d'autres villes pour exercer leur métier d'enseignant.

Certes, avouons le, l'enseignement haïtien est malade.

Mais, aujourd'hui, il existe bien une Ecole Normale de qualité à Camp-Perrin appelée ENOL (Ecole Normale Lumière) qui n'a d'autre souci que de donner une formation à ses étudiants. A la clôture de la cérémonie religieuse, tout le monde avait rendez-vous à la salle paroissiale pour la partie festive et de la remise des diplômes et des cadeaux par les parrains et marraines des deux promotions. Devant une salle comble, réunissant les professeurs de l'établissement, les parents et les amis invités, les parrains ont prononcé leurs discours respectifs en jurant d'aider leurs filleuls dans toutes circonstances. Puis suivit la traditionnelle séance de remise des parchemins, symbolisant leur autorisation d'entrer sur le marché de l'emploi. Il faut le dire, l'enseignement haïtien a répondu aux abonnés absents devant les immenses défis d'une population d'environ dix millions d'habitants avec une forte croissance démographique, des ressources (connues jusqu'ici) très limitées et des retards considérables sur les plans sanitaire, éducatif, sociopolitique et technologique. Et ceci, bien avant le cataclysme du 12 janvier qui l'a doublement frappé et au cours duquel beaucoup d'étudiants et leurs professeurs ont perdu la vie. Sans oublier la destruction quasi systématique dans les zones touchées des établissements ayant pour vocation de porter le pain de la connaissance à cette jeunesse, pour citer un bref extrait de l'intervention de l'un des

parrains.

Depuis dimanche 18 juillet 2010, l'ENOL a mis sur le marché du travail 43 jeunes diplômés en normale Jardinière (NJ) et en normale Instituteur (NI) qui sont prêts à donner les meilleurs d'eux-mêmes, tout en donnant une impulsion dans le domaine éducatif haïtien au niveau préscolaire jusqu'à la 6e Année fondamentale. Souhaitons que ce vœu du Directeur Remyssé Laguerre de l'ENOL soit exaucé pour le bien du pays en général et de la commune de Camp-Perrin en particulier. Cette Première Promotion de l'Ecole Normale Lumière, dénommée « Promotion Pionnière » gageons qu'elle soit la fierté, non seulement des parents mais de cet établissement scolaire qui leur a donné les armes académiques et pédagogiques adéquates afin de pouvoir vaincre le fléau de l'illettrisme et de l'analphabétisme dont souffre, malheureusement encore, une grande partie de nos compatriotes.

Rappelons que cette cérémonie a débuté sous un temps assez maussade pour terminer sous des adverses de pluie qui n'ont pas pour autant bousculé un programme très copieux déroulé sous la houlette d'un des professeurs dudit établissement en maître de cérémonie. Comme le souhaitait le professeur Wiener Kerns Fleurimond, le parrain de la « Promotion Pionnière », longue vie à chacun des nouveaux diplômés de l'ENOL et nous leur disons bonne chance dans leur nouvelle responsabilité citoyenne.

## Grave accident sur la route Nationale # 2

Tôt le matin du mardi 27 juillet 2010, sur la route Nationale # 2, du côté de Léogane, 35 Km de Port-Au-Prince, est survenu un grave accident de route, causant un lourd bilan d'une dizaine de morts et beaucoup de blessés. L'accident s'est produit quand deux camions de type canter se sont heurtés de plein fouet avant de se renverser dans un ravin près de la route. Ce ravin, très dangereux, situé sur le profil en long de la route depuis des années et qui est, précédemment, à l'origine de beaucoup d'autres accidents, est la véritable cause de cet accident. Les riverains ont lancé de violentes

critiques contre les instances concernées du Ministère des TPTC qui n'ont jamais pris leur responsabilité en ce qui a trait aux dangers que représente la route sud.

Il est grand temps que l'Etat haïtien prenne sa responsabilité dans le domaine routier en Haïti pour qu'au moins, les dégâts, en terme d'accident de route, soient limités. Depuis des années, il ne se passe une semaine pour que des dizaines ou centaines de nos concitoyens ne soient pas périés dans des accidents de circulation.

Par ailleurs, dans le cadre d'un grave accident d'un moto-taxi sur-

venu la semaine dernière sur la Nationale # 1, du côté des Gonaïves, dans lequel 4 personnes ont été tuées, les responsables de la circulation des véhicules affectés à la PNH dans le département de l'Artibonite ont pris des décisions appropriées à cet effet. D'après un communiqué issu de la section de la circulation des véhicules du commissariat principal de la cité de l'indépendance, le nombre de passagers autorisés à circuler sur une moto est limité à deux. Tous contrevenants à cette décision seront sévèrement punis, selon le responsable, signataire du communiqué.

## Inondation à Léogane, 1 mort, 1169 sinistrés

Le mardi 20 juillet dernier, à Léogane, une ville détruite à 90% par le séisme du 12 janvier 2010, Dessource et Grande Rivière, deux sections communales appartenues à cette commune, ont été ravagées par de violentes averses qui se sont abattues sur ces deux localités, provoquant de terribles inondations. Au moins un habitant a été tué.

Il s'agit d'un homme d'une quarantaine d'années, non identifié qu'on a retrouvé noyé dans la Rivière Romance. A Grande Rivière et à Dessources notamment, les deux sections communales

violemment frappées par des inondations, 1169 familles se trouvent sans abri et sont sinistrées. Par ailleurs, le mercredi 21 juillet 2010, la Route Nationale # 2 menant dans les départements du sud et de la Grande Anse, a été bloquée au niveau de Léogane par des riverains léoganais qui réclamaient de l'assistance des instances responsables et concernées. Mais c'est malheureux, qu'en lieu et place de ces responsables, c'était plutôt la police qui était intervenue à grand renfort de coups de bâtons et de tirs d'armes à feu.

**KAPTE  
DETANT  
KREYÒL**

Chak Dimanch swa  
Soti 8tè pou rive 10zè  
Sou Radyo Ayiti Entènasyonal  
Avèk Marlene & Fils-Aimé  
Tel: 718-469-3812 (3815)  
www.rhifm.com

**The Minouche  
Foundation**  
is collecting funds for  
**KIDS IN HAITI.**  
Contributions are tax  
deductible.

Make check payable to:

The Minouche Foundation  
P.O Box 240-351  
Brooklyn, NY 11224  
917-662-3725

# Le peuple fera-t-il échec à l'apartheid qui se trame ?

Par Hervé Jean Michel

La crise politique haïtienne dans sa phase actuelle, de par sa complexité et sa densité, semble vouloir échapper à toute analyse objective. C'est confusément un enlèvement, sorte d'engluement dans l'opacité de la nuit noire.

Tandis que le CEP de Dorsainvil, de concert avec le gouvernement Préval/Bellerive, s'acharne à poursuivre des objectifs électoraux, (actuellement la phase d'inscription des partis politiques non-exclus est terminée, s'ouvre maintenant celle de l'inscription des candidats à la présidence) prodrome d'une crise sans précédent dans le pays où des partis, regroupements de partis agrégés, organisations et regroupements d'organisations populaires exigent le départ de ce CEP et celui de Préval. D'autres qui ne s'alignent pas sur ces positions jusqu'au-boutistes, exigent une autre institution électorale, du moins replâtrage pour faciliter un processus électoral non-partisan.

Déjà, le gouvernement a avancé au CEP les sept (7) millions de dollars, contrepartie d'une valeur de 27.9 millions arrêtée pour le financement des dites élections. Selon des informations dignes de foi, les bailleurs de fonds internationaux, particulièrement, les Etats-Unis, le Canada et l'Union Européenne, n'ont débloqué aucun fonds pour remplir les poches du CEP. La balance de 20.9 millions de dollars promise à l'institution électorale pour financer le processus, démontre clairement que les véritables patrons de ces prétendues élections de novembre 2010 ne sont autres que ces bailleurs.

Si les patrons n'ont rien apporté encore, pourrait-on conclure à des malaises persistants, compte tenu des irrégularités, des violations, des exclusions constatées qui entachent le processus électoral. Rien n'augure que ces suppositions reflètent la vérité, dans la mesure où un CEP corrompu, inféodé aux forces dominantes, ferait mieux l'affaire des puissances internationales, qui seraient heureuses de substituer au pouvoir-marionnette de Préval un gouvernement nommé, n'ayant aucune commune mesure avec une Haïti libre, autonome, gérée au prorata des revendications historiques, légitimes du peuple haïtien. Néanmoins, le constat d'aujourd'hui est évident, des fonds étrangers n'ont pas encore été déboursés dans le cadre de l'accord passé avec le gouvernement Préval/Bellerive, pour fournir la part du lion à l'institution électorale, soit la valeur de 20.9 millions de dollars.

Dans le cadre de leur lutte contre Préval et le CEP de Dorsainvil, le

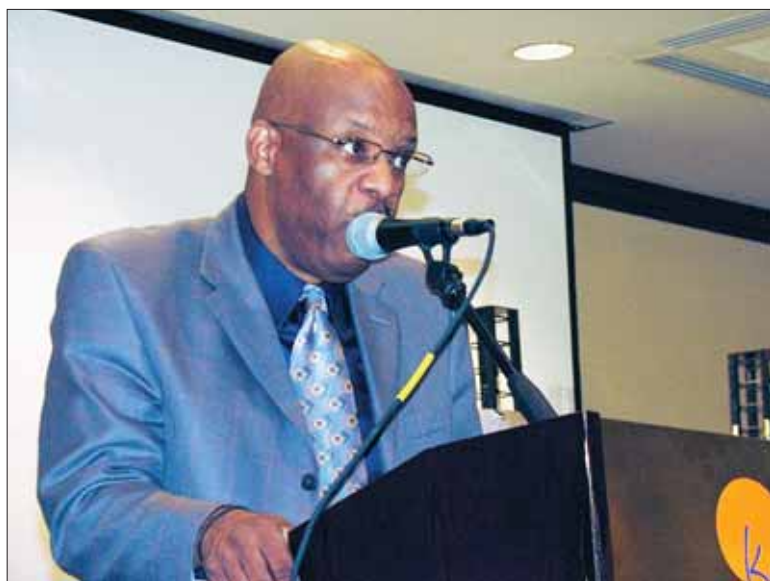


Le président du CEP de Préval, Gaïlot Dorsainvil

vendredi 23 août 2010, des plateformes politiques : Alternative, UC-CADE, Libération, Rasanble, ont convoqué au Plaza Hôtel Champ de Mars, une conférence de presse qui

proposition a été rejetée au profit de la conférence nationale des forces politiques sociales et territoriales.

Ce même vendredi, 23 juillet, Fanmi Lavalas pour sa part,



Le directeur général du CEP de Préval, Pierre-Louis Aupont

a débouché sur la résolution suivante : convocation d'une conférence nationale des forces politiques, sociales et territoriales les 22 et 23 août 2010. A cette conférence de presse étaient invitées des partis politiques et des organisations populaires pour débattre de cette question.

Un point insolite qu'il importe de souligner à l'occasion de cette conférence de presse, est la présence du Collectif du Renouveau Haïtien (COREH), un groupement de parlementaires, n'ayant pas voté les lois sur l'Etat d'urgence et la prolongation du mandat du président Préval. Ce Collectif a proposé une unité des forces de l'opposition pour la participation aux élections, dans l'état actuel des choses, avec un candidat unique aux présidentielles, seule façon, à leur avis, de ravir les présidentielles à Préval. Une telle

s'est réunie à la Fondation Aristide pour la Démocratie à Tabarre, précisément les représentants des dix départements géographiques du pays, à la recherche « d'une meilleure stratégie pour une vaste mobilisation contre l'exclusion pour la réintégration ». Au cours de ce rassemblement, les militants de l'Organisation disent plaider pour « le respect des droits à la participation à toutes les élections libres, honnêtes et démocratiques dans le pays. »

Tous les militants de Fanmi Lavalas ont soutenu cette même revendication, la participation de l'Organisation à la gestion de la res publica. La coordonnatrice de Fanmi Lavalas, Dr. Maryse Nacisse, a exprimé de manière claire et précise les objectifs poursuivis par l'Organisation « Nous avons

convoqué les représentants de tous les départements du pays, aujourd'hui, pour discuter sur une stratégie commune d'une mobilisation générale pacifique dans tout le pays. Fanmi Lavalas déclare soutenir fermement la barre de la lutte, que jamais elle ne fléchira dans cette lutte. Le complot ne passera pas, car Fanmi Lavalas n'abandonnera jamais le terrain démocratique. Par notre mobilisation, nous représenterons le peuple haïtien à tous les niveaux des élections ».

Au cours de ce rassemblement, les responsables de la coordination, disent refuser toute alliance avec des partis et des regroupements de partis, conformément aux règles et statuts régissant l'Organisation politique Fanmi Lavalas. « Nous ne voulons d'alliance avec aucun parti. Nous avançons et nous verrons et comprendrons la meilleure stratégie à choisir. C'est la raison fondamentale de notre réunion avec tous les départements du pays. La stratégie doit être unique pour tous. Ce n'est pas une demande faite, mais un droit qui doit être respecté. Fanmi Lavalas a tout fait pour les faire respecter. », a poursuivi la coordonnatrice.

Quant à Lionel Etienne, l'un des membres du Comité exécutif, il a rappelé la fameuse étiquette, ce sceau d'exclusion, dont a été affublée Lavalas : « Chimè ». En s'interrogeant, il s'est dit que l'étiquette actuelle, doit être « les Exclus ».

« Ce sont les Exclus qui sont réunis aujourd'hui. Nous allons mettre en commun notre force pour que, définitivement, le peuple cesse d'être exclu des décisions nationales. »

Pour joindre le geste à la parole, la Commission de mobilisation de Fanmi Lavalas, dans une note pour la presse, a annoncé un sit-in devant l'ambassade américaine, le mercredi 28 juillet 2010. Les organisateurs disent vouloir dénoncer l'hypocrisie du président Obama, soutenant la politique de Préval d'exclure le peuple et Fanmi Lavalas, en les maintenant hors des élections et en gardant le président Aristide en exil. Autres revendications annoncées : l'exigence faite à l'administration étasunienne de méconnaître le processus électoral, orchestré par Préval et Dorsainvil et le non-financement de cette mascarade illégitime, illégale et anti-populaire.

La seule anicroche au tableau est que Fanmi Lavalas garde son mutisme, sur l'occupation actuelle du pays par l'impérialisme et sur le 95ième anniversaire de l'occupation américaine de 1915. Une organisation politique, qui se dit proche du

peuple, ne doit pas pousser sa pusillanimité jusqu'à ignorer une date, un événement aussi tragique, que l'occupation de 1915, à l'instar de celle qui aujourd'hui englué Haïti dans l'exclusion, le désespoir, la dépendance et la misère généralisée.

Dans cette obscure et contradictoire saison politique, des organisations revendicatives réunies sous l'épithète de « Tèt Kole » disent maintenir la mobilisation pour le départ de Préval et de son CEP corrompu. A les entendre, leur position est claire. Ils disent vouloir des élections d'inclusion, honnêtes et démocratiques avec un gouvernement et un appareil électoral inspirant confiance.

« La présence de Tèt Kole à la Plaza est explicable par le fait que ces plates-formes maintiennent leur position initiale, celle de Tèt Kole, s'inscrivant dans un refus systématique de compromission avec des institutions qui se sont compromises dans la violation de la constitution du pays, des lois de la République et des droits du peuple haïtien », a déclaré à Haïti Liberté, Romestil Pierre Melisca, membre influent de ce regroupement d'organisations populaires.

Dans cette opacité politique où acteurs et groupes d'acteurs s'efforcent de réaliser leurs objectifs, se dessinent des clivages politiques issus de clivages socio-économiques. Le jeu politique illustre ici l'hypocrisie de certaines forces qui, tout en agissant pour le malheur de ce peuple, proclament leur solidarité aux efforts de renaissance et de refondation d'une Haïti qu'elles ont contribué à paupériser, à détruire et à coloniser.

Dans cette âpre lutte, si subtile, l'observateur aurait tendance à s'enraciner, à s'embourber dans la confusion, tellement la réalité est complexe, extrêmement contradictoire dans cette singulière Haïti. C'est pourquoi le peuple haïtien dans sa grande majorité, de par son ignorance voulue, entretenue et maintenue, n'arrive pas souvent à discerner le fondement des choses : leur pourquoi et leur comment, pourquoi faire, comment faire, d'où un immense avantage pour les exploités de tous poils, ceux qui utilisent des biais politique, idéologique et économique pour inscrire définitivement leur système de domination et d'exploitation.

Cesseront ces pratiques d'aliénation, quand le peuple haïtien aura suffisamment conscience de ses propres perspectives immédiates pour percevoir dans le lointain ses perspectives d'avenir. Alors, finiront toutes ces exploitations, tous ces préjugés, qui sont les causes profondes de ses malheurs.

## Ces occupations qui déshumanisent et tuent !

Par Hervé Jean Michel

28 juillet 1915-28 juillet 2010, 95 années se sont écoulées depuis que les forces militaires des Etats-Unis d'Amérique, ont débarqué en Haïti. Ils ont piétiné, broyé ce territoire et sa souveraineté, chèrement acquises dans la souffrance, les luttes et la mort dans les champs de bataille de la Ravine à Coulevre, de la Crête à Pierrot, de Vertières etc.

Les capitalistes étasuniens, qui n'ont vu dans l'acte de l'indépendance haïtienne, qu'un mauvais exemple pour les millions de Noirs, leurs compatriotes (pour

l'histoire l'indépendance haïtienne a été reconnue au cours de la deuxième décennie de la deuxième moitié du XIXième siècle par l'Etat étasunien), ont voulu mettre un frein à cette fulgurante ascension des anciens esclaves par leur doctrine de Monroe, qui leur ouvre des perspectives de pillage dans le continent. Ils avaient juré de réduire à néant la souveraineté de ce pays.

La contre-révolution qui a étouffé les idéaux de liberté, d'égalité et d'indépendance, incarnés dans le geste de 1804, a ouvert des perspectives au néocolonialisme dans la recherche et la concrétisation de la doctrine de l'élargissement

de l'espace vital pour l'impérialisme étasunien. Ce sont, il faut le dire sans ambages, les contradictions internes à Haïti, contradictions créées, nourries, perpétuées par ses propres élites, les associés du mercantilisme, qui ont engendré des conditions sine qua non pour la première occupation d'Haïti.

Cette occupation manu militaire, de facto, prendra légitimité, quand sous le gouvernement du président Sudre Dartiguenave, le parlement haïtien (sénateurs et députés) a voté une convention, livrant l'administration du pays à l'occupant. Face à cette imposture, des patriotes, sous la conduite

du révolutionnaire, Charlemagne Peralte, ont organisé la résistance pour bouter dehors l'occupant. Combattue par nos élites, féroce-ment réactionnaires et les forces d'occupation, la résistance n'a pu atteindre son objectif. Peralte a été assassiné, après avoir été capturé dans un guet-apens. Néanmoins, l'idéal libertaire, né de l'épopée de 1804 a fertilisé le champ de la conscience de ces compatriotes, qui ont opposé, exposé leur vie à la fureur d'un ennemi assoiffé de sang, de puissance et de richesses.

Aujourd'hui, en l'an de grâce 2010, Haïti vit une deuxième occupation, pire que la première, avec

cette fois-ci sur le dos, le monde capitaliste à la traîne des Etats-Unis d'Amérique. Ce sont les mêmes contradictions et les mêmes élites politico-économico-idéologiques, qui ont concocté la deuxième occupation d'Haïti. L'un des faits marquants, de l'actuelle occupation d'Haïti semblable à celle de 1915, est le vote par les deux Chambres de la loi sur l'Etat d'urgence et la constitution d'une Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH), conçue et présentée par le gouvernement Préval/Bellerive pour légitimer, constitutionnaliser, légaliser l'occupation d'Haïti.

Suite à la page (19)

## Enperyalis kapitalis se bon jan peche mòtèl

Grann mwen, manman papa m, te konn di : manyè kite ou kantik pou yo chante pou ou. Li te konn di lò li te about avè m ki te pi gran lakay la. Gen de lè m te konn fè l wè *les sept couleurs de l'arc-en-ciel*, ki te konn egzaspere granmè. E kòm mwen te twò gran pou l ta bat mwen, *de guerre lasse* li te konn di m: ou pa wont, manyè kite ou kantik pou yo chante pou ou. Enben se menm bagay pou enperyalis meriken an. Li fè jouk li pa konnen ankò. Lò w kwè l amelyore li tounen pi rès nan kò pèp ki pa gen bon jan gadò, li tounen pi rès nan jwèt brital, li tounen pi rès nan fè koken, li tounen pi rès nan kraze brize, li tounen pi rès nan fè visye, li pap kite w chante ou kantik pou li.

Men Kosta Rika twouve l anba bwa. Oun peyi ki pat gen yon lame, yon peyi yo te konn bay pou *la Suisse de l'Amérique latine*, men jounen jodi a, l anba konplisite prezidan kostariken an, Laura Chinchilla ki depi lontan mare sosis li ak USAID, l anba trayizyon palmantè yo, li pran nan gonm tetelang boujwazi peyi a ak gwo zouzounn Washington yo, kifèke enperyalis meriken an vin layite kò l nan peyi Kosta Rika, nan lanmè Kosta Rika, ak 46 bato de gè, 200 elikoptè an-sanm ak avyon de gè, san n pa bliye 7000 marin. Pou ki tout briganday sa a? Pou ki tout eskonbrit naval sa? Pouki tout eskandal avyon ak elikoptè sa a? Enperyalis la di se pou konbat trafik dwòg.

Tout lasenal sa a se swadizan pou entèseptè, detwi trafik dwòg. Enperyalis lan genlè se swa li pran nou pou egare anba ban, swa li pran nou pou ti bebe k ap rale, oubyen pou dè mounn ki poko fè kwasans yo. Or, nou pa ni egare ni ti bebe, e se depi sou prezidan Bann Macwhè nou fè kwasans nou. Ki sa enperyalis la ta vle ban nou kenbe la a? Prezidan Calderon depi 2006 ap touye dwòg trafikè ak dwòg dilè nan peyi Meksik. Rive jounen jodi a, yo di gen pase 26.000 kadav nan gè kont dilè dwòg. Men dwòg la toujou la tennfas. Se gwo lajan k ap brase, enperyalis la pa konsène vrèmanvre.

Fòk gouvènman meriken an



Avyon areyasyon degè izraelyen tou pare, nan peyi Arabi Saoudit.

ta kòmnanse pa pwòpte devan kay la ki tou sal. Plis pase 2.1 milyon mounn nan prizon nan peyi Etazini pou kòz dwòg. 300 nan prizon sa yo se pou konsòsyòm prive. E kòm plis pase mwatye prizonye yo se mounn nwa, gen anpil ameriken ki kwè « *guerre à la drogue* » la se yon fòm segregasyon anbachal. An reyalyite tout mezi ki pran yo se sentòm pwoblèm nan yo atake, kidonk lamizè nan wèl jèn mounn ki nan CHOMEKO akòz yon ti minorite jwisè ki sou do malere. Senatè yo vote plis lajan pou represyon, pou bati lòt prizon. Se pa fasil pou w tande bon jan lwa vote kont lajan y ap blanchi toupato, kont malvèsasyon kriminel *dans les hauts lieux de la finance*. E sa k pi rès la: lajan pou konbat pwoblèm dwòg la se sou bidjè edikasyon, afè sosyal ak lasante yo pran l. Mezanmi, di m si enperyalis kapitalis la se pa peche mòtèl li ye.

Si nou gade byen, premyè gè kont dwòg nan peyi Etazini li kòmnanse ak Nixon nan kòmman lane 70 yo, Carter vin kòm kanpe l, Reagan reprann li, Papa Bush vin ranfòse l. Clinton te vle met oum bemòl nan gè a, men pou rezon elektoral li fèmen je l sou represyon an. Lò Ti Bush vin monte, li fè konnen se *la demande* nan peyi a ki pou redui. Kote sa? Ayayay! Baton nan wèl distribitè ak konsomatè dwòg. Koute sa : premyè bidjè antidwòg Ti

peyi Etazini, men yo tonbe sevi tou nan lòt peyi. DEA mete sou yon lis nwa *narcoterroriste* senk peyi kote li k ap fè entèvansyon, ata nan peyi Ewòp yo. Se pa anyen, se infliyans li enperyalis la ap etann anba labanyè teworis, kwak li menm pou kont pa l li se wa teworis. Bare enperyalis kapitalis la, se peche mòtèl li ye !

Kite kantik, pran priyè. Enperyalis yo ki sou prezidan Johnson te kreye yo kokennchenn manti pou atake Nòtyètnam residive jodi a ak Mouche Obama/Manzè Hillary. Nou sonje, medyamanti yo te fè konnen 2 bato de gè nòvyètnamen te atake 2 bato de gè meriken nan mwa out 1964. Se pat janm vre. Jounen jodi a enperyalis la ki bezwen fè ladènye sou Kore di Nò maniganse yon malpwòpte pou rann Kim Jong Il responsab tòpiyaj yon bato Kore di Sid kote plis pase 40 maren mouri. Près mondyal manti a repèkite nouvell. Men nan younn nan Refleksyon

gen gwo tansyon nan zòn nan : Hillary rale yon lanbi, Kim menm pran oum kannif, li di Hillary: si w leve men w, m ap fout kreve je w. Ala de malediksyon ! Enperyalis la pap kite oum kantik pou yo chante pou li. Vyèj pete je m mezanmi, tonnis krizis mwen, enperyalis kapitalis se bon jan peche mòtèl.

Ann pran yon lòt priyè ki depi 1915 poko kab gen amèn. Blan yo debake Ayiti, yo vòlè lòt peyi a, yo fè ti nèg travay nan kòve, yo touye Peralte, yo betize palmantè nou yo byen betize, ti nèg ki te konn pale franse pweni vin wè Blan an pa pran l pou po patat. Blan an fè Konstitisyon pou nou, li leve l ale, li kite yon lame pou defann enterè pa l ak enterè klas gran nèg yo. Li bay koudeta ale pou vini. Tranblemen tè mwa janvyè a fè yo rantre nan peyi a an shango. Yo menm maniganse ak Gran Conzè Préval, ak Ti Conzè Bellerive pou kite Bill Clinton fofile kò l nan yon estrikti

Bush kongrè apwouve pou 2002 se 19,20 milya dola. Li distribye mèmman parèyman ak bidjè avan yo : 69% lajan an ale pou represyon, rès la pou prevansyon ak tretman . M pap ba w manti, enperyalis kapitalis se bon jan peche mòtèl.

Kòm dènye kou pou tiye koukou a, Ti Bush mande kongrè pou apwouve John P. Walters kòm direktè Biwo politik nasyonal pou kontwòl dwòg la. Menm jan ak Ashcroft, Walters se yon konsèvatè tou limen. Se mounn ladwat ki nan tete lang ak sektè relijye reaksyonè a. Tout mounn konnen l kòm patizan pou *plume ne grouille*, lapriyè li se mete nan prizon. Lòfinsa, afè konbat *la demande* nan, pa pale l de sa menm, l ap vole nan pat gann ou tankou lougawou pou l devore w tou kri. Epi, *le Ciel aidant*, 11 septanm vin ranje sa nètalkole. Kesyon an vin twouve se yon afè de *narcoterrorisme*.

Asa Hutchinson, direktè DEA, lèsa a deklare: « *Les terroristes savent que, petit à petit, l'abus de drogue ronger nos valeurs essentielles [...] L'Amérique est le phare de la démocratie dans le monde [...] La culture de la drogue érode jusqu'à la destruction tout ce qui est nécessaire au fonctionnement de la démocratie. Les terroristes ont parfaitement compris cela.* » Menm lè a tou, non sèlman sèvis meriken antidwòg yo ap sevi nan



Pòtavyon, avyondegè, elikoptè, zam nèf, bonm atomik nan wèl Iran

li yo (*L'empire et le mensonge*, Granma 8 jen 2010), Fidel Castro esplikè klè kou dlo kòk sa k pase : yon manman magouy enperyalis la pou rezon politik. Sete pou mete presyon sou Premye minis japonè a, Yukio Hatoyama, pou l sispann brase kesyon retire baz Okinawa a nan men meriken yo. Jounen jodi a

politik-ekonomik kote se Bill k ap gouvène peyi a. Depi 30 mas, daprè *Médecins du monde* gen yon 10 milya dola ki pwomèt (Louis Morice - Nouvelobs.com 12 juillet 2010), men ou tande bèf, ale wè... kòn sèlman. E Clinton li menm ap plede bay pèp la kòn. Vyèj timèn mwen, enperyalis kapitalis se bon jan peche mòtèl.

Dènye priyè pou leve kò a. Enperyalis bò isit yo makònen ak enperyalis lòt bò dlo yo pou yo detwi Iran. Yon lame batodegè meriken, pami yo yon pòtavyon sot franchi Kannal Suez nan direksyon Lanmè Wouj, selon jounal arab Al Quds Al Arabi, nouvell ki retransmèt pa jounal izraelyen Haaretz la. Lòfinsa gen yon makòn avyon areaksyon de gè izraelyen ki jwenn ladesant nan yon baz peyi Arabi saoudit, chaje kouleba. Fidel Castro pale sou kesyon an e li konn sa l ap di. Jan Danielle Bleitrach di l lan: « *décrire ce qui se prépare c'est déjà une manière de tenter de l'empêcher...* ». Enperyalis la toulimen pou detwi Iran e kòm Iran pral riposte, se pral yon katastwòf, se pral yon olokòs. Di m mezanmi si enperyalis kapitalis pa peche mòtèl.

E jou li ta vin konfese nan men m, tonnè kraze m ! se pa mwen k ap ba l labolisyon. *Allez en paix, mes enfants.*

Fanfan Latulipe

**VENUS RESTAURANT**

Specializing in Caribbean & American Cuisine

**We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..**

670 Rogers Avenue (Corner of Clarkson Ave) Brooklyn, NY 11226

"Venus, l'endroit idéal!"

718-287-4949

**Le Flambeau Restaurant**

1832 Schenectady Avenue (entre Ave. J & K) Brooklyn, NY 11234

Loubing, General Manager

Breakfast - Lunch - Dinner 7 days a week, 9 am - 10 pm

Samedi Bouyon

Dimanche Soup Giromon, Pintad, diri djondjon

Free Delivery Catering for all occasions

**347-462-9029**

**GET YOUR TAX REFUND FAST**

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269

**1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226 (between Clarendon Rd & Avenue D)**

**CHERY'S BROKERAGE**

## Kouman sitiyaasyon ouvriye yo ye nan faktori soutretans yo an Ayiti?

Nan peyi Dayiti genyen 2 gwo sant kote pifò faktori soutretans yo gonfle kò yo, se nan : Pak Endistriyèl la ki chita sou wout ayewopò a ak nan zòn franch Wanament, ki tabli kò l nan Nòdès peyi a. Anvan tranblemanntè 12 janvyè pase a, nan 25 mil ouvriye ki t ap travay nan peyi Dayiti, 18 mil ladan yo se ouvriye nan faktori soutretans, ki ap touche 125 goud ki egal a 3.20 dola meriken pa jou. E salè sa a, se aprè yon gwo batay, nan lane 2009 la, avèk vòt lwa sou nouvo salè pou 8tèdan travay chak jou.

Après tranblemanntè 12 janvyè 2010 la, kijan sitiyaasyon ouvriye yo ye nan 2 gwo sant sa yo?

Daprè sekretè jeneral Santral Otonòm Travayè Ayisyen yo (CATH), Fignole Saint-Cyr, sitiyaasyon ouvriye yo vin pi mal. Patwon yo pa mete ouvriye yo nan kondisyon pou yo travay kouwè moun, ouvriye yo ap resevwa movè tretman, kondisyon travay yo difisil anpil. Ouvriye yo pa gen libète pou fè sendika, sa k pirèd la, patwon yo mete sèvis siveye rapòte yon fason pou anpeche ouvriye yo òganize yo an sendika, pou yo ka defann dwa yo, fè revandikasyon yo pase kòm sadwa, defann enterè yo. Selon Fignole Saint-Cyr, ouvriye yo pa jwenn dlo potab pou yo bwè, anpil ladan yo se nan lari pou yo sòti al achte yon ti sachè dlo pou 2 goud. Ouvriye yo pa jwenn transpò, patwon yo pa peye yo tan



Sekretè jeneral Santral Otonòm Travayè Ayisyen yo (CATH), Fignole Saint-Cyr

siplemantè yo ak jou samdi ak dimanch lè yo fòse yo vin travay.

Nan zòn franch lan, nan Wanament, ki sou direksyon CODEVI, genyen anviwon 4 mil ouvriye nan 5 izin soutretans k ap fonksyone : AM-1, AM-2, OM-1, OM-2, M-2 k ap fè rad pou voye al vann nan peyi etranje. Kondisyon travay yo pa diferan. Pa genyen kote pou moun yo manje, pa genyen dlo, pa genyen vantilatè, yo pa ba yo frè transpò. Ouvriye yo koumanse travay 6zè edmi nan maten pou 4 trè edmi apremidi, sa fè dizèd tan e patwon yo peye yo sèlman 125 goud pa jou savledi yo pa touche 2zè siplemantè a. Ouvriye yo travay 7 jou sou 7 jou men pat-

won yo pa peye yo jou samdi ak dimanch.

Nan konpayi CODEVI ki responsab zòn franch Wanament lan, genyen yon kontra travay kolektif yo te fè ouvriye yo siyen, men kontra sa a pa janm respekte. Sendika ouvriye yo a, SECOA, ki nan Batay Ouvriye, yon òganizasyon ouvriye ki genyen baz li nan zòn franch nan, mete tèt yo ansanm ak patwon yo pou ranfòse sistèm esplwatasyon an sou ouvriye yo.

Nan peyi Dayiti jounen jodi a, sendika yo pa mete tèt yo ansanm, yo nan tout vye konbinezon ak patwon yo, ak pouvwa reyaksyonè a, y ap defann ti enterè pèsònèl yo kont enterè mas travayè yo. Se sa k fè jounen jodi a travayè ayisyen yo pa gen pèsòn ki pou defann yo, pou ede yo fè revandikasyon yo pase, pou ede yo defann enterè yo fas a patwon yo, boujwa ak gouvènman antipèp la.

Malgre tout vye konplo Leta boujwa-grandon sa ap fè sou travayè yo, klas travayè ayisyen an ap reziste, l ap goumen pou l rive, l ap chache mwayen pou ranfòse tèt li. Klas travayè, nan moman difisil sa l ap viv jounen jodi a, bezwen solidarite lòt pèp ki sansib a revandikasyon travayè sou latè pou rive gen laviktwa sou sistèm grandon kapitalis sa a k ap anfonse tèt li chak jou.

Yves Pierre-Louis

## Kijan sitiyaasyon politik la ye nan peyi Dayiti?



Yon manifestan ak 2 pankat nan men li

Malgre pwotestasyon pifò pati politik, òganizasyon nan sosyete sivil la, kandida agreye yo, òganizasyon popilè yo, òganizasyon peyizyan yo, prezidan Rene Preval pa tande, li pa wè, li te fè sòti 3 arete pou l bay Konsèy Elektoral Pwovizwa (KEP) kòwonpi Gaillot Dorsainvil ap dirije a mande pou fè eleksyon pikekole, malatchonn, bouyi vide 28 novanm 2010, pou pòs prezidan, senatè, depite, majistra ak tout lòt eleksyon endirèk yo. KEP la te eseye fè yon premye rankont 15 jiyè pase a, ak kèk ti pati politik dèyè manman, pifò pati politik yo pa t reponn apèl konseye elektoral yo.

KEP Gaillot a pibliye kalandriye elektoral li, li ouvè enskripsyon pou pati politik yo e aprè li pral ouvè enskripsyon pou kandida pou pòs prezidan sèlman. Pou eleksyon lejislatif yo, se pwosesis 28 fevriye 2010 la k ap rapouswiv. Tout sektè k ap mande kraze KEP Gaillot a fè konnen KEP sa a twò restavèk prezidan Preval, li mete deyò pwosesis la pi gwo pati politik ki genyen nan peyi a, Fanmi Lavalas, KEP la ap fè esklizyon, li pa ka fè eleksyon lib, onèt, transparan, demokratik, kredib, akseptab. Se nan kontèks sa a, pati Fanmi Lavalas ak 4 lòt platfòm politik ki se : Altènativ, UCCADE, Liberasyon, Rasanble te òganize yon rankont pou defini kèk

lòt estrateji pou kontinye batay y ap mennen kont prezidan René Préval, KEP li a ak tout lòt akolit machann peyi yo.

Vandredi 23 jiyè a, Komite egzekitif Fanmi Lavalas te òganize yon gwo rankont, nan Fondasyon Aristide pou demokrasi ki chita nan komin Taba ak tout reprezantan 10 departman yo, aprè gwo manifestasyon 15 jiyè a, jou anivèsè ansyen prezidan Aristide, pou yo te braselide sou sitiyaasyon politik peyi a e defini lòt estrateji pou fòse KEP Gaillot Dorsainvil la retounen sou desizyon l te pran kont Fanmi Lavalas. Reprezantan departman yo ak plizyè santèn militan politik Fanmi Lavalas te patisipe nan rankont sa a. Se te yon okazyon pou manm direksyon nasyonal la ki se Maryse Narcisse, Lionel Etienne, Jacques Methelier, René Civil, Gérald Gilles elatriye te pran lapawòl pou di pap genyen eleksyon san Fanmi Lavalas. Kòdonatris Komite egzekitif la, Maryse Narcisse te deklare :

« Nou konvoke reprezantan tout departman yo la a jodi a, pou n diskite sou estrateji pou mobilizasyon jeneral, pasifik, aktiv sou tout peyi a, mobilizasyon jeneral Fanmi Lavalas dekrete. Nou konvoke tout departman yo pou nou konnen ki maryaj n ap fè, pou n Ale nan paj 15

## Jèn nan Sanfil leve kanpe pou mande travay

Lendi 26 jiyè a, plizyè dizèn jèn, nan katye popilè Sanfil ki chita nan zòn Nò kapital la, te tanmen yon mouvman leve kanpe pou fè otorite nan peyi a tande vwa yo, pou voye je gade yo, paske yo di otorite yo pa konnen si yo egziste. Jèn gason ak jèn fi sa yo di yo pa ka jwenn travay, yo pa ka al lekòl, yo pa ka manje y ap viv nan movè kondisyon. Yo fè konnen granmanjè yo ki nan gouvènman Preval/Bellerive la kenbe tout èd yo pou kont yo se poutèsa, yo di y ap rete mobilize jiskaskè gouvènman an di yon mo ak yo.

Youn nan manifestan an te fè konnen: «Mwen se pitit zòn nan, mwen grandi nan zòn nan, mwen se yonn nan viktim yo nan zòn nan tou kouwè tout lòt viktim yo. Mwen leve maten an, mwen wè tout jèn yo, frè m yo, tout viktim parèy mwen yo, ki



Jèn yo nan katye popilè Sanfil te tanmen yon mouvman leve kanpe pou fè otorite nan peyi a tande vwa yo

te viv katastwòf 12 janvyè a, menm jan avèk mwen, kote ki te genyen moun ki te mouri, moun ki kokobe, moun ki refijye nan kan yo fè leve kanpe sa pou pase revandikasyon yo ki se travay, pou n ka sòti anba tant, prela ak moso dra sal, pou nou gen yon lavi miyò. Mwen wè li se nòm, mwen wè li jis pou m patisipe ansanm ak yo.

Leve kanpe a genyen yon objektif klè, nou mem nan zòn nan nou dwe jwenn travay, menm jan sa fèt nan Fònasyon, Avni Poupla ak divès lòt zòn nan peyi a. Moun yo ki nan pouvwa a pran tout pou yo, y ap byen mennen ak ti zanmi yo, nou menm n ap vale van la a. Nou pa dakò, nou leve kanpe. Leta ayi-

syen pa janm voye je gade nou nan zòn nan, yo pa janm pote anyen pou nou, se kòm si nou pa egziste. Nou mande gouvènman an voye je sou nou nan zòn lan prese prese. Se wè nou wè manm ONG yo ap pase nan zòn nan, yo pa janm pote anyen pou nou, se bèl machin y ap woule, se sa k fè nou bloke zòn lan la a pou machin pa pase. »

Pandan moman pwotestasyon an, manifestan yo te bloke Sanfil lan ak gwo wòch, dekonb, bout fè, yo te boule kawoutchou, tire wòch pou te bloke aktivite yo. Jèn yo di toutotan revandikasyon yo pa satisfè, yo fèk kare bloke lari a.

Yves Pierre-Louis

Emisyon pa nou pou nou defann dwa nou:

**FOWOM OUVRIYE**

info@fowomouvriye.org

**646-829-9519**

Chak Samdi, 2zè pou 3zè nan

**Radyo Pa Nou**

Kapte Fowòm Ouvriye nan entènèt:

www.radyopanou.com

Rele nan liy ouvè:

**718-469-8511**

**718-462-0992**

**RADIO PÈP KOMINIKASYON**  
MONDAY-FRIDAY 7A.M. - 1A.M.  
**WLQY 1320 AM**

**RADIO PIMAN BOUK**  
SUNDAY 8 A.M. - 10:30 A.M.  
**WLQY 1320 AM**

NOUVELLES  
ANALYSE  
EDUCATION  
TALK SHOW

POLITIQUE  
MUSIQUE  
PUBLICITÉ

(786) 487-7870  
**MANDE POU VOLTAIRE**

**KAPTE BOUKAN**

**101.9 FM • SCA**  
**Radyo Pa Nou**

**Emisyon KAKOLA**  
Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti

• Nouvèl •  
• Analiz •  
• Kòmantè •  
• Deba •

Pou yon Ayiti Libere  
**(917) 251-6057**  
www.RadyoPaNou.com  
**Mèkredi 9-10 pm**

# La détresse et la lutte: six mois après !

Par Patrick Martin

*Haïti: six mois plus tard... rien n'a avancé, et c'est même pire. Après le tremblement de terre de janvier, les sinistrés sont toujours sous des tentes de fortune, les aides promises sous les sunlights par les pays riches ne sont toujours pas arrivées et avec la saison des pluies, les réfugiés pataugent dans les égouts et sont exposés aux épidémies. Ça, c'est pour les pauvres. Les riches, eux, se portent très bien merci. Ils font des affaires.*

Six mois après qu'un tremblement de terre ait détruit une grande partie d'Haïti et fait plus de 300.000 morts, il n'y a eu guère de changement pour les survivants. Malgré les promesses faites par les Nations Unies et les grandes puissances, en particulier les Etats-Unis, très peu d'aide est parvenue à Haïti.

Des milliards promis, lors de diverses conférences accompagnées d'un énorme battage médiatique, seuls 2 % ont été effectivement versés.

L'ampleur des dégâts causés par la pire catastrophe naturelle du XXI<sup>ème</sup> s. dépasse l'imagination. Le nombre de morts est supérieur à 300.000 et, selon certaines estimations, s'élèverait à près de 500.000, sur une population totale de 8 millions – la pire catastrophe connue en matière de proportion de la population. A l'échelle d'un pays comme les Etats-Unis, cela correspondrait de 10 à 20 millions de morts.

Pratiquement toutes les morts ont été provoquées par l'effondrement des maisons et d'autres immeubles dans les centres-villes d'Haïti, en particulier les taudis surpeuplés de Port-au-Prince, la capitale.

Selon une enquête, quelque 188.000 maisons ont été touchées, parmi lesquelles 105.000 complètement détruites, ainsi que 1.300 écoles, 50 hôpitaux, le palais présidentiel, le parlement et le port de Port-au-Prince.

Environ 25 millions de mètres cubes de gravats, constitués en majeure partie de béton et de barres d'acier, restent le principal obstacle physique à la fois à la reconstruction et à la vie quotidienne. Moins de 5% ont été dégagés depuis le séisme et les débris continuent de bloquer les rues et les routes et envahissent une grande partie de la surface au sol des bidonvilles qui entouraient naguère Port-au-Prince.

Quatre rapports publiés au cours du mois dernier parlent de l'accroissement de la crise en Haïti. Un rapport de l'ONU, publié le 19 juin, indique que 1,5 million de personnes vivent dans plus de 1200 camps de toile, principalement autour de Port-au-Prince. Ce rapport souligne qu'avec le début de la saison des ouragans le 1er juin, ceux qui vivent dans des abris précaires sont particulièrement en danger, surtout ceux qui sont installés dans des régions côtières à basse altitude ou le long de ravins qui risquent de se transformer en torrents déchaînés en cas d'orage.

Un rapport de la commission des affaires étrangères du Sénat aux Etats-Unis publié le 29 juin indique que le relogement des réfugiés est le problème majeur, les plans des transferts, depuis les tentes jusqu'à des



**Richard Lugar, président républicain de la commission des affaires étrangères du Sénat aux Etats-Unis, a incité publiquement le gouvernement haïtien à accepter que le parti Lavalas participe aux élections de novembre.**

structures plus solides n'étant actuellement qu'à «l'état d'ébauche». Le rapport explique: «alors que de nombreuses priorités en matière de secours d'urgence ont été prises en compte, des signes inquiétants montrent que la reprise et la reconstruction à plus long terme sont en recul».

Ce rapport du Sénat dénonce à la fois les donateurs internationaux qui n'ont versé que 2% des 5,3 milliards de dollars promis et les membres du gouvernement haïtien, qui y sont décrits comme «paralysés devant les décisions à prendre».

La commission pour la reconstruction présidée à la fois par le premier ministre haïtien, Jean-Max Bellerive, et l'ancien président US Bill Clinton, a, selon le rapport de la commission du Sénat US, «la capacité de freiner les opérations de façon considérable à cause des lourdeurs bureaucratiques à un moment où Haïti ne peut pas se permettre d'attendre». Cette commission n'a tenu sa première réunion que le 17 juin, soit plus de cinq mois après le tremblement de terre.

Un bilan publié par l'association humanitaire «Médecins Sans Frontières», daté de juillet 2010, indique que le séisme a détruit 60% des centres de soins, parmi lesquels le seul centre de médecine d'urgence pour

le traitement des traumatismes, et que 10% du personnel a, soit péri dans le séisme, soit quitté le pays après cela. Le rapport constate une amélioration importante de la distribution d'urgence des soins, des vivres et d'eau, résultant de la vague sincère d'empathie internationale à l'issue du tremblement de terre, mais une aggravation des problèmes d'installations sanitaires et de logement. Il n'y a qu'une décharge pour la capitale de plus de 3 millions d'habitants et «elle déborde presque».

Les camps de fortune qui se sont multipliés partout sont transformés en égouts à ciel ouvert avec la saison des pluies qui a débuté en mai. «La principale menace qui pèse sur les conditions de vie des habitants est de loin l'incapacité des autorités à fournir un logement correct et en dur», déclare l'association. «Les tentes et les abris en draps ne devaient être qu'une solution très temporaire. Ils peuvent tenir six mois maximum... les tentes commencent à se détériorer et la pluie révèle le problème».

Les centres médicaux n'étant plus submergés par les milliers de victimes, souffrant de traumatismes et de blessures, leurs patients ont été remplacés par le flux «normal» de malades d'un pays excessivement pauvre. Les infections et les parasites intestinaux font aujourd'hui partie des affections les plus courantes. Les soins médicaux pour les femmes sont particulièrement problématiques, l'espérance de vie des femmes étant d'à peine 58,8 ans en Haïti, et la mortalité maternelle de 630 décès pour 100.000, 50 fois plus élevée qu'aux Etats-Unis. Le tremblement de terre a occasionné des traumatismes psychologiques autant que physiques. «Beaucoup de gens qui ont survécu à la chute d'immeubles il y a six mois, ont encore trop peur pour aller chercher refuge dans les ruines», poursuit le rapport. «Les secours d'urgence ont sauvé la vie des gens, mais cela n'allège pas les souffrances les plus terribles. Les conditions de vie sont rudimentaires et le degré de frustration s'accroît».

Alors que des millions de personnes ont subi des traumatismes profonds - la perte de proches, la



**Une femme levant ses mains vers le ciel alors que la pluie s'abat sur le camp Corail (Photo:Watson Joseph/12 juillet 2010)**



**Les tentes et les abris en draps ne devaient être qu'une solution très temporaire. Les tentes commencent à se détériorer et la pluie révèle le problème».**

destruction de leur maison, les blessures physiques graves, les amputations – il y a moins de 10 psychiatres en exercice dans tout le pays. Selon le coordonnateur haïtien de l'association, «il y a un fossé énorme entre le zèle déployé et les promesses d'aider les victimes du séisme des premières semaines et la sordide réalité sur le terrain six mois plus tard». Un rapport de la Croix Rouge britannique, paru le 8 juillet, explique que six mois après le tremblement de terre, ce sont toujours les organisations humanitaires qui fournissent la majorité de l'eau potable et les installations sanitaires, ce qu'ils ne pourront pas faire indéfiniment. «Nous dépensons toute notre énergie à simplement limiter les dégâts, au lieu de résoudre les problèmes», dit Alastair Burnett, di-

recteur des opérations du groupe. Même avant le tremblement de terre, les installations sanitaires à Haïti étaient parmi les pires au monde, seulement 17% de la population, ayant accès à des toilettes, des conditions qu'on ne retrouve qu'en Somalie, pays dévasté par la guerre.

### Montée des tensions sociales

Plusieurs rapports cités ci-dessus signalent des tensions sociales à Haïti, où une minuscule classe dirigeante immensément riche cherche à garder la mainmise sur la société. L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), une organisation de l'ONU dont la mission est de loger les réfugiés, tente d'arbitrer

Suite à la page (16)

**BG L'Auberge Créole Restaurant & Bakery**  
1366 Flatbush Avenue, Brooklyn, NY 11210  
(between Farragut Road & E. 26th Street)  
718-484-3784  
718-484-3785

**Déjeuner**  
• Poisson • Morue • Oeufs • Spaghetti  
• Foie dure • Ragout • Bouillie de Banane  
• Avoine • Hareng Saur

**Dinner**  
• Poulet • Griot • Tassot • Cabrit  
• Légumes • Lambi • Poisson • Bouillon  
• Boulettes • Pâtés

**Salades**  
• Verte • Russe • Caesar • Fruit de Mer  
• Macaroni • Fruits

**Boissons**  
• Corossol • Grenadine • Grenadina  
• Citron • Papaye • Fraise • Akasan

**We cater for all occasions**

**Top Enterprise Group, Inc**  
TOP  
Léon Mondésir  
Income Tax  
Insurance  
Security School  
Traffic School

2 LOCATIONS  
90 NE 54th Street, Miami, FL 33137  
385-756-7587

17639 S. Dixie Hwy  
Miami, FL 33157  
305-255-1717  
www.cckacademytrafficschool.com

**Dr. Kesler Dalmacy**  
1671 New York Ave.  
Brooklyn, New York 11226  
Tel: 718-434-5345  
Le docteur de la Communauté Haïtienne à New York

**Dejanine Restaurant**

• Lambi • Griot  
• Poisson • Cabrit  
• Tassot • Legumes  
• Maïs Foie Dure  
• Ragout • Kalalo  
• Fritay • Bouillon  
• Soupe Joumou

**Ouvert 7 jours  
9 a.m. - 11 p.m.**  
We do catering!  
**Tél: 718-856-5586  
Cell: 347-777-4221**  
1628 Nostrand Avenue  
(Entre Tilden & Beverly)  
Brooklyn, NY 11226

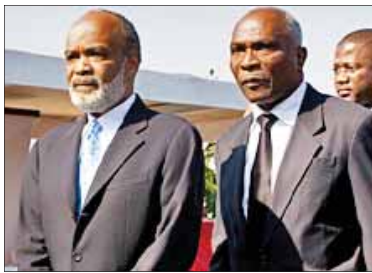
# Quand Préval s'est fait piéger par la candidature de Jacques Edouard Alexis

Par Catherine Charlemagne

Les Haïtiens, en tout cas, ceux en Haïti qui s'intéressent à la politique doivent lire et bien lire Nicolas Machiavel. Le tout Machiavel. Car, la pensée de ce théoricien et grand défenseur de son pays, l'Italie, est en train de faire une percée en Haïti. De la politique en général et du rapport de force en particulier, voilà, en effet, ce qui distinguait le Florentin des autres grands théoriciens de la science politique qu'on connaît aujourd'hui en Occident. Entr' autres, Montesquieu, avec ses principes de la séparation des pouvoirs ou Jean-Jacques Rousseau l'humaniste, avec ses théories sur la politique et l'être, etc. Bref, des classiques que tout le monde revendique comme étant leurs maîtres à penser.

Si tous ces théoriciens font aussi mention de rapport de force dans leurs traités pour conquérir le pouvoir, ils ne sont pas dans la même logique que leur collègue de Florence, qui lui, voit le rapport de force comme surtout un moyen de protéger son pays contre l'étranger. Il sait qu'il lui faut le pouvoir qui est, par définition, l'ultime moyen de décision, mais le rapport de force de Machiavel se définit avant tout, comme une sorte de protection contre les autres. Cette introduction sur celui qu'on considère comme le maître des « intrigues politiques » nous permet d'entrer dans le jeu subtil que joue le candidat à la candidature, l'ancien Premier ministre, Jacques Edouard Alexis, avec son frère ennemi, l'actuel Président de la République, René Garcia Préval pour la désignation du candidat de la Plateforme politique Inité à l'élection présidentielle du 28 novembre prochain.

Pour certains partis et Plateformes, l'affaire est simple. Soit ils iront aux élections avec l'actuel Conseil Electoral Provisoire (CEP) et s'apprêtent à désigner leurs candidats, soit ils décident de boy-



L'ancien Premier ministre, Jacques Edouard Alexis, avec son frère ennemi, l'actuel Président de la République, René Garcia Préval

cotter le scrutin et continuent de réclamer le départ du CEP et du chef de l'Etat. En ce qui concerne la Plateforme Inité, le mouvement lié au Président Préval, cela devait être une simple formalité. En tout cas, depuis longtemps, l'on devait connaître qui portera le flambeau de ce parti de la majorité présidentielle aux scrutins du 28 novembre 2010. Mais c'est mal connaître le système des partis politiques en Haïti et surtout la manière dont fonctionne le Président Préval qui a la haute main sur cette mouvance.

Tout d'abord, M. Préval cherche à contrôler de la tête aux pieds tout le processus électoral. Mais aussi le processus de désignation du candidat de l'Inité. Or, parmi plusieurs prétendants, il y a un qui se détache du lot au sein de cette formation politique et qui fait figure de favoris parmi les candidats capables de se faire nommer à la présidence de la République. Il se nomme Jacques Edouard Alexis. Mais il se trouve que ce candidat à la candidature de l'Inité n'est pas le candidat du Président sortant. Des divergences les opposent. Pas vraiment de problèmes de fonds, mais la politique en Haïti est une affaire personnelle, de convenance et de la volonté de celui qui a déjà le pouvoir.

Dans le cadre de ce scrutin, au point de vue de statut, il n'existe pas vraiment de personnalités au sein de l'Inité capables de rivaliser avec l'ancien Premier ministre. Du sénateur Joseph Lambert, le Coordonnateur de la Plateforme,

à Kely Bastien, le Président du Sénat, voire l'actuel ministre des Affaires sociales, un transfuge de Fanmi Lavalas, Yves Christalin. Il faut être sérieux, aucun, parmi ces postulants, ne fait le poids devant celui qui a été plusieurs fois ministre et deux fois Premier ministre. Ce qui pourrait être, d'ailleurs, de vrais handicaps pour lui si toutefois, il arrive à briguer officiellement la magistrature suprême de la République. Nous n'en sommes pas encore là. Aujourd'hui, ce qui compte pour l'ancien chef de gouvernement, c'est comment convaincre le Président Préval à lever les suspicions qui pèsent sur lui par rapport



Le sénateur Joseph Lambert, le Coordonnateur de la Plateforme

à une série de malentendus.

Dans cette affaire, pour une fois, c'est Jacques Edouard Alexis qui est en position de contraindre le Président à l'accepter comme candidat officiel de l'Inité. C'est une première au sein des partis politiques en Haïti. Comment en est-on arrivé à ce cas de figure? Ce d'autant plus qu'il n'a pas été évident pour l'ancien Premier ministre. Pour quelqu'un, il y a seulement moins de trois ans, qui a été au bord du gouffre politique, si l'on peut dire, c'est un exploit personnel pour lui et ses amis.

En effet, lâché en avril 2008 par le Président, suite aux émeutes de la faim, ensuite, renversé par un Sénat manipulé à outrance, disent certains par la présidence qui voulait se débarrasser comme à son habitude de son chef de gouvernement, Alexis a pu remonter la pente jusqu'à devenir incontournable pour le parti Espwa d'abord, puis l'Inité au grand désespoir du Président René Préval. Depuis plusieurs semaines, divers scénarii se dessinent au Palais et plusieurs rencontres au sommet ont eu lieu avec tous les prétendants potentiels souhaitant succéder au Président. But de la manœuvre, trouver comment désigner le candidat de l'Inité tout en sauvant l'unité de la Plateforme.

L'unité, voilà l'obsession des responsables de l'Inité et de son vrai patron, le Président René Préval. Car, tous les dirigeants de l'Inité sont persuadés que si le choix devrait échoir à une personne autre que l'ancien Premier ministre, ce serait l'éclatement purement et simplement de la Plateforme Inité, tant cette candidature paraît être



Myrlande Hyppolite Manigat du RDNP

une évidence pour l'opinion publique nationale aussi internationale. Selon un proche de Jacques Edouard Alexis, « la candidature de celui-ci n'est qu'une question de « timing » et nous attendons à ce que Préval arrête enfin ses manœuvres dilatoires ».

En d'autre terme, Alexis et son équipe veulent mettre Préval devant le fait accompli en déclarant haut et fort que sa candidature est un fait acquis. Que Préval ou Inité choisisse ou non le fondateur et Coordonnateur général du *Centre National de Recherche et de Formation* (CENAREF), la question ne se pose même pas. Or, au Palais national, on suit de très près les manœuvres et les préparatifs du staff d'Alexis et on sait qu'il est déterminé à aller, cette fois-ci, jusqu'au bout contre la volonté de son vieil ami devenu de plus en plus incertain et méfiant à son encontre. Du coup, Préval s'est retrouvé pris au piège d'un Jacques Edouard Alexis qui n'entend pas se laisser voler ce qu'il considère

il ne cesse de se donner les moyens lui permettant d'affronter ou de mener cette première guerre au sein de l'Inité afin de gagner l'investiture sur ses concurrents et de mettre en place à travers des conférences, séminaires et déplacements à travers le pays, une machine pour expliquer son échec durant ses deux passages à la tête du gouvernement.

Or, aucun des autres prétendants de l'Inité, voire des autres candidats tout court, que ce soit Myrlande Hyppolite Manigat du RDNP (Rassemblement des Démocrates Nationaux Progressistes), la candidate pour le moment la plus sérieuse pour ce scrutin, que ce soit les plus farfelus à l'instar de Osner Fevry ou Reynolds Georges, ne dispose quasiment de rien en guise de structure pouvant accueillir un dispositif de campagne électorale. Jacques Edouard Alexis, à travers son « think thank », sorte de technostructure au nom de CENAREF, a réussi à s'imposer au devant de la scène politique en moins de trois ans après sa sévère déconvenue à la tête du gouvernement. Aujourd'hui, il est même l'un des candidats les plus sérieux qui soit dans cette présidentielle qui s'annonce difficile pour tous les candidats.

S'il parvient à passer l'« obstacle Préval » à l'intérieur de l'Inité pour être le candidat agréé de cette formation, l'on parie qu'il fera mieux que tous les autres postulants de l'Inité qui ont la préférence et la bénédiction du Palais national. Car,



Le président du Sénat Kely C Bastien

lui revient de droit. Bref, Préval et le clan du Palais sont donc dos au mur. On n'oublie pas, en effet, qu'il a été le Coordonnateur général de l'Espwa avant sa transformation en Inité. En fait, ce qui joue en faveur d'Alexis dans ce bras de fer entre lui et Préval, c'est le rapport de force qu'il s'est créé entre 2008 à aujourd'hui. Il se savait présidentiable.

Mais il savait aussi qu'au moment venu, il y en aura d'autres. Alors, il n'a pas fait comme la Cigale. Depuis son départ de la Primature, avec une bande de copains et d'autres personnalités qui l'ont rejoint, il a monté le CENAREF, une sorte de laboratoire d'idées en vue de cette échéance présidentielle. Depuis ces trois dernières années,

même avec l'ensemble de l'appareil de l'Etat à son service, même avec un CEP acquis par le Président de la République, même avec la division des partis de l'opposition sur la stratégie à suivre, pour qu'un candidat, soutenu et appuyé publiquement par un certain René Garcia Préval, gagne une élection en Haïti dans cette conjoncture, il lui en faudra beaucoup plus que tout cela. Ce candidat doit être conscient de la nécessité de conserver sa force de caractère, de personnalité et de son image à travers toutes ses actions pour convaincre les éventuels électeurs. Or, pour le moment, en vérité, très peu au sein des favoris du chef de l'Etat possèdent ces prérequis.

**Menez Jean-Jerome**  
Attorney at Law

**Real Estate  
Immigration-Divorce**



4512 Church Avenue  
Brooklyn, NY 11203

**Nou pale kreyòl!**  
(718) 462-2600  
(914) 643-1226 cell

**PERSPECTIVES  
HAÏTIENNES**

**91.5 FM, WNYE**  
**Mardi soir 8 – 10 pm**

EDUCATION, SANTÉ,  
DROIT, CULTURE,  
NOUVELLES, DÉBATS.  
UNE ÉMISSION DE LA  
SHR (SOCIÉTÉ HAÏTIENNE  
DE RECHERCHES, DE  
DOCUMENTATION ET DE  
PROGRÈS SOCIAL)

1786 Nostrand Avenue  
Brooklyn, NY 11226

Tél : (718) 693-8229  
Fax : (718) 693-8269

## Opportunities in Haiti Are Washing Away

By Mark Schuller

I just got off the phone with Leslie, a friend and leader in Asanble Vwa-zen Solino (the Solino Neighborhood Assembly). Knowing the answer, he asked me: "Is it raining over where you are?"

"Of course it is. But you know I have a house."

"We are all wet!" he intoned. "We won't get to sleep tonight."

I doubt if I will either. It's been raining – hard – since this afternoon. There's a tropical storm brewing northeast of Hispaniola, creating a 60% chance of several days of rain.

Now more than six months after the earthquake, the 1.5 million homeless that it created are still waiting for change to come. True, some 28,000 people are living in 5,657 "T-shelters" (temporary shelters). But hundreds of thousands of families are at this very moment desperately trying to keep things dry: important documents, money, baby photos, or babies themselves. I've been to camps where as many as half of the tents are now ripped.

July 12<sup>th</sup> marked the six-month point following the earthquake. At the National Palace's remains, medals were given out to several people, including CNN journalist Anderson Cooper and actor Sean Penn, who has been managing a camp for internally displaced people. The French ambassador joked that it was important to acknowledge the powerful neighbor to the north, as no French citizen or group – or, for that matter, Cuban or Venezuelan – received a medal.

That afternoon, a rainstorm wreaked havoc on the Corail camp, held up as a model. Hundreds of tents were instantly destroyed, and a couple thousand people rushed under the shelter of the tent donated by the Cirque du Soleil. People were moved from the camp where Penn is now working because of the "environmental" risks – to wit, flooding following a rain storm.

True, Corail boasts many services that many (if not most) other camps lack: latrines, showers, wash water stations, a medical clinic, and even a "Krik Krak" library donated by Haitian-American writer Edwidge



Camp Corail Cesselesse is supposed to be a model. When sunny, it is broiling hot. When raining, it floods.

Danticat. But Corail's flooding as the Haitian government knighted foreigners is emblematic of deeper issues that require urgent and sustained attention.

First, the camp is isolated. On public transportation, it takes an hour and a half to get to town, using three or four buses, depending on routes. There are no markets, no stores, no schools, not even a church, in or near the camp. It is built near Titanyen, the mass burial ground used by paramilitaries in the past and by the current government to bury the quake's unnamed dead in unmarked graves.

Not just bereft of economic activity, the area around Corail lacks vegetation. It is a desert. The tents sit under a bare mountain. There are no trees to provide shade or to hold the soil, so gusty winds carry white dust into the tents and people's nostrils. The white rocky ground reflects the brutal Caribbean sun.

"There really is nothing to do," said a resident who was either afraid or tired of giving her name after scores of journalists have visited the camp. "You can't stay in your tent because of the heat. You

can't go outside because of the dust. And you can't leave the camp because there's nothing to do." What's worse, the woman and her 7,000 new neighbors may be forced out yet again to accommodate a new industrial park, although the proposed factories are where Haitian government planners hope people will soon find work.

Last week's rain storm which destroyed – yet again – hundreds of people's homes should serve as a wake-up call. According to CNN, only 2% of the \$5.3 billion in aid that was promised for the next 18 months at the March 31st UN Donors Conference (see [www.refondation.ht](http://www.refondation.ht) for pledges) has actually materialized. Most other reports say 10% – but there is not, to my knowledge or internet access, a site that details the actual disbursement of pledges. Such a site would be welcome and go far to alleviate tension and rumors. France, for example, hasn't paid up – and it vehemently denied a prank that it would pay restitution for the 90 million gold francs Haiti paid its former colonizer from 1825 to 1947 as indemnity. The U.S. has still to pay its \$1.15 billion in pledged aid.

Making matters worse, the foreign-led Haiti Interim Reconstruction Commission, co-chaired by UN Special Envoy Bill Clinton and Haitian Prime Minister Max Bellerive, is replacing Haiti's elected government now that Parliament has expired, and it postponed its second meeting scheduled for Jul. 22 by a month.

Haiti had some very promising opportunities following the earthquake. First was general goodwill and unity. In the days immediately following the quake, people worked across extreme class and political divisions to survive. And they did. As the urgency wore off, the old divisions came back with a vengeance.

For example, on Jul. 21, the Provisional Electoral Commission (CEP) reiterated its 2009 decision to exclude Fanmi Lavalas, the party of exiled former president Jean-Bertrand Aristide, from this year's legislative and presidential elections postponed from Feb. 28 to Nov. 28, 2010. The UN has proclaimed April and June 2009 partial Senate elections, in which almost no one voted because Fanmi Lavalas was exclud-

ed, a success.

Another opportunity squandered is decentralization and rural development. Some 600,000 people like Frisline and Marie-Jeanne, two women in the documentary "Poto Mitan" (which I co-directed), left the city to go to the provinces. Haiti's crumbling rural infrastructure could have been rebuilt by employing tens of thousands. With no jobs, no aid, no prospects of rural development, nothing to keep people in the provinces, the bulk of this reverse migration is once again a magnet for those seeking jobs. Hundreds of thousands of homeless are begging for \$4.50-a-day (180 gourdes) cash-for-work jobs, mostly to clear the rubble with sledgehammers and wheelbarrows. This is less than the legal minimum wage of \$5-a-day (200 gourdes) for non-assembly factory work. Meanwhile, Haiti's upper class, diaspora vacationers, and foreign consultants (some making as much as \$1000 per day) zoom by in new air-conditioned cars. Some foreign aid workers even stay in the Port-au-Prince harbor on two cruise ships – one dubbed the "Love Boat" – which the U.N. has leased at \$112,500 per day, or the price of 100 "T-shelters."

If the reconstruction aid ever arrives, much of it should go towards a real national development plan, building factories to transform and keep the value of Haitian agricultural produce in the country. For example, yesterday I bought three mangoes for 25 cents (10 gourdes). At a Whole Foods store in New York last month, these same mangoes sold for \$2.50 apiece. This "value added" should stay in Haiti.

Finally, even bad shelter is better than none. People like Leslie and thousands of others are fighting for the right to sleep on concrete blocks in wet, muddy, ripping tents. International Action Ties has released a report detailing a disturbing pattern of private land owners forcing people out of camps ([www.internationalactionties.org](http://www.internationalactionties.org)). Some owners have even sent armed gangs to terrorize people so they will go away. Less extreme tactics, like cutting off services so people will leave on their own, are more common. But three of eight camps that my research assistants recently visited are facing

forced removal.

These uprootings just contribute to an already insecure existence. Frisline, who is living in her second camp since moving back to Port-au-Prince, lamented: "You never know what's happening. One day they could ask you to leave. We never know anything. Nothing is secure." As if to illustrate her lack of security, someone stole her bag with most of her remaining belongings on Jul. 20 (since she lives in a tent, there's no way to lock up anything).

The rain just stopped, three and a half hours after it began. My phone isn't ringing. I know I will see and hear more of the damage tomorrow morning. In the meantime, I am honoring a promise to Leslie, Frisline, and other people to do what I can to spread the following messages:

Despite the dip in news (except for the coverage at the sixth-month mark), the majority of Haiti's people are doing very badly. The situation is still quite urgent.

The aid needs to be released. Now. The U.S. Congress should vote on this without delay.

People need shelter. The short-term T-Shelters may do for now but people have a right to housing. They need it desperately since hurricane season continues for several more months.

The Haitian government needs to protect the 425,000 or so families that are living in camps from forced removal. The best policy is to build permanent housing and provide jobs and services that will give people reasons to willingly leave, and to create incentives for private homes to be quickly rehabilitated.

Haiti needs fair and inclusive elections. Don't exclude the Fanmi Lavalas and take steps to ensure that the 1.5 million homeless will have access to electoral cards.

These homeless – like Leslie – can't afford for reconstruction to be postponed any longer.

Another version of this article was published on the Huffington Post on Jul. 21. Mark Schuller is Assistant Professor of African American Studies and Anthropology at York College, the City University of New York.



**VARIÉTÉ & VIBRATIONS  
RADIO SHOW**  
**AVEC YÉYÉ BOUL**  
MONDAY-FRIDAY, 3-6 P.M. (EST)  
**WLQY 1320 AM**  
[WWW.YEYE123.COM](http://WWW.YEYE123.COM)

---

CDs, DVDs,  
Perfumes,  
**ELECTRONICS,  
BIBLES, ETC....**

**2 LOCATIONS**

13156 NW 7TH AVENUE, MIAMI, FL  
1 NW 54TH STREET, SUITE #3, MIAMI, FL

**(305) 305-9393** [yeye@yeye123.com](mailto:yeye@yeye123.com)

**VIBRATIONS STORES  
YÉYÉ BOUL**

### Immaculée Bakery & Restaurant

2 Locations en Brooklyn



- Spécialités**
- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
  - Jus citron • Bonbon amidon
  - Bouchées • Cornets
  - Pain patate (sur commande)
  - Bouillon (chaque samedi)
  - Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue  
(entre Hawthorne & Winthrop)  
**Tél: 718.778.7188**

1411 Nostrand Avenue  
(entre Linden & Martense)  
**Tél: 718.941.2644**

# UN GLORIEUX ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION CUBAINE :

26 juillet 1953-26 juillet 2010 : 57 années de résistance à l'impérialisme



La caserne Moncada peu après l'attaque du 26 juillet 1953. Elle a aujourd'hui été convertie en une école et un Musée de la Révolution. On peut encore y voir les trous faits par les balles.

Par Frantz Latour

«La grandeur des chefs n'est pas dans leur personne, mais dans la mesure où ils servent la grandeur de leur peuple.»

José Martí

Le peuple cubain a combattu pendant des siècles pour sa libération, pour s'affranchir d'abord du colonialisme espagnol, puis du colonialisme américain. Les noms de José Antonio Aponte l'esclave affranchi, leader d'une insurrection conduite en 1812, de Carlos Manuel de Céspedes qui rend la liberté à ses esclaves et prend la tête d'une insurrection, de José Martí l'apôtre, de Antonio Maceo le titan de bronze, de Máximo Gomez le général des fameuses charges à la machette et de Julio Antonio Mella co-fondateur du parti communiste cubain, jalonnent cette glorieuse histoire de luttes incessantes pour l'indépendance de la patrie. L'intervention des États-Unis à Cuba, prenant souvent la forme directe d'une occupation, a été la norme dès le début du XXe siècle. Tout au long ce sont les politiques agressives états-uniennes et les coups d'État inspirés par Washington qui ont contribué à saper les fondements de la république et sa constitution. Le régime fantoche de Fulgencio Batista y Zaldívar, né d'un coup d'État le 10 mars 1952, a été le prototype du gouvernement cubain caractérisé par une incomparable servilité aux visées et intérêts des États-Unis. Il a contribué, par ses démesures, par son mépris de la population, à créer l'ambiance politique et sociale à partir de laquelle allait éclore le Mouvement du 26 juillet.

Il faut rappeler que Batista s'était emparé de tous les leviers du pouvoir. L'arbitraire et la corruption régnaient alors souverainement, en-

couragés et entretenus par le grand voisin du Nord. Entre temps les masses vivaient dans la crasse, l'analphabétisme, la sous-alimentation, l'exploitation économique, sociale et culturelle, et, surtout, nombre de patriotes étaient frappés par la répression. La mafia, les pouvoirs politiques et économiques faisaient bon ménage, tandis que « le peuple faisait reluire les souliers de ces seigneurs, coupait la canne à sucre, roulait les cigares et se nourrissait des miettes qui tombaient de la table », écrit bien à propos Oscar Fortin, ce libre penseur canadien « intéressé par tout ce qui interpelle l'humain ».

Il faut rappeler aussi l'emprise et la mainmise du grand capital sur l'économie cubaine. « Dans les années 1950, les Américains contrôlaient 90% des mines de nickel et des exploitations agricoles, 80% des services publics, 50% des chemins de fer et, avec le Royaume-Uni, toute l'industrie pétrolière ». C'était l'époque où la bourgeoisie huppée se pavait dans les quartiers chics de Vedado et de Miramar, l'époque où les cabarets de nuit Tropicana, Bambú regorgeaient de touristes américains venus de la Floride juste pour passer la nuit, s'amuser et retourner chez eux le même soir, l'époque où la soldatesque de Batista pouvait sans nullement s'inquiéter envahir l'ambassade haïtienne à la Havane pour liquider des opposants réfugiés dans l'enceinte diplomatique, l'époque où un capitaine de l'armée pouvait se permettre, sans s'inquiéter, de liquider Jesús Menéndez Larrondo, un parlementaire, membre du syndicat des coupeurs de canne à Manzanillo, bastion de travailleurs communistes. Larrondo avait seulement invoqué ses immunités parlementaires pour ne pas se soumettre à une



Le Chef de l'État cubain, Raul Castro, a présidé le lundi, 26 juillet 2010, dans la ville de Santa Clara, le meeting national à l'occasion du Jour de la Rébellion Nationale et du 57e anniversaire de l'attaque des casernes Moncada et Carlos Manuel de Céspedes

arrestation arbitraire.

A l'époque, les jeunes étaient aux premiers rangs de la lutte, et l'Université de La Havane, où Fidel était étudiant en droit, devint un des centres de l'opposition au gouvernement. Le 26 juillet 1953, Fidel Castro et 125 compagnons d'une organisation clandestine, tous mus par des idéaux d'indépendance, de solidarité, de respect et de justice, profitent d'un carnaval traditionnel pour attaquer la caserne de Moncada, à Santiago de Cuba, dans le but de renverser le dictateur Fulgencio Batista et, avec lui, tout un système de dépendance et d'exploitation du peuple. Une autre attaque est menée le même jour contre la caserne de Carlos Manuel de Céspedes à Bayamo. La caserne de Moncada servait de quartier général du régime Batista dans le sud du pays et c'est là qu'était stationnée sa deuxième plus importante garnison. L'attaque fut un cuisant échec. La majorité des prisonniers furent exécutés sommairement par les troupes batistiennes et les rebelles survivants, arrêtés la nuit suivante, furent jugés et condamnés. Raul et Fidel Castro écopèrent respectivement de 13 et 15 ans de prison.

Cette organisation, sans nom au début, était formée de jeunes travailleurs, d'étudiants, de chômeurs, d'artisans et de paysans provenant de différentes parties de l'île. Sa téméraire action suscita une violente et prompt réponse du tyran Batista: intensification de la répression des forces progressistes comme jamais auparavant, arrestations de masse de gens considérés comme suspects, imposition d'une

censure rigide et suspension des droits constitutionnels. Manifestement le régime voulait non seulement criminaliser les assaillants du Moncada mais aussi toute personne décidée à se battre contre la tyrannie. Moncada avait tracé un exemple révolutionnaire, il ne fallait pas qu'il fût suivi par d'autres jeunes lassés du régime et de sa servilité sans borne aux diktats états-uniens.

En 1955, des mères de prisonniers et d'autres Cubaines organisèrent une campagne pour libérer les rebelles emprisonnés. Journalistes, intellectuels et personnalités politiques, émirent un appel public réclamant « la liberté pour tous les prisonniers politiques ». Par suite de ces mouvements de mobilisation populaire en appui aux prisonniers, plusieurs détenus dont Fidel bénéficièrent, en mai 1955 d'une loi d'amnistie générale votée par le parlement cubain.

Certes, les révolutionnaires échouèrent, certes l'échec fut noyé dans le sang, le meurtre et les tortures, certes le mouvement perdit une bataille mais il n'avait pas perdu une guerre à livrer contre un système inique qui avait fait de Cuba le bordel de l'impérialisme yankee. Le

protecteurs à Washington ne s'y attendaient pas. Ils furent pris au dépourvu. En effet, le 16 octobre 1953, dans une chambre de l'Hôpital municipal de Santiago servant de tribunal chargé de le juger et, aussi, de le condamner, Fidel dans une brillante, incisive et retentissante plaidoirie de quatre heures d'horloge fit, non seulement le procès de la dictature de Batista, mais aussi celui du système politique et économique qui depuis le début du XXe siècle asservissait, de façon coloniale la nation et le peuple cubains.

En passant, il faut rappeler que 1953 était l'année du centenaire de José Martí né le 28 janvier 1853. Ce n'est peut-être pas sans raison que Fidel Castro avait planifié l'attaque de Moncada en 1953. Ce n'est pas sans raison que tout au cours de sa plaidoirie Castro fait constamment référence au père de la patrie, à l'Apôtre, *el Apóstol*, la figure politique par excellence dans l'univers intellectuel de Fidel Castro: « Mais José Martí n'est pas mort, il vit dans son peuple rebelle, dans son peuple digne, dans son peuple fidèle à son souvenir. Des Cubains sont morts en défendant ses doctrines, des jeunes gens, en un merveilleux sacrifice,



Le Colonel Chabiano, (assis, à droite) chef militaire de la Garnison de Moncada prenant note de la déposition de Fidel Castro.

mouvement du 26 juillet était né, il se plaçait dans la continuation d'une longue histoire de lutte à Cuba, un moment de la guerre qui après de nombreuses péripéties allait déboucher sur la grande victoire du peuple cubain le 1er janvier 1959 à la Havane.

Si l'assaut de la caserne de la Moncada à Santiago de Cuba, fut un échec d'un point de vue strictement militaire, par contre ce fut un franc succès politique qui se manifesta lors du procès de Fidel Castro, quelques semaines après. Assurément, le dictateur Batista, ses conseillers et ses

sont venus mourir auprès de sa tombe, ils donnèrent leur sang et leur vie pour que l'Apôtre continue à vivre dans l'âme de sa patrie. Cuba, que serait-il advenu de toi, si tu avais laissé mourir ton Apôtre ? »

D'accusé, Fidel Castro devient l'accusateur, ce qui cause la surprise dans la chambre d'hôpital transformée en prétoire. Dans sa très longue plaidoirie, qu'il termine par « condamnez-moi, peu importe; l'Histoire m'acquittera », il dénonce avec vigueur tous les abus, violence et violations qui étaient le lot



Le drapeau du Mouvement du 26 juillet.

quotidien du peuple cubain: l'Amendement Platt et ses conséquences sur tous les secteurs de la vie à Cuba, la violence exercée par les sbires de la dictature, la corruption sans borne du régime, sa collusion avec les Salvatore Maranzano, Charlie Luciano, Vito Genovese de la mafia états-uniennne, l'imixtion constante de l'impérialisme yankee dans les affaires internes de Cuba, la lâcheté de la grande bourgeoisie cubaine obnubilée par le modèle yankee, la misère atroce de la population particulièrement celle des paysans et des ouvriers agricoles dans les bateys...

Dans son intervention fleuve, Fidel Castro parle de « principes fondamentaux, du droit des hommes d'être libres ». La fougue et la sincérité de ce plaidoyer prenaient racine dans la conviction intime que Fidel avait de bénéficier de l'appui du peuple, d'autant qu'il était convaincu de la justesse d'un point de vue inaliénable: l'aspiration de tout un peuple « à une nation meilleure, plus digne et plus juste », un peuple « mu par des aspirations ancestrales à la justice, car il a souffert l'injustice et la raillerie pendant des générations ».

Mais Fidel Castro est avant tout un homme aux idées neuves, un homme de vision qui ne se contente pas de dénoncer avec force les tares d'une société gangrenée par le vice et une collusion dépravée avec l'impérialisme nord-américain. Il annonce et énonce avec précision les grandes réformes nécessaires à un changement politique, social et économique profond, pour sortir la majo-



Raúl (à gauche) et Fidel Castro à la tête des révolutionnaires cubains dans la Sierra Maestra.

rité souffrante du marasme auquel l'a condamnée la minorité possédante, joyeuse, repue et satisfaite du statu quo: réforme agraire au bénéfice de la paysannerie, plan d'alphabétisation dans le cadre d'une réforme en profondeur de l'enseignement, nationalisations des entreprises étrangères accapareuses de privilèges et de profits exorbitants, industrialisation du pays, politique du logement à repenser au profit des catégories laborieuses, remaniement des structures et du mode de fonctionnement de la santé publique au



Fidel Castro au sommet d'Algiers en 1973. Il est vice-président du forum.



Cuba bénéficie du soutien, non seulement de nombreux peuples, mais aussi de gouvernements latino-américains. Ici Castro pose avec la présidente de l'Argentine, Cristina Fernandez de Kirchner

bénéfice de tous les Cubains, politique d'authentique indépendance nationale, solidarité avec les peuples d'Amérique Latine. La plaidoirie de Castro se transforme en un manifeste révolutionnaire, qui ne tardera pas à devenir quelques mois après celui du Mouvement du 26 juillet. Diffusé largement dans la clandestinité par les soins d'un réseau dévoué déjà acquis à la cause révolutionnaire, il se répand d'abord dans les milieux intellectuels et universitaires qui s'enthousiasment, puis dans l'ensemble du pays, au niveau de la jeunesse en particulier. En fait, à travers le temps, le plaidoyer de Castro rejoint, dans l'esprit et la lettre, le « Manifeste de Monte-Cristo ». C'était en janvier 1895, José Martí avait rejoint le général Máximo Gómez en République dominicaine, à Monte-Cristo ville frontalière où tout en préparant un retour armé à Cuba, il écrit et publia justement son Manifeste, un appel à l'insurrection pour construire un pays libre et démocratique. Les deux débarqueront ensemble en février 1895 et seront rejoints par le général noir Antonio Maceo, *el títán de bronce*, pour former l'armée mambise.

L'effervescence politique et intellectuelle créée par *La Historia me absolverá* amorce un tournant d'idées dans l'île. Les dés sont jetés, une dynamique est en marche, l'atmosphère est à l'enthousiasme de se débarrasser du régime étouffant et sanguinaire de Batista et de ses sbires, les Jesús Sosa Blanco, Rolando Masferrer, Eulogio Cantillo. En prison, Fidel Castro et les autres assaillants de Moncada mûrissent le grisou de leur révolution, celle aussi du peuple cubain, car ils sont persuadés du bien-fondé de leur vision des changements politiques et sociaux, profonds, radicaux, à apporter pour altérer le cours de l'Histoire.

Fidel Castro, dès Moncada, et sans doute avant, était imbu du fait que « les démagogues et les

politiciens professionnels qui parviennent à faire le miracle d'avoir raison en toute chose et de plaire à tout le monde trompent nécessairement tout le monde à propos de tout. Les révolutionnaires doivent proclamer leurs idées courageusement, définir leurs principes et exprimer leurs intentions pour que personne ne s'y méprenne, ni ami ni ennemi ». Fort de telles convictions, ce n'est pas la perspective d'être jeté en prison, la perspective de subir la torture qui allait ébranler un révolutionnaire de la trempe de Fidel Castro. Il était trop grand, trop fort pour de telles pusillanimités.

Aussi c'est avec fierté, lucidité et une rare acuité de jugement que le jeune avocat Castro conclura sa prestation en disant : « Je terminerai ma plaidoirie d'une manière peu commune à certains magistrats en ne demandant pas la clémence de ce tribunal. Comment pourrais-je le faire alors que mes compagnons subissent en ce moment une ignominieuse captivité sur l'île des Pins? Je vous demande simplement la permission d'aller les rejoindre, puisqu'il est normal que des hommes de valeur soient emprisonnés ou assassinés dans une République dirigée par un voleur et un criminel. Je ne crains pas la prison, comme je ne crains pas la fureur du misérable tyran qui a enlevé la vie à 70 de mes camarades. Condamnez-moi, peu importe. L'histoire m'acquittera ».

Accusé, condamné, Fidel Castro sera libéré, pour être exilé au Mexique où il est rejoint par d'autres membres du 26 Juillet, désormais des *Fidelistas*. Là il fait connaissance avec celui qui sera une grande tête pensante de la Révolution cubaine, le médecin Ernesto " Che " Guevara. Grâce à leur énergie, leur discipline et leur désir de libérer la patrie des griffes du « Caïman étoilé », grâce aussi aux connaissances et à l'expérience militaires du général Alberto Bayo, exilé au Mexique, un vétéran et spécialiste de la

guerrilla dans l'armée Républicaine durant la guerre civile espagnole, ils organisent les bases de la guérilla et projettent avec d'autres un retour à Cuba.

Après nombre de péripéties dont certaines auraient pu mettre fin à leur vision de libérer leur patrie, les révolutionnaires débarquent enfin à Cuba, le 2 décembre 1956, à bord du yacht Granma, dans un marécage boueux et dans d'exécrables et scabreuses conditions. Comme le dira plus tard Che Guevara: « ce ne fut pas un débarquement, ce fut un naufrage ». Dans la mangrove ils perdront la majorité de leur armement qui n'a pas été laissé sur le bateau. Il fallut deux heures aux expéditionnaires avant de retrouver la terre ferme et de gagner la Sierra Maestra. La première débâcle survint le 5 décembre à Alegría de Pio où les rebelles furent pris en embuscade par la Garde Rurale et furent presque complètement décimés. Selon Tad Szulc, des 82 hommes à bord du Granma au moment du débarquement, seulement seize d'entre eux survécurent à l'hécatombe dont Fidel, Raúl, Che, Juan Almeida, Camilo Cienfuegos. Fidel tapi dans les cannaies qui brûlaient alentour, réduit au silence, murmurait de temps à autre à Faustino Pérez, près de lui, qu'il n'attendait que le moment propice pour reprendre la lutte: assurément une foi indomptable et un optimisme sans limite animaient Fidel..

La misère à Cuba poussa les paysans de la Sierra à collaborer avec les guérilleros. Par milliers, vite ils rejoignirent les guérilleros, devenus les *barbudos*, qui créèrent des écoles, des hôpitaux, entreprenant même des réformes agraires. Petites attaques et gros affrontements au cours desquels s'illustrèrent Camilo Cienfuegos et Che finirent par amener la révolution aux portes de la Cabaña et de Columbia, deux places fortes du régime de Batista à la Havane. Le 1er janvier 1959, Batista s'enfuyait, emportant avec lui 40 millions de dollars du trésor public et Fidel entra triomphalement dans cette capitale du vice, du crime et du déshonneur.

Ainsi, après 100 ans de luttes, la révolution cubaine triomphait à travers la glorieuse épopée des guérilleros de la Sierra Maestra. Cuba devint dès lors « *el primer territorio libre de América* », le premier territoire libre des Amériques. Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement révolutionnaire fait exécuter tous les collaborateurs de la dictature de Batista, parmi eux l'infâme Jesús Sosa Blanco. Puis il commence des réformes spectaculaires: baisse des loyers de 50%, accès aux plages jusqu'alors fermées aux cubains, accès aux grands hôtels de la Havane pour le commun des mortels. Les grands propriétaires terriens se voient restreindre leurs domaines. La terre est partagée entre les paysans. Les grandes industries appartenant aux compagnies étrangères sont nationalisées. Enfin les Cubains sont maîtres chez eux, s'attelant à la tâche difficile de forger une patrie vraiment souveraine à la barbe du « monstre » dans les « entrailles » duquel avait « vécu » Martí. Les Etats-Unis humiliés et politiquement liliptisés par la victoire castriste n'allaient pas tarder à montrer leurs griffes, leur cynisme et leur incroyable violence haineuse de la Révolution cubaine.

Si aujourd'hui, malgré d'énormes difficultés économiques, malgré un cruel embargo cinquantenaire, malgré les centaines de tentatives d'assassiner Fidel, malgré les multiples machinations de la CIA protégeant leurs tueurs à gages et leurs terroristes du genre de Posada Carriles, malgré l'odieuse loi Helms-Burton, malgré une virulente campagne

de dénigrement systématique par les grands médias, malgré l'attitude mesquine et vindicative des administrations américaines, Cuba bénéficie du soutien, non seulement de nombreux peuples, mais aussi de gouvernements latino-américains, c'est bien grâce aux retombées et conséquences de cette plaidoirie nommée « l'Histoire m'acquittera » et au triomphe de la Révolution cubaine.

Elle a donné force et vie à un grand homme de haute stature morale et d'un intarissable optimisme qui a forcé le destin, rendu le peuple cubain à la dignité, donné espoir à la jeunesse et aux masses latino-américaines. Surtout, elle a offert une main fraternelle aux Haïtiens qui peinaient dans les bateys, propriétés de compagnies américaines. Elle leur a conféré la nationalité cubaine et leur a permis d'accéder à la dignité humaine. Plus près de nous,

dimensions planétaires.

Que vive la glorieuse Révolution cubaine ! Que vivent les peuples cubain et haïtien unis dans un même élan de fraternel internationalisme!

**Sources d'information :**

*Le Marxiste Léniniste*. Numéro 141 - 28 juillet 2009

*Cuba en ce 26 juillet 1953*. Oscar Fortin. Pour une société au service de l'humain. 24 juillet 2008.

*L'épopée du Granma*. Granma. cuba/granma/fidel-castro-ruz.html

*Combat Ouvrier*. No 991 19 juillet 2008

*Fidel. A Critical Portrait*. Tad Szulc, Morrow, 1986

*26 Juillet 1953... 16 Octobre 1953*. Edito de VENCEREMOS (octobre 2009),

journal de France-Cuba Hé-



Fidel au mausolée des Héros de la Révolution d'Artemisa après avoir déposé une gerbe de fleurs en mémoire des rebelles tombés au champ d'honneur lors de l'attaque de la Moncada et de la caserne Manuel de Céspedes, ce 25 juillet 2010.



Fidel à Artemisa au mausolée des Héros de la Révolution conversant avec le personnel.



Au mausolée des Héros de la Révolution d'Artemisa, ville à l'ouest de La Havane, Fidel Castro salue le parlementaire Ramón Pez Ferro, le 25 juillet 2010.

depuis déjà une décade et une année elle a permis que des centaines de médecins cubains et de médecins haïtiens formés à Cuba viennent en assistance au peuple haïtien, assistance qui s'est renforcée depuis l'apocalyptique tremblement de terre du 12 janvier dernier. Assurément, l'Histoire a déjà acquitté Fidel Castro Ruz, ce révolutionnaire aux

rault.

*Cuba célèbre le 50e anniversaire de la révolution à l'ombre de la crise économique mondiale*. Bill Van Auken. wsws.org. janvier 2009.

*Fidel Castro. Biographie à deux voix*. Ignacio Ramonet. Fayard/Galilée. Edit. Française, 2007.

## Next stop: Iran

Par Christakis Georgiou\*

*Ndlr. Cet article écrit en janvier 2008, aurait pu être daté de juillet 2010, puisque les menaces contre l'Iran se sont davantage précisées au point que Fidel Castro, dans l'une de ses dernières Réflexions a jugé important de tirer la sonnette d'alarme. De Bush fils à Obama, c'est toujours la même déraison impériale. [F.L]*

Depuis la fin de l'été, les tambours de la guerre ont recommencé à battre très fort. Cette fois-ci, il s'agit de préparer l'opinion publique à une guerre contre l'Iran. Et ce, dans un contexte où le Moyen-Orient est de plus en plus instable, puisque tous les indices montrent que les guerres menées par les US ou leurs alliés dans la région – en Irak, en Afghanistan et dans le nord-ouest du Pakistan dans la région du Waziristan – s'aiguisent. Les menaces contre l'Iran sont encore un élément dans la stratégie impériale américaine, l'étape suivante pour essayer d'imposer leurs objectifs impérialistes, et la possibilité d'une nouvelle agression est bien réelle.

### La stratégie impériale américaine

Depuis la chute du stalinisme, les US se sont retrouvés dans une position d'hégémonie globale incontestée, la seule super-puissance de la planète. Ils jouissaient d'une supériorité économique relative mais surtout d'une supériorité militaire absolue. Leur stratégie devait donc s'adapter pour faire que ce statu quo se maintienne le plus longtemps possible, notamment en faisant en sorte que des rivaux impérialistes de taille ne puissent pas émerger. La guerre du Golfe en 1991 avait illustré comment les affaires internationales seraient gérées désormais : les US décideraient de remettre à leur place les récalcitrants comme Saddam Hussein ou Milosevic plus tard, par la force si nécessaire, et derrière eux se rangeraient les autres puissances, notamment les européens, incapables d'avoir une quelconque autonomie stratégique.



Les menaces contre l'Iran sont encore un élément dans la stratégie impériale américaine

Les années 90s ont été une longue série de répétitions de ce motif, que ce soit dans les Balkans avec les bombardements de la Serbie et de la Bosnie en 1995 ou avec la guerre du Kosovo en 1999. Le cadre privilégié par l'administration Clinton (1993-2000) pour mener à bien ces campagnes a été l'Otan, cherchant à associer les alliés atlantiques sous le leadership américain. La guerre du Kosovo, en particulier, a fait la démonstration que l'Europe était toujours incapable de gérer elle-même les affaires de sa propre sphère d'influence et que les US avaient la capacité d'étendre leur influence sans rencontrer de sérieux obstacles vers l'Europe de l'est et l'Asie centrale, l'ancienne zone d'influence de la Russie stalinienne.

Mais l'administration Clinton était tout aussi capable de frapper sans passer par le cadre de l'Alliance Atlantique. L'exemple de sa capacité à prendre et à exécuter des décisions unilatérales, sans aucune référence aux cadres de la concertation interimpérialiste (ONU et Otan) a été le bombardement de Bagdad en Décembre 1998, de concert avec la Grande Bretagne. La stratégie de l'administration Clinton n'était

donc pas multilatéraliste par nécessité. *Les Américains préfèrent agir avec la caution et le soutien d'autres pays, s'ils le peuvent. Mais ils sont suffisamment puissants pour agir seuls, s'il le faut* [1]. L'effort déployé pour construire des alliances avec notamment les pays de l'UE cherchait à empêcher le rapprochement des impérialismes rivaux, qui pourraient construire des fronts anti-américains pour tenter d'enrayer l'hégémonie américaine. Pourtant, la stratégie de l'administration Clinton, largement en continuité avec celle pratiquée par l'administration de Bush père entre 1989-1993, ne faisait pas l'unanimité parmi les différents courants politiques américains. Un ensemble de figures importantes du parti républicain – le vice-président Dick Cheney, jusqu'en novembre 2006 le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, John Bolton, Richard Perle, Condoleezza Rice, Karl Rove – ont développé une autre stratégie qui s'est imposée, suite au 11 Septembre 2001 au sein de l'administration de George W. Bush. Cette stratégie, généralement appelée la « doctrine Bush », était fondée sur les appréciations suivantes : la stratégie des précédentes administrations ne fa-

isait rien pour exploiter l'écrasante supériorité militaire américaine en termes économiques.

En plus, en termes de concurrence économique, l'UE notamment et rapidement la Chine, étaient des rivaux déjà très sérieux et ascendants [2]. Cela mettait par conséquent les US dans une trajectoire de déclin relatif, que la stratégie de l'administration Clinton était incapable de contrecarrer. La seule solution donc était d'assumer une politique étrangère plus agressive avec un retour à la politique de Reagan d'augmentation des budgets militaires et d'action préventive pour éliminer les menaces que représentaient des « états voyous » comme l'Iran, l'Iraq ou la Corée du Nord. Cela nécessitait une attitude unilatéraliste beaucoup plus affirmée et une préparation de rentrer en guerre permanente.

Or, une telle réorientation stratégique ne pouvait se faire, suite à un simple changement du personnel de la maison Blanche. Une évolution idéologique, permise par de si possible événement à l'échelle de ce qu'a été Pearl Harbor au moment de la deuxième guerre mondiale, était nécessaire pour justifier les choix qu'impliquait la doctrine Bush, à savoir une augmentation importante des budgets militaires, et donc des coupes dans les budgets sociaux tels que la santé par exemple, des restrictions des libertés civiles (cf le Patriot Act), l'entrée en guerre permanente et le sacrifice des vies américaines. Les événements du 11 Septembre 2001 ont créé le climat idéologique idéal pour mettre en place cette politique. Les US seraient sous menace terroriste permanente et la solution serait une « guerre sans limites » partout dans le monde, mais surtout au Moyen-Orient, puisque les terroristes étaient des fondamentalistes islamistes, pour empêcher de nouvelles attaques de ce type.

La région prioritaire pour les US est le Moyen-Orient, et ce pour deux raisons d'ordre géopolitique. La première est d'ordre géoéconomique. C'est la question éner-

gétique en général et du pétrole en particulier. Cette matière première est la principale source d'énergie pour l'économie mondiale et en tant que telle, elle constitue la marchandise la plus précieuse sur le marché mondial. Le contrôle de son extraction et de son acheminement vers les centres industriels de la planète, représente un enjeu stratégique central. Une combinaison de facteurs fait que dans les années à venir, son importance relative augmentera de manière vertigineuse. Tout d'abord, on prévoit que les ressources connues de pétrole s'épuiseront dans une cinquantaine d'années, ce qui signifie que l'offre en pétrole diminuera progressivement. De surcroît, le vaste processus d'industrialisation et de motorisation qui a lieu en Inde et en Chine augmente de manière exponentielle la demande de pétrole à l'échelle planétaire [3].

Ces deux facteurs font qu'une énorme pression s'exerce sur le prix du pétrole, qui a déjà énormément augmenté et qui continuera sur cette trajectoire. Etant donné que les sources énergétiques alternatives (nucléaire, éolien, biocarburants etc) coûtent toujours très cher, le pétrole restera la source énergétique principale dans les années à venir. Puisque le développement de l'Inde et de la Chine dépend de l'approvisionnement régulier et abondant en pétrole, celui qui contrôle cet approvisionnement est en position de force par rapport à ces deux pays. Parallèlement, les pays de l'UE s'approvisionnent en pétrole prioritairement par les sources pétrolières du Moyen-Orient et de la Russie, alors que les US importent le gros de leurs besoins pétroliers du Venezuela et du Nigeria, ce qui signifie que les potentiels rivaux des US sont beaucoup plus dépendants du pétrole moyen-oriental que les US eux-mêmes. Rajoutons aussi qu'au Moyen-Orient gisent deux tiers des ressources pétrolières mondialement connues. Etre donc en mesure de contrôler et de déterminer le prix et les volumes

*Suite à la page (16)*

### Paul J. Jourdan

Attorney at Law

1 Hillel Place, Suite 3C  
Brooklyn, NY 11210

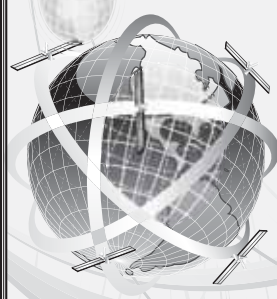
Phone:  
(718) 859-5725

- Immigration
- Divorce
- Business Formation  
(Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings



### GLOBAL ALLIANCE TELEVISION

La première chaîne de télévision haïtienne mondiale émettant quotidiennement et clairement sur votre récepteur ou écran de télévision connecté à une boîte d'Internet modem. Au programme : Retransmission de shows de télévision directement des chaînes de télévision en Haïti, TV shows en direct de New York, de la Floride, de Boston etc...avec participation de nos téléspectateurs exprimant publiquement leur opinion par téléphone, Sports, Culture, Entrevues au studio ou directement par téléphone, Nouvelles d'Haïti en provenance directe de notre pays, Présentation religieuse, Documentaire.



Pour achat, connections, représentation, information, distribution, et participation, contactez J. Rameau au **Real Estate Option Financial Solution**, 1115 Nostrand Avenue Brooklyn, NY 11225 entre Maple et Midwood ou téléphonez le **(718) 576-2667**.

### A & P Shipping

THE BEST CARGO FOR HAITI



4001 AVE H  
(CORNER OF EAST 40TH)  
BROOKLYN, NY 11210

TEL: 347-599-8068  
718-421-0101

Door To Door In Haïti

Port-au-Prince And

Countrysides

Good Prices

We Deliver Barrels, Boxes,  
Trucks, And Cars... Etc.

Every Month In Haïti

Machines, Camions  
Nou bay bon sèvis  
Nou delivre pòt an pòt  
Pri piyay chak jou  
Ayiti chak mwa  
Nou rapid epi nou garanti  
TEL: 347-599-8068  
718-421-0101

## Déclaration de Ricardo Alarcón à la 3ème Conférence Mondiale des Présidents de Parlements

*Ricardo Alarcón de Quesada, Président de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire de la République de Cuba dans le cadre de la Troisième Conférence Mondiale des Présidents de Parlements à Genève, 19-21 juillet 2010.*

**Monsieur le Président :  
Monsieur le Secrétaire Général :**

C'est la première fois que je participe à la Conférence Mondiale des Présidents de Parlements parce que, lors des deux événements antérieurs, ceux qui se croient maîtres des Nations Unies m'empêchèrent avec une arrogance crasse d'y assister.

Nous nous affrontons à une crise profonde qui touche tous les aspects de la réalité. Les guerres insensées prolifèrent, la destruction de l'environnement s'accélère, ceux qui souffrent de la faim, de l'ignorance et de maladies curables augmentent. Tout est la conséquence d'un système international injuste soumis à la cupidité et l'égoïsme d'un petit nombre.

L'être humain est une espèce en danger d'extinction sur une planète où des milliers d'espèces ont déjà disparu. Que faire pour stopper cette carrière démentielle qui nous

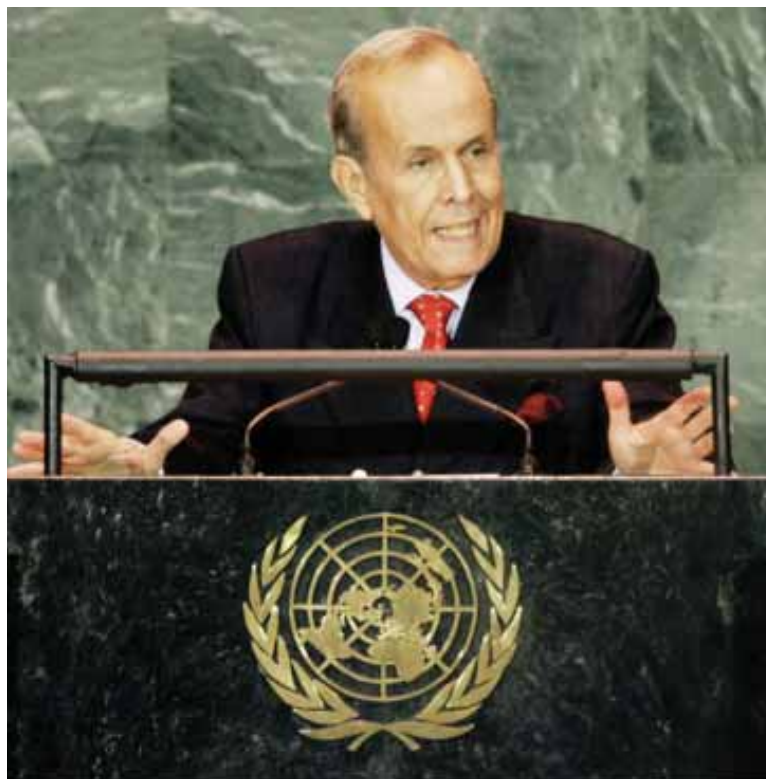
mènera tous à l'abîme ?

La seule salvation possible, notre dernier recours, c'est la démocratie. Mais ne nous trompons pas, encore moins ici où la grande vérité fût proclamée dès le premier jour. Jean Jacques Rousseau l'a dit, il y a bien longtemps : tant qu'existera l'inégalité entre les êtres humains, la soi disant délégation de souveraineté ne sera qu'une pure fiction.

Luttons donc pour la démocratie ! Qu'à l'ONU, l'Assemblée Générale assume entièrement les fonctions que la Charte lui a octroyées et contrôle un Conseil de Sécurité qui seulement sert à déclarer des guerres et imposer l'hégémonie ! Evitons les illusions et les chimères qui entravent le chemin !

Exigeons l'accomplissement des objectifs du Millénaire et les autres promesses oubliées comme le désarmement général et total et la coopération internationale pour le développement ! Que les idéaux de la Charte et les Résolutions de l'Assemblée Générale ne soient pas lettre morte !

Que cessent l'hostilité et les menaces contre la République Islamique d'Iran et la République Populaire Démocratique de Corée ! Que justice soit faite pour le peuple palest-



**Ricardo Alarcón de Quesada, Président de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire de la République de Cuba**

tinien et son droit inaliénable à l'indépendance ! Qu'on en finisse avec l'occupation coloniale de Porto Rico

et du Sahara Occidental ! Qu'on libère immédiatement et sans conditions les Cinq Cubains prisonniers politi-

ques dans des geôles étasuniennes depuis 12 ans déjà pour s'être opposés au terrorisme que Washington alimente contre Cuba !

Que les relations entre les Etats et à leur intérieur se démocratisent ! Que les programmes soi disant conçus pour palier à la crise économique ne soient pas pactisés en secret avec les coupables mais discutés et accordés ouvertement avec leurs victimes, avec les travailleurs et les peuples !

Améliorons notre travail parlementaire ! Mais, surtout, préoccupons-nous pour ouvrir ses portes et fenêtres. Recherchons le peuple, les syndicats, les paysans, les jeunes ! Qu'elles et eux, tous, opinent, légifèrent, décident. Transformer en parlement la société c'est le seul moyen de construire la démocratie en restituant au peuple la souveraineté !

Chacun à sa manière, selon son histoire, en étant fidèle à ce qui lui est propre, sans répéter quiconque, sans copier, surtout pas ceux qui ne peuvent pas nous offrir comme modèle autre chose que le désastre qui aujourd'hui nous conduits à la pire des tragédies !

Merci beaucoup!

El Correo 23 Juillet 2010

## Un crime d'Etat

Par Luis Jairo Ramirez

*La Cour Inter-Américaine des Droits de l'Homme reconnaît la responsabilité de l'Etat colombien dans l'assassinat du sénateur communiste Manuel Cepeda il y a 16 ans*

Dans un jugement historique et 16 ans après le meurtre (9 août 1994), la Cour Inter-américaine des Droits de l'Homme a condamné l'Etat colombien pour l'assassinat du sénateur communiste Manuel Cepeda. Déjà, le 10 décembre 2009, le Conseil d'Etat avait également condamné l'Etat après avoir constaté une négligence dans la protection du sénateur et leader du Parti communiste. Avec ce verdict, monte la volonté que la démarche collective qui a porté le génocide de l'Union Patriotique (UP) et du Parti communiste colombien (PCC) devant la Commission Inter-Américaine débouche sur la responsabilisation de l'Etat colombien.

La mort de Manuel Cepeda fut froidement planifiée à la demande des services de renseignement militaire dans le cadre de l'« Opération Coup de Grâce », qui a commencé avec l'assassinat de Miller Chacon, secrétaire à l'organisation du Parti communiste colombien, le 25 novembre 1993. Le ministre de la défense d'alors, Rafael Pardo, avait refusé de condamner cette opération militaire. Manuel Cepeda Vargas, fut assassiné par six hommes armés; trois d'entre eux, soldats de l'Armée nationale qui agissaient sous les ordres du chef paramilitaire Carlos Castaño Gil, qui a son tour obéissait aux ordres des supérieurs de



**La Cour Inter-américaine des Droits de l'Homme a condamné l'Etat colombien pour l'assassinat du sénateur communiste Manuel Cepeda.**

l'establishment, appartenant apparemment au « Groupe des 8 », dont faisaient partie des politiciens des partis traditionnels, des Généraux et des personnes influentes du pays et de l'Etat, dont les identités n'ont pas encore été déterminées par la justice nationale.

Au cours de l'enquête, on a appris que des sous-officiers de l'Armée avaient affirmé que le général Herrera Luna avait donné l'ordre d'exécuter le sénateur Cepeda. Cette confession, ainsi que d'autres preuves, ont abouti à la détention des sergents Justo Gil Zúñiga et Hernando Medina Camacho du 12ème bataillon d'artillerie de Bogotá pour leur participation au crime. Le général Herrera n'a même pas été inquiété.

Ces crimes s'ajoutent à la mort de plus de 5 000 militants et dirigeants de l'Union Patriotique et du Parti communiste colombien depuis

les années 1980. Comme on le sait, avec le génocide de l'UP et du Parti communiste, le pays a perdu une occasion colossale de sortir pacifiquement du conflit interne et la possibilité d'une transition vers un nouveau cadre institutionnel, réellement démocratique et progressiste.

Ce qui s'est passé ensuite en Colombie fut un véritable holocauste. Sous les gouvernements d'Andrés Pastrana et Álvaro Uribe Vélez, s'est consolidée l'alliance étroite qui existait entre hauts fonctionnaires de l'Etat, narco-trafiquants, entrepreneurs, dirigeants politiques traditionnels, hauts gradés de l'Armée régulière et paramilitaires pour l'exécution de crimes politiques avec un bilan tragique pour la société colombienne, et en particulier pour l'opposition démocratique et ses organisations.

Le jugement de la Cour Inter-

Américaine exige que le Président de la République demande pardon en session plénière du Congrès de la République avec retransmission en direct dans tout le pays. Il devra également s'engager à ce que la justice puisse avancer dans l'identification pleine et entière des auteurs intellectuels de l'assassinat et garantir la vie, la dignité et l'honneur des survivants et des proches des victimes du génocide contre l'UP et le PCC, chose sur laquelle le ministre de l'Intérieur actuel n'est absolument pas clair.

Comme l'ont écrit certains chercheurs et spécialistes du sujet: « Pour ceux qui ont vécu de près tant la violence que l'impunité, trouver une reconnaissance internationale et une sentence qui inscrive dans le marbre la véritable histoire est un fait historique d'une énorme importance et un grand succès ».

De nouveaux résultats des enquêtes sur les crimes contre l'humanité qui ont impliqué de hauts dignitaires de l'Etat sont à venir. La condamnation à 30 ans d'emprisonnement du colonel Plazas Vega pour la disparition de 11 employés du palais de Justice et les enquêtes en cours contre les anciens généraux Arias Cabrales, Iván Ramirez et Rito Alejo del Rio, entre autres; les procès judiciaires pour faire le jour sur les responsabilités dans l'affaire des « faux positifs » [jeunes civils enlevés et assassinés par l'Armée pour gonfler les chiffres des enlèvements de la guérilla], pendant que le président élu Juan Manuel Santos était ministre de la Défense; les scandales d'espionnage illégal de la part de la DAS, sont peut-être une des raisons pour

lesquelles ceux qui se réclament de l'« Unité Nationale » cherchent à s'en laver les mains et à se défendre contre l'exigence de justice et de fin de l'impunité qui monte dans le pays. Comme cela s'est passé avec la Junte militaire argentine, avec les militaires chiliens et avec Fujimori, les génocides colombiens seront punis par la justice et l'histoire!

**Editorial du numéro 2546 de Voz (hebdomadaire du PC Colombien)**

**Traduction MA pour Solidarité-Internationale.pcf 21 juillet 2010**

Paid advertisement

**"THOSE WHO EMPOWER THE ACT OF VOODOO, BOCOR OR SANTARIA ARE TRAITORS AGAINST THEIR FELLOW COUNTRYMEN AND CITIZENS AND COMMIT TREASON AGAINST HUMANITY."**

**ST. CHRISTOPHE  
Dr. JJ "Ti Henry" Christophe**

# Quelle cruauté! Quelle hypocrisie!

Par Joël Léon

*Elle s'appelait Kennedy Rose (...)  
Rose, Rose, dis moi la cause  
Il a dû se passer quelque chose*

Patricia Kaas

Après avoir été kidnappé par l'armée américaine, en 1989, dans son pays même, le Panama, déporté et emprisonné pendant 20 ans, les Etats-Unis, cette semaine, ont fait une passe courte à la France en lui expédiant Manuel Antonio Noriega, pour qu'il soit puni aussi par les Gaulois aux yeux bleus. A Paris, il a écopé de 7 ans de prison avec possibilité de mise en liberté conditionnelle au bout d'un an. Cependant, il n'est pas le premier à être victime de la justice punitive des dits civilisés.

« Les empires n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts ». Ces mots traduisent une réalité politique, stratégique et militaire qui a toujours marqué le mode opérationnel des empires. De la pax Romana, en passant par la Britannica pour arriver à l'Americana, la cruauté et l'hypocrisie sont toujours les moteurs d'action pour défendre les intérêts interétatiques ou intra-étatiques.

## Pas de respect pour leur propre chef

Le 22 novembre 1963, à Dallas, la capitale de l'état du Texas, John F. Kennedy, le 35ème président des Etats-Unis fut assassiné. La fameuse « commission Warren », créée pour enquêter sur l'exécution publique du chef de l'Etat, est parvenue, après 10 mois, à ce que tout le monde savait déjà, à savoir que Lee Oswald fut l'unique personne à avoir tué le président. Entretemps, on imposa à l'opinion publique américaine et mondiale un interdit de 75 ans avant de pouvoir consulter les documents relatifs à l'enquête. Kennedy voulait mettre fin à la guerre du Vietnam en réduisant l'influence de la CIA, se rapprocher de l'Union Soviétique après la crise des missiles, promouvoir le dialogue entre les peuples. Il symbolisait le changement, limité certes, mais révolutionnaire pour un dirigeant impérial. Il était devenu gênant pour le système.

Cet acte crapuleux contre un

chef d'Etat en exercice marque un tournant spectaculaire dans la vie politique américaine et mondiale, ouvrant sur ce contre quoi Dwight Eisenhower, ancien président des Etats-Unis, avait mis en garde, soit les dangers du complexe militaro-industriel. Il était déjà trop tard, parce que le nouvel ordre était déjà en action et faisait sa première grande victime. Depuis, il n'y a plus de limites, les « Black Ops » sont autorisées à défendre les intérêts des riches à l'intérieur même des états qui les ont créées, originellement aux fins de les protéger. L'Etat est sacrifié au profit d'un petit groupe de nantis. C'était la concrétisation des mêmes pratiques qui ont fait rage dans le tiers-monde, notamment en Iran contre Mossadegh, à Cuba contre Fidel Castro, en Indonésie contre Sukarno, au Guatemala contre Jacobo Arbenz, au Chili contre Salvador Allende, à Saint-Domingue contre Juan Bosch, en Irak contre Saddam Hussein, plus près de nous en Haïti, contre Jean B. Aristide. Les pays occidentaux eux-mêmes ne sont pas à l'abri en cas d'actes politiques en faveur de leurs propres peuples, mais contradictoires aux grands intérêts, aujourd'hui, du grand capital financier international.

Kennedy fut le premier d'une longue série. Les bellicistes (*war-mongers*) croient que s'il n'y a pas de guerre, il n'y a pas d'argent. La guerre est le principe de base de toute société avancée, elle est la logique des riches qui se vantent d'avoir sauvé l'Amérique contre une virtuelle récession avec la prise en main du système par le complexe militaro-industriel. Au nom de ce principe, ils ont fait disparaître plus d'une génération de latino-américains. L'Argentine, le Brésil, l'Uruguay, le Paraguay tous ces pays ont payé une lourde dette en terme de vies humaines dans l'intérêt de la fameuse pratique dite de « sécurité nationale ». Si aux Etats-Unis, ils se servent de la mafia et autres groupes hétéroclites, à l'étranger ils hissent au pouvoir leurs hommes de main entièrement dévoués à leur cause. Je peux citer Augusto Pinochet au Chili, Rafael Videla en Argentine, Manuel Antonio Noriega du Panama, Saddam Hussein d'Irak

## Fabrication de monstres humains

Saddam Hussein, arrivé au pouvoir en 1968 avec le parti BAAS allait s'imposer comme homme fort pendant des décennies en exécutant bestialement des milliers de communistes sur la demande express des maîtres de l'agence centrale



Manuel Antonio Noriega

d'intelligence américaine (CIA). D'après Ali Saleh Sa'di, secrétaire général du parti BAAS de l'époque du coup « nous sommes arrivés au pouvoir par l'intermédiaire de la CIA ». Il confirme ce que beaucoup pensaient depuis longtemps. Le département d'Etat américain, éccœuré



Saddam Hussein, arrivé au pouvoir en 1968 avec le parti BAAS allait s'imposer comme homme fort pendant des décennies

par le revirement du premier ministre Irakien, Abdl al-Karim Qasim, vers les Russes et son retrait du pacte anti-soviétique, avait signé son arrêt de mort. L'ordre de le liquider fut donné, Saddam Hussein, très jeune, à peine dans sa vingtaine, fut chargé de commettre l'acte. Ainsi est connu le recrutement de l'homme qui allait devenir le cauchemar de l'Amérique.

Après le terrible attentat du 11 septembre 2001, les néoconservateurs en quête de guerre pour repousser le spectre de la récession, allaient s'enliser dans la plus longue guerre d'usure que l'humanité ait jamais connue. Sous des vocables humanitaires et démocratiques, ils envahirent l'Irak. Des citoyens peu habitués aux manœuvres déloyales de l'occident, se laissèrent bernier par le caractère dictatorial du régime de Saddam pour appuyer l'invasion. 7 ans après, la raison mercantile de la

guerre apparut au grand jour lorsque le gouvernement débuta par un décret autorisant la liquidation du patrimoine national Irakien en entamant la privatisation à outrance. L'objectif de la guerre devenait finalement clair pour les esprits les moins avertis. Les multinationales affluèrent pour récolter les dividendes de l'invasion et occupation de l'Irak.

Dans les années 60, c'était le temps du complexe militaro-industriel, 50 ans après, quoique toujours présent à travers Black WATER and HALLIBURTON, la prépondérance est accordée aux multinationales. Donc, Saddam, le produit de l'agence d'intelligence américaine, devenu une bête noire devait être éliminé. La cruauté des anciens maîtres de Saddam fut implacable, ils voulaient sa peau et ils l'eurent un beau matin de 13 décembre 2003. D'après Alfred Mendez, dans son livre « Blood for oil », 5000 communistes ont été liquides sous les ordres directs de Saddam Hussein durant son passage à la tête de l'intelligence du parti BAAS, sur la recommandation et sous les applaudissements des agents de la CIA. Quoiqu'il fût un pion entre les mains des bellicistes de Washington pendant longtemps, assassinant et faisant disparaître nombre de gens à leur demande, cela n'empêcha pas qu'au jour du revirement, contre toute morale, Saddam fut liquidé comme un chien le 30 décembre 2006 après tous les services rendus à l'empire.

## La domination en solo n'a rien modifié

Après la guerre-froide ou la fin du communisme, en termes de représentativité d'états, les naïfs rêvaient de nouvelles perspectives opposées à la logique terrifiante de l'après-deuxième guerre mondiale. Avec l'affaiblissement des régimes se réclamant du marxisme-léninisme, l'intérêt national des états victorieux devait logiquement subir des transformations profondes puisque le danger imminent avait été écarté. C'était mal comprendre la logique existentielle d'un empire dont la survie est alimentée par une logique autoritariste consistant à faire courber les autres, plus faibles ou belligérants. La paix est en totale contradiction avec l'existence de tout empire. Il faut des conflits militaires, quand il n'y en a pas, il faut les inventer.

L'occident chrétien est devenu militairement plus féroce et scandaleusement plus riche, financièrement parlant, tandis que les pays pauvres s'enlisent dans la misère et des conflits martiaux. Ils continu-

ent leurs « chevauchées sauvages » en incitant les habitants de la terre aux conflits armés, donc leurs intérêts nationaux de jadis restent les mêmes. C'est-à-dire :

1. La suprématie militaire reste et demeure la priorité numéro 1 de tout empire ou prétendant à devenir un empire.

2. Profiter de la globalisation pour diffuser toutes sortes de ragots culturels et racistes aux peuples de la périphérie à travers les trop puissants médias.

3. Combattre les régimes jugés trop forts ou indépendants. Il faut assujettir les peuples du tiers-monde et les forcer à avaler toutes sortes de pilules contradictoires à leurs intérêts de peuple.

4. Le libre-échangisme, comme modèle économique néocolonial, est essentiel pour assurer croissance économique à des fins pures de domination.

5. L'importance de préserver un climat de détente entre les états cupides de l'occident est fondamental. Ils ne veulent plus d'autres guerres mondiales fratricides, celles-là qu'a connues toute l'Europe jusqu'au milieu du 20<sup>e</sup> siècle.

6. Maintenir un climat de coopération avec les états en possession du nucléaire, ne faisant pas encore partie de la ligue des grands, tels que : la Russie, l'Inde, le Pakistan et la Chine.

## L'engagement citoyen, notre seul salut

Ces observations constituent l'essentiel de l'intérêt national de l'occident de l'après-guerre froide. Donc, pas de place pour l'harmonie entre les peuples, l'autodétermination des peuples, pas de fin à la course aux armements. Rien n'a changé, les assassinats politiques vont se poursuivre, le mensonge éhonté restera l'arme persuasive avant les incursions militaires etc.

L'autre monde dont nous rêvons tous est loin de naître. Pour y arriver, il faudra un engagement citoyen réunissant les artisans de ce nouveau monde à travers la planète. On continuera à assassiner quotidiennement les Kennedy (John and Bobby), on recrutera de nouveaux Saddam and Noriega pour s'en débarrasser après comme des chiens, on créera encore de nouveaux monstres pour indéfiniment réprimer sauvagement les peuples. La redéfinition des systèmes politiques, économiques et culturels dépend de tous les citoyens du monde conscients de la terreur que les riches imposent au monde des faibles.

# Pourquoi les marines débarquent-ils au Costa Rica ?

Par Atilio A. Boron

*Avec les voix du parti du gouvernement, le Partido Liberación Nacional (PLN), du Movimiento Libertario et du député chrétien évangélique du parti Renovación Costarricense, Justo Orozco, le Parlement du Costa Rica a autorisé, le 1er juillet dernier, l'entrée dans le pays de 46 navires de guerre de l'Armada US, de 200 hélicoptères et chasseurs, et de 7000 marines.*

Même si les nombreuses versions qui circulent ne permettent pas d'identifier clairement l'origine de cette


décision, l'hypothèse la plus plausible - presque une évidence - semble être que Washington lui-même a sollicité l'entrée des troupes. Le silence de la presse états-unienne à ce sujet est éloquent, de même que l'absence d'explication dans les communiqués de presse quotidiens des départements d'Etat et de Défense au sujet de cette autorisation. Tout ceci alimente le soupçon que la Maison Blanche a bien pris l'initiative favorablement avalisée par le Parlement costaricain et exigé une grande discrétion à ce sujet.

L'explication que l'on a donnée au pays centraméricain, c'est que la situation actuelle au Mexique forçait les

cartels de la drogue à modifier leurs traditionnelles routes de transit et de passage vers les USA et que pour déjouer cette manœuvre, il était urgent de déployer un puissant contingent de forces militaires dans l'isthme d'Amérique centrale, condition sine qua non pour lutter efficacement contre le narcotrafic. Comme c'était prévisible, le gouvernement de la présidente Laura Chinchilla-étroitement liée depuis de nombreuses années à l'USAID ; rien que ça ! - a donné, comme ses parlementaires, son accord à la requête de Washington

Prendre prétexte du narcotrafic n'étonne personne puisque c'est ce que Washington fait couramment-

sauf lorsqu'un tremblement de terre en Haïti - permet de justifier l'intrusion de militaires US dans les pays de Notre Amérique. Cependant, la crédibilité de cet argument est battue en brèche. Les pays qui se distinguent par leur production et la commercialisation des drogues ne sont précisément que ceux qui ont une importante présence militaire US. Ainsi que le démontre mon livre *Le Côté Obscur de l'Empire - La Violation des droits humains par les Etats-Unis, des sources onusiennes inattaquables (l'ONU, Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime)* prouvent grâce à des statistiques écrasantes, que la production et l'exportation d'opium




## Patience

AUTO COLLISION &  
USED CAR SALES

**Renand Joseph**

- Body & Fender Work
- Auto Painting
- Welding • Glass • Locks
- All Forms of insurance work
- Foreign, Compact, Domestic
- Cars & Trucks
- Simonize, Dent Out

Porche, Lexus, Acura, Jaguar, Infiniti,  
Ferrari, Mercedes, Limousine

1422 Utica Ave,  
(Between Foster & Farragut),  
Brooklyn, NY 11203

**Tel: 718-629-1444**  
**Cell: 718-810-3717**



Hillary Clinton (à gauche) et la présidente du Costa Rica Laura Chinchilla, cette dernière se met en quatre pour bien montrer qu'elle est à la botte de l'Empire et soumise à ses diktats

ainsi que la fabrication d'héroïne sont en net progrès en Afghanistan depuis que les troupes US y sont entrées ; de même qu'en Colombie la présence états-unienne n'a pas empêché (au contraire) une extension des plantations de coca. [1]

Plus personne ne devrait s'en étonner, et pour plusieurs raisons. L'une d'entre elles est que le pays qui s'arroge le droit de combattre le narcotraffic partout dans le monde, fait preuve d'une incapacité aussi criante que suspecte à le faire à l'intérieur de ses propres frontières, qu'il s'agisse du démantèlement des réseaux qui lient les mafias de la drogue avec les autorités, les polices et les juges locaux des différents états et rendent possible le commerce de la drogue, ou bien de la mise en œuvre d'une campagne efficace d'information pour limiter l'addiction et s'occuper des drogués. Nous insistons, il n'y a, là, rien de surprenant, vu que le narcotraffic est une manne financière dont le chiffre atteint 400.000 millions de dollars par an, « blanchis » dans les nombreux paradis fiscaux que les principaux pays capitalistes (en commençant par les USA et l'Europe) ont établis dans tous les coins de la planète pour être finalement incorporés dans le système bancaire officiel et, ainsi, venir grossir les affaires du capital financier.

D'autre part, la faiblesse et l'inconsistance du prétexte de la « lutte contre le narcotraffic » sont plus évidentes encore lorsque l'on sait que les USA sont les premiers producteurs mondiaux de marijuana, et que, selon une étude de la Fondation Drogue Science, ce trafic rapporte à ce pays plus de 35.000 millions de dollars, un chiffre supérieur à la valeur de la production de blé et de maïs réunis. [2] Et troisièmement, comment sous-estimer l'importance que peuvent avoir le contrôle et la gestion du commerce des drogues pour maintenir la domination impérialiste dans les régions extérieures de l'Empire ? N'est-ce pas la Grande-Bretagne qui avait réintroduit l'opium en Chine (drogue qui avait été interdite par l'empereur Yongzheng, à cause des ravages qu'elle occasionnait à son peuple) et dont la consommation massive avait servi à équilibrer les déficits de sa balance commerciale avec le Célèste Empire !

Pour pousser les Chinois à cette addiction, les Britanniques et les Portugais ont livré deux guerres, l'une de 1839 à 1842 et l'autre de 1856 à 1860, à la suite desquelles ils avaient établi deux têtes de pont pour organiser le trafic d'opium dans toute la Chine : une à Hong Kong, sous contrôle anglais, et une autre à Macao, dominée par les Portugais. Pourquoi devrions-nous penser aujourd'hui que : USA, fils supposé de l'empire britannique, serait animé par d'autres intérêts, lorsqu'il déclare, avec hypocrisie, la guerre au narcotraffic ? N'est-il pas préférable pour ses intérêts, d'avoir une Amérique latine gangrenée par la prolifération « d'États en échec » - minés par la corruption qui génère le trafic de stupéfiants et ses séquelles : désintégration du tissu social, mafias, paramilitaires, etc. - et pour ces raisons incapable d'opposer la moindre résistance aux desseins impériaux ?

L'autorisation accordée par le Parlement du Costa Rica est prévue pour six mois, à partir du 1er juillet de cette

année. Cependant, cette concession, réalisée dans le contexte de l'Initiative Mérida (qui comprend le Mexique et l'Amérique centrale) est un projet qui a des objectifs, mais ne s'est fixé aucun délai. C'est pourquoi la probabilité que les troupes US quittent le Costa Rica à la fin de cette année et retournent chez elles, est pratiquement nulle. D'autre part, aussi bien en Europe qu'au Japon, les troupes US qui devaient y demeurer peu de temps après la Seconde guerre mondiale, sont ensuite restées sous le prétexte de la guerre froide, et il y a toujours 65 bases sans que leurs chefs ne témoignent la moindre lassitude ou le désir de rentrer chez eux.

À Okinawa, la contestation générale de la population locale contre les occupants yankees - qui protégés par leur immunité, continuent à tuer, violer et voler suivant leurs caprices - n'a pas suffi pour obtenir le démantèlement de la base US. Notons au passage, que cet échec démontre le courage et l'efficacité du gouvernement de Rafael Correa qui, lui, est parvenu à faire dégager les troupes US de la base de Manta. Et au cas où une fronde populaire viendrait exiger que cet exemple si insolite s'applique au Costa Rica, il est fort probable que quelques opérations criminelles, comme la CIA sait si bien en orchestrer, veilleraient à la faire taire instantanément, surtout avec un gouvernement comme celui de Laura Chinchilla qui se met en quatre pour bien montrer qu'elle est à la botte de l'Empire et soumise à ses diktats.

De même, comme l'établit le Traité Obama-Uribé, la Colombie permet pour l'instant aux USA l'utilisation de sept bases militaires, au Costa Rica, le personnel militaire jouira d'une immunité totale, face à la justice costaricaine, et ses membres pourront entrer et sortir à leur gré du Costa Rica, circuler en uniforme et avec leur armes sur tout le territoire national. Cette décision, non contente d'attenter à la souveraineté du Costa Rica, atteint le comble du ridicule pour un pays qui, en 1948, avait supprimé son armée, ce qui lui a permis en grande partie de développer une politique sociale plus avancée dans un contexte régional centraméricain très déprimant à cause de la débandade du gendarme oligarchique.

Pour ce qui est de l'armement, l'autorisation du Parlement permet l'entrée des garde-côtes et de petites navettes mais aussi d'autres navires comme le porte-avions de nouvelle génération, le Makin Island, mis à flot en août 2006, prévu pour abriter 102 officiers et 1449 marines, et transporter 42 hélicoptères CH-46, cinq chasseurs AV-8B Harrier et six hélicoptères Blackhawks. En outre, le décret qui a été voté étend l'autorisation à l'entrée de navires tels que l'USS Freedom, baptisé en 2008, armé pour combattre les sous-marins et conçu pour naviguer en eaux basses. L'autorisation prend également en compte d'autres bateaux de type catamaran, un navire-hôpital et des véhicules de reconnaissance et de combat amphibies. Un armement et du matériel qui, en définitive, ne servent à rien pour combattre le narcotraffic, dans le cas hypothétique où telle serait la volonté des occupants. Il est plus qu'évident que leur objectif est tout autre.

Suite à la page (16)

## Kijan sitiyaasyon politik la ye nan peyi Dayiti?

Soti nan paj 6

konnen ki koulè atou k ap sou tab la, pou konte pou pi devan. Jodi a se reprezantan depatman yo ki la a, nou pral diskite sou kèk estrateji pou fè batay kont eskizyon an vance. Nou menm nan Fanmi Lavalas, nou pap lage batay la, Fanmi Lavalas di konplo sa a pap pase. Nou di de fason klè, Fanmi Lavalas pap kite tèn demokratik la. N ap reprezante pèp la nan tout nivo. Donk jodi a m te genyen okazyon pou raple yo, sikonstans enjis, abritè konsèy elektoral la te itilize, abritè konsèy elektoral la te itilize pou mete Fanmi Lavalas deyò nan eleksyon yo. Answit, nou te raple tou pozisyon Fanmi Lavalas, m te genyen okazyon di plizyè fwa, nan plizyè konferans de pres. Epwi pozisyon nou jodi a se nou nan batay pou n gen laviktwa.

Pou kounye a pa gen alyans, n ap vance e nou gen pou n wè pi devan ki mètè estrateji n ap gen pou n chwazi e se yonn nan rezon ki fè jodi a nou reyini ak reprezantan tout depatman yo, paske estrateji yo ap yon sèl ni pou lwès ni pou lòt depatman yo. Se pa yon demand enklizyon an ye, se yon dwa, nou mande respekte l, paske Fanmi Lavalas te fè tout sa li konnen pou l fè yo respekte dwa l, li founi tout dokiman KEP a te mande, lalwa elektoral la te mande paske lalwa elektoral la klè, tout lòt lwa nan peyi a klè e pwiske nou pa genyen okenn bagay nou pa fè nou respekte lalwa. Donk pou nou se pa yon demand, se yon dwa n ap fè respekte pou Fanmi Lavalas patisipe nan tout eleksyon kredib, onèt, demokratik, enklizyon, transparans »

Lionel Etienne, bò kote pa l, te kritike tout moun ki toujou ap bay mesaj pèp la non : « yo te trete nou de chimè, se pa non sèlman yo te bay pèp la, yo ba li plizyè non, chak fwa pou n genyen yon batay, yo toujou ba nou yon non. E si jodi a nou poko genyen yon non, fòk kè nou bat fò, paske chak fwa pou n genyen, fò n genyen yon non. Jodi a, nou poko konnen ki non yo ba nou. Men toujou se eskli, nou ka kenbe non sa a toujou. Se eskli yo ki reyini la, nou pral mete fòs nou ansanm pou definitivman pèp la pa eskli nan desizyon nasyonal yo ankò ».

Dirijan Fanmi Lavalas yo fè konnen mobilizasyon yo lanse a antre nan kad yon batay kont eskizyon e pou entegrasyon mas pèp la nan zafè politik peyi a. Donk Fanmi Lavalas antre nètalkole nan mobilizasyon san pran souf la kont René Préval ak tout akolit machann peyi li yo.

Bò kote pa yo, 4 platfòm politik politik yo te oganize yon rankont vandredi 23 jiyè a, nan lotèl Le Plaza pou prepare yon konferans politik pou sitiyaasyon politik peyi a 22 ak 23 out k ap vini la a. Nan reyinyon an te genyen yon nouvo regwoupman ki rele Kolektif pou renouvo Ayisyen (KOREH) ki se kabrit Tomazo menm plim menm plimay, ki rantre nan jwèt la pou gate l. Mesye KOREH yo, kouwè : Youri Latortue, Steven



Manif devan anbasad meriken an nan Tabar

Benoit, Evaliere Beauplan, David Geneste, te vini ak pwòp ajanda, vizyon politik yo, pou yo te vin enpoze lidèchip yo, pou yo te jwenn yon antant pou al patisipe nan eleksyon/seleksyon, ki prevwa fèt

seye elektoral ki la yo, toujou kenbe menm pozisyon an e mobilizasyon yo ap kontinye sou tout fòm kouwè : sitin devan anbasad yo ak oganizasyon entènasyonal pou voye mesaj klè bay kominote



Manifestan yo kanpe devan anbasad meriken an

28 novanm k ap vini la a.

Oganizasyon popilè yo ki reyini nan Tèt kole oganizasyon popilè yo, ki te tanmen mouvman mobilizasyon san pran souf lan pou reklame demisyon René Préval ak tout akolit machann peyi li yo nan tèt peyi a, depa fòs etranjè a, Minustah, revokasyon tout kon-

entènasyonal la, pou l pa finanse okenn maskarad elektoral, pandan viktim tranblemanntè 12 janvyè yo kontinye ap viv nan kondisyon kote bèt pa ta dwe viv, san manje, san dlo, timoun yo pa ka al lekòl, san swen lasante.

Yves Pierre-Louis



## Grenadier Multi-Service



- **Income Tax Preparation**  
(Rapid Refund, Electronic Filing, Business Taxes)  
\$30 off tax preparation
- **Translations** (English, Français, Kreyòl)
- **Immigration** (Documentation Preparation)
- **Faxing & Copies**

1583 Albany Avenue,  
Brooklyn, NY 11210

**Tel: 718.421.0162**  
**Cell: 917.202.3833**



# La détresse

Suite de la page (7)

les conflits croissants provoqués par les propriétaires de terrains qui veulent chasser les réfugiés de leur propriété pour pouvoir construire ou revendre leurs terrains. Parmi les 1200 camps minimum, seuls 206 sont reconnus officiellement et protégés.

## Les autres risquent des expulsions manu militari.

Le «Christian Science Monitor» décrit une de ces confrontations dans son numéro du 2 juillet: Ralph Stevens Stephen, filleul du propriétaire d'un domaine dans le quartier Delmas de Port-au-Prince, utilisé comme camp de réfugiés officieux depuis janvier, s'est récemment rendu au camp avec 10 hommes armés vêtus d'uniformes de policiers pour chasser les 178 personnes sans abri installées dessus.

Un des résidents, Oxeana Ismael, raconte que des hommes armés sont venus un jour - sans badge officiel et dans des voitures banalisées - pour les menacer de revenir avec des gaz lacrymogènes, si les sans-abri ne partaient pas d'ici quinze jours. Leonard Doyle, porte-parole d'OIM, raconte au journal qu'il connaissait une trentaine de camps qui avaient été évacués de force ou qui risquaient de l'être d'un moment à l'autre.

Dans son rapport, Médecins Sans frontières signale que: « la frustration et la colère montent parce qu'il y a eu trop peu de changements dans les conditions de vie depuis le tremblement de terre ». Un des incidents qui a déclenché l'indignation, c'est le passage de la distribution d'eau gratuite au cours des trois premiers mois à un système payant, « ce qui met à de plus rude épreuve encore tous ces gens sans emploi et sans revenu ».

Selon une tribune libre, publiée le 25 juin par le Los Angeles Times et écrite par Thomas Johnson, coordinateur de l'aide humanitaire de l'organisation danoise Dan Church Aid, la décision de mettre un terme à la distribution gratuite d'eau est venue à la suite de pressions sur le gouvernement haïtien par les classes dominantes locales.

Il écrit: « les riches hommes d'affaires haïtiens veulent savoir où sera réalisée la reconstruction. Un de mes amis m'a raconté un incident absurde lors d'une réunion récente d'un certain nombre d'organisations humanitaires avec le président René Prével. Le président, m'a expliqué mon ami, a annoncé qu'il venait de recevoir sur son blackberry un message du propriétaire d'une des compagnies privées de distribution d'eau d'Haïti. Cet homme s'inquiétait de ce que les organisations humanitaires distribuaient de l'eau gratuitement aux réfugiés dans les camps et disait que cela allait ruiner l'économie. Personne dans la salle n'a su quoi répondre ».

L'article de Johnson décrit de façon vivante les conditions dans la capitale: « En plus de 10 ans de travail humanitaire de secours d'urgence, je n'ai jamais vu de camps comme ceux de Port-au-Prince. Les normes internationales qui définissent les droits des personnes à la suite d'une catastrophe ne sont en aucune façon respectées. En Haïti, les camps sont surpeuplés d'une façon qui dépasse l'imagination, avec des tentes délabrées qui se touchent et qui sont installées sur tous les mètres carrés d'espace disponible ».

« Avec la saison des pluies, la surpopulation et les toilettes publiques surchargées suscitent de grandes inquiétudes quant au ris-



Une femme ne sachant que faire devant sa tente détruite par le vent et la pluie

que d'une épidémie de choléra. Les tentes elles-mêmes sont un vrai bazar. Les premières tentes bricolées par les familles ont été complétées par des bâches de plastique fournies par les organisations internationales. Mais cette installation précaire ne résistera jamais à un ouragan. Si un ouragan venait à toucher Port-au-Prince on ne pourrait se livrer qu'à des approximations quant au nombre de morts. »

« Il n'y aurait aucun endroit dans la ville où les réfugiés pourraient aller se mettre à l'abri, la plupart des hôtels, des établissements publics, des écoles et des églises n'étant encore que des tonnes de gravats. Le déblaiement va sans aucun doute prendre du temps. Mais ce qui est choquant, c'est qu'il n'a même pas encore commencé. Sur les quatre jours que j'ai passés récemment à sillonner cette ville étendue et très peuplée, je n'ai vu qu'un seul tractopelle en action. » Le coordonnateur de l'association humanitaire souligne le contraste qui existe entre l'ampleur des besoins sociaux et l'égoïsme de l'aristocratie au pouvoir: « Parallèlement, alors que les Haïtiens ordinaires souffrent, les riches familles de Port-au-Prince continuent de vivre dans le luxe dans d'élégantes résidences bien au-dessus de cette étendue poussiéreuse. Ces familles se sont emparées des richesses d'Haïti, voilà des générations, et beaucoup font des bénéfices actuellement, grâce à la dernière tragédie de leur pays ».

Toutes les organisations humanitaires ont besoin de voitures ou de camions, de logements, de bureaux, de hangars et de produits locaux, et ce sont les classes dominantes d'Haïti qui souvent fournissent tout cela. Les travailleurs humanitaires chevronnés connaissent bien ce phénomène: « Nos efforts pour aider les pauvres finissent également par rendre les riches encore plus riches ».

## Les contrecoups politiques

Le gouvernement Prével est l'instrument de cette caste et veille à préserver les privilèges d'une poignée de millionnaires haïtiens. Son insensibilité aux souffrances de la population et son incompétence à organiser à la fois la distribution de l'aide humanitaire et la reconstruction sont notoires. Une de ses rares initiatives a été de solliciter 44 millions de dollars pour la construction d'une prison et pour équiper la Police Nationale d'Haïti (PNH), somme qui a été fournie par le gouvernement canadien.

En attendant le développement de la PNH, tristement célèbre pour son usage de la torture et les mauvais traitements qu'elle a infligés aux prisonniers sous diverses dictatures ainsi que sous des présidents élus comme Prével et Jean-Bertrand Aristide, la principale force de répression en Haïti reste la MINUSTAH, la force de maintien de la paix de l'ONU, qui a pris le contrôle du pays en 2004 à la suite de

l'expulsion d'Aristide par une force expéditionnaire US.

Depuis fin mai, ont lieu des affrontements entre la MINUSTAH et la population locale à Port-au-Prince. Les soldats brésiliens, chargés de la MINUSTAH, ont tiré en l'air des coups de fusils automatiques au cours de heurts avec des manifestants dans le quartier pauvre de Cité Soleil de la capitale haïtienne.

Les soldats de la MINUSTAH et la police d'Haïti ont envahi l'école d'Ethnologie de l'université publique d'Haïti à la suite d'une série de manifestations. Ils ont lancé des gaz lacrymogènes et tiré des balles de caoutchouc. Cette action a déclenché une manifestation le jour suivant où les principaux slogans étaient « A bas Prével » « A bas l'occupation ».

Les soldats de la MINUSTAH ont également tiré dans le camp de réfugiés du Champ de Mars, près du palais présidentiel, blessant plusieurs enfants et envoyant à l'hôpital plusieurs victimes des gaz lacrymogènes. D'après les chiffres qui ont été publiés, il y aurait jusqu'à 60,000 personnes installées près du Champ de Mars.

Le gouvernement Prével a programmé les élections présidentielles et parlementaires pour le 28 novembre, après avoir reporté à cause du séisme l'élection du parlement initialement prévue pour le 12 février. Il est symptomatique que l'annonce des dates du scrutin ait été faite par Edmond Mulet, représentant civil de la MINUSTAH, et non pas par Gaillet Dorsinvil, président du Conseil Electoral Provisoire d'Haïti (CEP), l'institution chargée d'organiser les scrutins selon la constitution.

Aristide bénéficie encore d'un certain soutien populaire, malgré la politique en faveur des milieux d'affaires et des impérialistes qu'il a menée au cours de ses deux mandats présidentiels écourtés. Comme il l'a fait tout au long de sa carrière politique, le président en exil cherche le soutien des Etats-Unis, et il y a peu de doute qu'il se consacre actuellement à mener en sous-main d'après négociations avec l'administration Obama.

Un des signes que le vent est en train de tourner, c'est que les manifestations de rue ont été appelées par Lavalas conjointement avec Evans Paul, ancien leader de l'opposition de droite à Aristide et favori de longue date de Washington. En outre, Richard Lugar, président républicain de la commission des affaires étrangères du Sénat aux Etats-Unis, a incité publiquement le gouvernement haïtien à accepter que le parti Lavalas (qui soutient Aristide, NDT) participe aux élections de novembre.

Cette suggestion a été violemment rejetée par Prével, l'ancien collaborateur d'Aristide. Prével soutient l'interdiction de Lavalas, affirmant qu'il s'est formé à la suite de conflits entre factions au sein de ce parti.

WSWS 10 juillet 2010

# Next

Suite de la page (11)

de pétrole qui circulent sur le marché mondial devient crucial et cela passe forcément par le contrôle du Moyen-Orient.

La deuxième raison est d'ordre géostratégique. Le Moyen-Orient est situé au carrefour du globe, étant à la fois voisin de la Russie au nord, de la Chine et de l'Inde à l'est et de l'Europe à l'ouest, tous les potentiels grands rivaux des US. L'installation de régimes proaméricains et de bases militaires américaines, comme c'est déjà le cas en Arabie Saoudite depuis la guerre du Golfe en 1991, donne aux US un avantage géostratégique important et leur permet d'exercer une plus grande influence sur les pays situés dans les zones d'influence russe (notamment les pays du Caucase et autour de la mer Caspienne) et chinoise. Tous ces éléments expliquent ce qui se cachait derrière la guerre en Irak. C'était d'abord et avant tout une guerre destinée à renforcer la position des US, vis-à-vis des impérialismes concurrents et ainsi à contrecarrer la tendance de fonds du déclin économique relatif des US.

Loïn d'être le choix irrationnel d'un ensemble de mégalomanes, la doctrine Bush repose sur une analyse très juste des tendances de fonds défavorables pour le capitalisme américain et sur une appréciation de ce qui est possible de faire pour les contrecarrer sur la base du rapport de force, notamment militaire et stratégique actuel entre les impérialismes. De plus, la doctrine Bush ne représente pas une rupture dans la stratégie impérialiste américaine (cf le fait que la référence pour les néo-conservateurs soit la présidence Reagan et que nombreux d'entre eux - Cheney et Rumsfeld en tête - furent des membres de son administration) mais bien une

évolution tactique dans la poursuite d'un même but stratégique, commun à tous les courants politiques américains et à l'ensemble de la classe dirigeante qu'ils représentent.

\*Christakis Georgiou, étudiant en sciences politiques, est militant à Agir Contre la Guerre (ACG) ainsi qu'à la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR).

## Notes

[1] Robert Kagan « Multilateralism, American style », *Washington Post*, 13 Septembre 2002, cité par Alex Callinicos in "The Grand strategy of the American empire", ISJ 97.[2] En 2004, selon les données de la Banque Mondiale, le PIB des pays de l'UE constituait déjà 34% du PIB mondial, contre 28% pour le PIB américain, et 4% pour le PIB chinois. Par contre, à l'horizon de 2050, les estimations de la même institution prévoient la répartition suivante : UE avec 15%, US avec 26%, Chine avec 28% et Inde avec 17%. Les données du FMI pour la croissance mondiale depuis 1980 montrent que l'économie chinoise a crû cinq fois plus vite que l'économie mondiale durant les vingt-cinq dernières années. Autre fait parlant, en 2006, la Chine a détrôné les US de la deuxième place du classement des exportateurs mondiaux, restant derrière l'UE. [3] Le cours du baril de Brent, pétrole échangé sur le marché londonien, est passé de vingt dollars en 1997 à près de quatre-vingt dix dollars au mois de novembre 2007. En 2006, la consommation quotidienne de l'économie mondiale en pétrole était de 85 millions de barils, dont 50 dans les pays de l'OCDE. Ceux-ci ont vu pour la première fois leur consommation quotidienne baisser de cent mille barils, alors que celle des pays dits émergents (notamment Chine et Inde) a augmenté de 463 000 barils.

Collectif La guerre tue. Mardi 29 janvier 2008

## Suite de la page (15)

Il faut situer cette initiative du gouvernement US dans le contexte de la militarisation croissante de la politique extérieure des USA qui, dans le cadre de l'Amérique latine, s'est déjà manifestée par la réactivation de l'IVE flotte, la signature du traité Obama-Uribé, l'occupation militaire de facto d'Haïti, la construction du Mur de la honte à la frontière entre le Mexique et les USA, le coup d'Etat au Honduras, suivi de la légitimation de la fraude électorale qui a hissé à la présidence Porfirio Lobo, la concession de nouvelles bases militaires par le gouvernement réactionnaire du Panama, à quoi il faut ajouter maintenant le débarquement des marines sur le territoire du Costa Rica. Et bien sûr, toutes ces opérations sont articulées autour du maintien du blocus et la traque contre la Révolution cubaine et le harcèlement permanent contre le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur. Au plan international, le débarquement des marines US au Costa Rica doit être vu dans le cadre de la guerre imminente contre l'Iran et la grotesque provocation contre la Corée du Nord, dont les graves conséquences ont été annoncées depuis pas mal de temps par le Commandant Fidel Castro Ruz dans ses Réflexions.

En conclusion, l'Empire poursuit la militarisation de la région, ses préparatifs pour une aventure militaire d'ampleur mondiale. Si l'agression contre l'Iran devait finalement avoir lieu, comme les préparatifs de ces derniers jours le laissent penser, la gravissime situation internationale qui en résulterait pousserait les USA à s'assurer, à n'importe quel prix, du contrôle absolu et sans faille de ce que ses stratèges géopolitiques appellent la grande île américaine, un gigantesque continent qui s'étend de l'Alaska jusqu'à la Terre de Feu, isolé aussi bien de la masse eurasienne que de l'Afrique, et qui, selon eux, joue un rôle fondamental pour la sécurité nationale des USA.

Voilà la raison fondamentale pour laquelle c'est précisément là qu'a débuté la militarisation à outrance de la politique étrangère états-unienne. Il est ridicule de vouloir convaincre nos peuples que la vingtaine de bases

militaires installées en Amérique centrale, du Sud et dans les Caraïbes, et aujourd'hui le débarquement au Costa Rica, ajoutés à l'activation de l'IVE Flotte, ont pour objectif de combattre le narcotraffic. Comme l'expérience nous l'enseigne, on ne combat pas le narcotraffic par des moyens militaires mais plutôt grâce à une politique sociale, que les USA n'appliquent pas sur leur territoire et qu'ils empêchent aussi d'appliquer ailleurs en raison de la mainmise du FMI et de la Banque Mondiale sur les pays vulnérables et endettés.

L'exemple de la Colombie et maintenant du Mexique (26.000 morts depuis que le président Felipe Calderón a déclaré la « guerre au narcotraffic » !) attestent que la solution au problème ne passe pas par les marines, porte-avions, sous-marins et hélicoptères armés mais par la création d'une société juste et solidaire, chose incompatible avec la logique du capitalisme et qui répugne aux intérêts fondamentaux de l'Empire. En résumé : le débarquement des marines au Costa Rica a pour objectif de renforcer la domination états-unienne dans la région, de renverser à tout prix les gouvernements considérés comme « ennemis » (Cuba, Venezuela, Bolivie et Équateur), de fragiliser encore plus les gouvernements incédés et ambigus de « centre-gauche » d'Amérique Centrale et de renforcer la droite qui redresse la tête sur tout le littoral du Pacifique (Chili, Pérou, Colombie, Panama, Costa Rica, Honduras et Mexique). Ayant ainsi réorganisé son arrière-cour, l'Empire aura les mains libres et il aura assuré ses arrières pour aller réaffirmer l'arrogance impériale en portant la guerre sous d'autres latitudes.

## Notes

[1] Cf. Atilio A. Boron et Andrea Vlahusic, *El Lado Oscuro del Imperio. La Violación de los Derechos Humanos por Estados Unidos* (Buenos Aires: Editions Luxembourg, 2009), p.73.

[2] Cf. *El Lado Oscuro*, op. Cit., p.72.

Traduit par Esteban G. Edité par Michèle Mialane Tlaxcala 22 juillet 2010

## Un nouveau patron et une perte colossale pour repartir du bon pied

BP a annoncé mardi le remplacement de son directeur général controversé, Tony Hayward par l'Américain Bob Dudley, ainsi qu'une perte trimestrielle et des ventes d'actifs colossales, un grand ménage, avant d'en finir avec la marée noire, espère un groupe qui se sait désormais "différent".

Depuis l'explosion de la plateforme Deepwater Horizon le 20 avril, qui a fait 11 morts et causé dans le golfe du Mexique la plus grave pollution pétrolière de l'histoire, Tony Hayward, 53 ans, avait attiré les critiques aux Etats-Unis. Semblant minimiser les dégâts et aspirant à "retrouver sa vie d'avant", il a déplu jusqu'au président Barack Obama.

Par ailleurs, cet excellent dirigeant, qui avait fait retrouver à BP tout son lustre en trois ans avant cette affaire -- après le départ également dans des conditions précipitées, liées à sa vie privée du précédent directeur général John Browne --, va céder la place au 1er octobre à Bob Dudley, 54 ans. Celui-ci est Américain, enfant du Mississippi, une des régions polluées par la marée noire, et c'est depuis juin le

Monsieur Marée Noire de BP.

Il a dirigé pendant cinq ans la lucrative coentreprise russe TNK-BP, avant de devoir quitter la Russie dans des circonstances difficiles en 2008, et c'est un patron reconnu de bonne trempe. M. Hayward, qui restera au conseil d'administration de BP jusqu'au 30 novembre, et partira avec les avantages qualifiés de "classiques" par le président Carl-Henrik Svanberg, un an de salaire hors bonus, soit 1,045 million de livres (1,2 millions d'euros), et ses droits de retraite (10,8 millions de livres), prendra pour sa part un poste non exécutif au conseil d'administration de TNK-BP, dont les coactionnaires russes se sont dits très contents de ces arrangements, mardi.

Le patron sortant a assuré partir "d'un commun accord" avec la direction et s'être senti dernièrement comme un "paratonnerre". Il a décrit la marée noire comme "une tragédie terrible dont, a-t-il dit, en tant que responsable de BP quand c'est arrivé, je me sentirai toujours responsable, quelle que soit la responsabilité finale".

Un peu plus tard, il a même



De gauche à droite: Tony Hayward (ex-directeur général), Carl-Henrik Svanberg (patron de BP) et Robert Dudley (nouveau directeur général), le 27 juillet à Londres © AFP Stringer

confié à des journalistes s'être senti "diabolisé et vilipendé", en tant que "visage public" de BP. Et, tout en admettant avoir commis des erreurs, il a défendu son bilan dans la gestion de la marée noire.

M. Dudley pour sa part s'est dit à la fois "honoré" de sa nomination, mais "triste" des circonstances de celle-ci. Selon M. Svanberg, en tout état de cause, la "tragédie" du

golfe "a été un tournant", et BP "sera une entreprise différente désormais". BP va devoir "changer de culture" a renchéri M. Dudley, peu après.

Le géant pétrolier a cependant les reins assez solides pour avoir pu annoncer l'inscription dans ses comptes du deuxième trimestre d'une charge de 32,2 milliards de dollars (24,8 milliards d'euros), "une première estimation" selon

M. Svanberg, mais dont BP espère qu'elle couvrira la plupart des frais techniques ou judiciaires liés à une marée noire en voie de colmatage.

Le groupe a subi du coup une perte trimestrielle inédite de 16,9 milliards de dollars. De surcroît, BP, qui veut avoir une gestion financière "prudente" de cette crise, et réduire son endettement, a indiqué vouloir vendre en 18 mois 30 milliards de dollars d'actifs, soit environ 10% de ce qu'elle possède.

Quant aux actionnaires, ils ne doivent pas s'attendre à recevoir de nouveaux dividendes avant au mieux le quatrième trimestre, dont les résultats seront publiés en février 2011. M. Svanberg a salué mardi "leur soutien et leur patience" dans cette affaire. La plupart des analystes jugeaient ces annonces positives mardi, et recommandaient de continuer à acheter des actions BP, très attaquées depuis la marée noire. Le cabinet de conseil aux actionnaires PIRC se demandait néanmoins si tous ces changements "suffiraient à arrêter le flux des mauvaises nouvelles".

Le quotidien 27 Juillet 2010

## Le Venezuela rompt les relations avec la Colombie

Le président vénézuélien, Hugo Chávez, a annoncé ce jeudi qu'il rompait les relations avec la Colombie, après avoir nié les dernières accusations de ce pays sur la supposée présence de guerilleros des FARC et de l'ELN au Venezuela. Après avoir repoussé les accusations contre son gouvernement lancées par l'ambassadeur de Colombie à l'OEA, Luis Alfonso Hoyos, le président vénézuélien a affirmé: « Il ne nous reste plus par dignité que de rompre totalement les relations diplomatiques avec la République soeur de Colombie ».

Chávez a regretté la décision puisque « je porte la Colombie dans le coeur, parce que je me sens grand Colombien » mais il a affirmé qu'il ne peut pas permettre que l'oligarchie colombienne continue d'attaquer le Venezuela, une oligarchie qui « a toujours joué à la division et à la guerre » dans l'irrespect des Vénézuéliens. « Par dignité, je me vois obligé de rompre totalement les relations diplomatiques avec la Colombie soeur et cela me fait couler une larme dans le coeur », a déclaré le mandataire vénézuélien. Chávez a affirmé que le président colombien est capable de n'importe quoi, « y compris d'ordonner de monter un campement simulé dans un certain coin de la forêt vénézuélienne, d'ordonner de l'attaquer pour générer une guerre entre le Venezuela et la Colombie, je les prévient déjà ». Il a rappelé que déjà Uribe a attaqué un territoire d'autres pays comme « quand ils ont attaqué dans le territoire équatorien (...) il (Uribe) a osé bombarder un territoire situé en Equateur, tuer des étudiantes qui venaient enquêter sur les mouvements politiques latino-américains ».

« Nous arrivons à cette mai-



Le président Vénézuélien Hugo Chavez (à gauche) et le président sortant de la Colombie Alvaro Uribe

son avec la dignité par-devant et sommes capables de mourir avec la vérité, notre vérité et la dignité de ce peuple », a déclaré Chávez. Il a exhorté la population à rester optimiste sur le nouveau gouvernement colombien dont prendra la tête le président élu, Juan Manuel Santos, « pourvu que le nouveau président de la Colombie soit rempli d'un esprit latino-américain qui comprend qu'ici nous pouvons vivre ensemble avec des gouvernements de droite et de gauche ».

« Pourvu qu'après le 7 août (date à laquelle Santos prend le pouvoir) nous puissions faire des réunions de chancelliers dans un cadre de respect mutuel et entretenir de bonnes relations entre les deux peuples », a conclu le président bolivarien

Après avoir annoncé la rupture des relations du Venezuela avec la Colombie, le président Hugo Chavez a ordonné l'alerte maximale aux frontières et averti sur le risque que le

président colombien Alvaro Uribe, mû par sa haine du Venezuela puisse opter pour une action militaire dans cette région. Il a indiqué que les prochains jours seront très périlleux pour la sécurité du pays. « Nous sommes en alerte. Il y a un ordre d'alerte maximale à nos frontières, vigilance maximale à nos frontières (...) les prochains jours seront très périlleux. »

Ces déclarations ont été faites par Chavez au palais de Miraflores, après que la Colombie ait déclaré à l'OEA avoir des preuves de la présence d'éléments des FARC et de l'ELN au Venezuela. Les relations Colombie-Venezuela se sont refroidies depuis plus d'un an devant les accusations répétées et fausses du gouvernement colombien contre la république bolivarienne du Venezuela.

Caracas 22 juillet. telesur.aporrea.org  
Traduit par Danielle Bleitrach pour Changement de société 22 juillet 2010

## Echange d'espions : le dossier n'est pas clos à Moscou



Le Premier ministre russe Vladimir Poutine

Interrogé lors du point de presse Impromptu qu'il a donné à Foros, le Premier ministre russe Vladimir Poutine a évoqué la question des dix espions russes expulsés des Etats-Unis.

M. Poutine, lui-même ancien officier du KGB, a dévoilé avoir rencontré les espions après leur arrivée en Russie. Ensemble ils auraient « parlé de la vie » et chanté Par quoi commence la Patrie ? (Chanson des années soixante à la gloire des espions anti-fascistes), accompagnés par des musiciens venus pour l'occasion.

M. Poutine a souligné qu'il espérait aider les espions à trouver des postes à la hauteur de leur mérite dans la fonction publique. Il

a également assuré connaître les noms des traîtres qui les ont livrés. Il a ajouté que les règles de ce milieu sont connues et que les traîtres finissent toujours mal.

A la Douma, certains partisans de Vladimir Poutine militent pour la destitution du président Dmitry Medvedev. Entre autres motifs, ils évoquent sa responsabilité dans certains aspects de cette affaire. Etrangement, en violation de la Constitution, il n'a pas retiré la nationalité russe à un des agents états-unis lors de l'échange d'espions effectué le 9 juillet.

Réseau Voltaire 27 JUILLET 2010

## Lettre de Chávez à Fidel

Miraflores, le 26 juillet 2008  
Commandant en chef

Fidel Castro Ruz

Cher père Fidel,

Avec la plus authentique fervor révolutionnaire, reçois un salut martiste et bolivarien, révolutionnaire et socialiste, de celui dont tu te sais et dont tu te sens le Père et le Maître. Au nom de mon peuple, reçois le plus fraternel et le plus émouvant des hommages à l'occasion de la commémoration d'un nouvel anniversaire de l'attaque de la caserne Moncada : de l'assaut du futur qui s'est produit ce mémorable 26 juillet 1953.

J'aurais tant de choses à te dire dans le cadre de cette date importante et radieuse, mais je préfère me limiter à une seule d'entre elles, qui est sans aucun doute, de la plus vive et brûlante actualité. Je fais allusion à ta réflexion parue le 24 juillet 2008 – date anniversaire, évidemment, de la naissance du Libertador Simon Bolívar – et qui a pour titre «La stratégie de Machiavel».

Je tiens à faire une digression que je juge nécessaire. En réalité –c'est ainsi que je le ressens-, les Réflexions du commandant en chef sont une lecture obligatoire pour les révolutionnaires de Notre Amérique et du monde : quiconque veut appréhender les lignes de force de notre époque doit s'y référer.

Tu apportes, Fidel, une contribution inestimable à la bataille



Fidel et Hugo Chávez

afin de savoir qui nous sommes et d'où nous venons. Comme le disait le chanteur cubain Noel Nicola, en évoquant la signification vivante et importante du 26 juillet 1953 : Il y a un calendrier rempli de jours 26. Il en est ainsi depuis 55 ans.

Si je devais de nouveau organiser un plan pour prendre la Moncada, je ferais exactement la même chose, je ne changerais rien. Nous avons échoué uniquement du fait que nous ne possédions pas suffisamment d'expérience combattive. Nous l'avons acquise par la suite. J'ai voulu rappeler ces propos que tu as tenus à notre ami Ignacio Ramonet : des paroles qui ont suscité chez moi une profonde réflexion car elles renferment un enseignement magistral. Et je veux les joindre à d'autres propos que tu as tenus le 26 février 1986 : «Nous vivons une époque qui exige réellement des nerfs d'acier et des politiques ayant la transparence du cristal et la fer-

temps de génocide, assombris par l'impunité.

Je suis complètement d'accord avec toi : nous n'avons aucune explication à donner ni à rendre aucun compte à l'empire yankee ; encore moins à lui faire des excuses ou lui demander pardon. Sur ce point précis, et qui n'admet aucune faiblesse d'aucune sorte, le Venezuela fait cause commune avec Cuba. Faire preuve de faiblesse, pour paraphraser Bolívar, serait notre perte.

Nous devons continuer à prendre d'assaut des centaines, des milliers de Moncada, mais guidés par la nouvelle expérience combattive qui repose principalement sur les nerfs d'acier qui aujourd'hui, plus que jamais, sont la meilleure arme pour nos peuples : en dépend ce long combat, cette guerre de contention, pour venir à bout d'un fauve dont la plus grande faiblesse réside dans ses coups de pied dans le vide.

Nous n'allons pas lui faire le plaisir, comme nous l'avons démontré, lors de la journée fructueuse du 20e Sommet du Groupe de Rio, de citer un seul exemple. Si l'impérialisme, dans son entêtement agressif et forcené, a conçu l'objectif insensé de nous entraîner dans sa chute inexorable, notre force, aujourd'hui plus que jamais, réside dans ton enseignement indispensable : ce qu'il faut, ce sont des nerfs d'acier. Et les nerfs d'acier sont ceux que possède le grand peuple cubain, sous ton inspiration et sous ta direction : les nerfs d'acier sont ceux que possède le peuple vénézuélien qui continue aujourd'hui le chemin tracé par le Libertador Simón Bolívar. Le même chemin suivi par le héros José Martí et auquel tu as donné continuité : celui de l'émancipation et de la rédemption de nos peuples.

Père, frère, ami, camarade : Jusqu'à la victoire toujours ! Nous avons besoin de toi parmi nous encore de nombreuses années, avec l'énergie et la fermeté que nous te connaissons : l'énergie et la fermeté grâce auxquelles, chaque jour, tu es prêt à attaquer la Moncada. Reçois une forte accolade avec l'admiration de toujours.

La patrie, le socialisme ou la mort !

Nous vaincrons

Hugo Chávez Frías

## Lettre d'adieu du Che à Fidel Castro



De gauche à droite : Che Guevara, Raul et Fidel Castro

La Havane

Année de l'Agriculture (1965)  
Fidel,

Je me souviens en ce moment de tant de choses : du jour où j'ai fait ta connaissance chez Maria Antonia, où tu m'as proposé de venir et de toute la tension qui entourait les préparatifs. Un jour, on nous demanda qui devait être prévenu en cas de décès, et la possibilité réelle de la mort nous frappa tous profondément. Par la suite, nous avons appris que cela était vrai et que dans une révolution il faut vaincre ou mourir (si elle est véritable). De nombreux camarades sont tombés sur le chemin de la victoire.

Aujourd'hui, tout a un ton moins dramatique, parce que nous sommes plus mûrs ; mais les faits se répètent. J'ai l'impression d'avoir accompli la part de mon devoir qui me liait à la Révolution cubaine sur son territoire, et je prends congé de toi, des compagnons, de ton peuple qui est maintenant aussi le mien.

Je démissionne formellement de mes fonctions à la Direction du Parti, de mon poste de ministre, je renonce à mon grade de commandant et à ma nationalité cubaine. Rien de légal ne me lie plus aujourd'hui à Cuba en dehors des liens d'une autre nature qu'on n'annule pas comme des titres ou des grades.

En passant ma vie en revue, je crois avoir travaillé avec suffisamment d'honnêteté et de dévouement à la consolidation du triomphe révolutionnaire. Si j'ai commis une faute de quelque gravité, c'est de ne pas avoir eu plus confiance en toi dès

les premiers moments dans la Sierra Maestra et de ne pas avoir su discerner plus rapidement tes qualités de dirigeant d'hommes et de révolutionnaire.

J'ai vécu des jours magnifiques et j'ai éprouvé à tes côtés la fierté d'appartenir à notre peuple en ces journées lumineuses et tristes de la Crise des Caraïbes. Rarement, un chef d'Etat fut aussi brillant dans de telles circonstances, et je me félicite aussi de t'avoir suivi sans hésiter, d'avoir partagé ta façon de penser, de voir et d'apprécier les dangers et les principes.

D'autres terres du monde réclament le concours de mes modestes efforts. Je peux faire ce qui t'est refusé, en raison de tes responsabilités à la tête de Cuba et l'heure est venue de nous séparer.

Je veux que tu saches que je le fais avec un mélange de joie et de douleur ; je laisse ici les plus pures de mes espérances de constructeur et les plus chers de tous les êtres que j'aime...et je laisse un peuple qui m'a adopté comme un fils. J'en éprouve un déchirement. Sur les nouveaux champs de bataille je porterai en moi la foi que tu m'as inculquée, l'esprit révolutionnaire de mon peuple, le sentiment d'accomplir le plus sacré des devoirs : lutter contre l'impérialisme où qu'il soit ; ceci me reconforte et guérit les plus profondes blessures.

Je répète une fois encore que je délivre Cuba de toute responsabilité, sauf de celle qui émane de son exemple. Si un jour, sous d'autres cieux, survient pour moi l'heure décisive, ma dernière pensée sera pour ce peuple et plus particulièrement pour toi. Je te remercie pour tes enseignements et ton exemple ; j'essaierai d'y rester fidèle jusqu'au bout de mes actes. J'ai toujours été en accord total avec la politique extérieure de notre Révolution et je le reste encore. Partout où je me trouverai, je sentirai toujours peser sur moi la responsabilité d'être un révolutionnaire cubain, et je me comporterai comme tel. Je ne laisse aucun bien matériel à mes enfants et à ma femme, et je ne le regrette pas ; au contraire, je suis heureux qu'il en soit ainsi. Je ne demande rien pour eux, car je sais que l'Etat leur donnera ce qu'il faut pour vivre et s'instruire.

J'aurais encore beaucoup à te dire, à toi et à notre peuple, mais je sens que c'est inutile, car les mots ne peuvent exprimer ce que je voudrais, et ce n'est pas la peine de noircir du papier en vain.

Jusqu'à la victoire, toujours. La Patrie ou la Mort !

Je t'embrasse avec toute ma fervor révolutionnaire.

Ernesto Che Guevara  
1965

**En ce glorieux anniversaire de l'attaque de la Caserne de Moncada le 26 juillet 1953, et en solidarité avec le peuple cubain qui tient encore tête, victorieusement et fièrement, aux menaces et foudres de l'empire, il fait plaisir d'offrir à la mémoire des jeunes héros cubains tombés au champ d'honneur ce jour-là, une rouge gerbe faite de fleurs révolutionnaires glanées au jardin de la fraternelle solidarité des forgers, défenseurs et amis la Révolution cubaine.**

des idées : tu es digne aussi bien de gratitude que d'admiration.

J'ai lu et relu La stratégie de Machiavel avec la plus grande attention, depuis qu'on me l'a fait parvenir au Portugal. Ce que j'aimerais relever tout d'abord, c'est la clarté et la précision de son écriture, où l'on retrouve ton don enviable de la synthèse. Et ensuite la façon dont ta pensée, en si peu de lignes, parvient à mettre en évidence, une fois de plus, l'impérialisme et sa stratégie systématique de mensonges, de manipulations, et de désinformation.

Il est évident et ton texte est lumineux dans ce sens précis qu'une nouvelle tentative d'agression contre Cuba se profile. Et non seulement contre Cuba : le Venezuela est aussi en ligne de mire. C'est pourquoi l'impérialisme se livre à toute une série de provocations verbales : dans La stratégie de Machiavel tu te charges de les démonter avec intelligence et d'une manière radicale.

Bush, dans sa phase de déclin inévitable, veut rallumer la Guerre Froide. Le fait que la Russie tient à nouveau sur ses pieds rend les faucons furieux et ils ont l'intention, par l'intermédiaire des transnationales de la communication, d'enclencher la touche de la peur. C'est pourquoi les mensonges qu'ils fabriquent contre Cuba et le Venezuela n'ont rien de gratuit.

Face à l'empire et ses menaces, nous devons nous renforcer, tel est mon point de vue, en puisant dans notre histoire et dans ses grands exemples de dignité. C'est la raison pour laquelle nous gardons à l'esprit l'attaque de la caserne Moncada :

meté d'un roc de granit. Ainsi ont été les nerfs de ce peuple héroïque, cerné de bases militaires nucléaires menaçantes et agressives durant des dizaines d'années ; ainsi a été sa politique de paix».

C'est vrai Fidel : une fois encore l'obstination agressive yankee veut non seulement encercler la grande puissance qu'est la Russie, comme tu le dis si bien, mais elle cherche aussi à faire plier tous ceux qui osent élever leur voix dans ces

### EN SIGNATURE

Le samedi 31 juillet 2010, à Grenadier Books/Haïti Liberté, le romancier, poète Josaphat Robert Large vous présentera et signera ses deux derniers romans : « Partir sur un Coursier de Nuage » et « Rete, Kote Lamès »  
Des artistes et poètes invités comme Jocelyne Dorismé, Jean Elie Barjon, Jeanie Bogart, Querta Georges et Jacques Alexandre, assureront l'animation.

JOSAPHAT-ROBERT LARGE



Rete! Kote Lamès

Edisyon Près Nasyonal d'Ayiti  
KOLEKSYON SOUF NOUVO

Partir sur un coursier de nuages



L'Harmattan

Lettes des Caraïbes

Venez enlever votre copie à : Grenadier Books/Haïti Liberté

1583 Albany Avenue  
(au coin de Glenwood Rd)  
Brooklyn NY 11210

6 heures PM

Pour info :  
718-421-0162  
516-425-0524  
516-208-6596

# Ces occupations

Suite de la page (4)

Le vote de cette loi a permis aux occupants de s'approprier de la légitimité de la gestion du pays. Ainsi, nos élites, après avoir comploté la mise sous tutelle du pays par les armes (rappelons pour l'histoire que le 29 février 2004, un commando étasunien a procédé à l'arrestation et à la déportation du président Aristide, chef d'Etat légitime et constitutionnel d'Haïti) ont légalisé cette occupation.

Quelle est l'attitude des forces populaires mobilisées par rapport à l'occupation actuelle du pays et face au 95ième anniversaire de la violation du territoire haïtien par des troupes impérialistes ?

Malgré l'incapacité actuelle des forces populaires à s'unifier pour se fixer des objectifs communs : la désoccupation d'Haïti et le rapatriement de la souveraineté nationale, de nombreuses organisations comprennent l'exigence d'une unification massive des énergies. Encore que l'absence d'un leadership, responsable, apte à mobiliser sur ces objectifs communs, entrave énormément la mise en marche d'un mouvement large aux idées larges pour transformer nos défaites en victoire.

A l'occasion du 95ième anniversaire de la première occupation du pays, « Tèt Kole Oganizasyon Popilè » a annoncé une marche pacifique qui partira de la Place Jérémie pour aboutir au siège de la Minustah à Bourdon. L'objectif de ce rassemblement, selon les responsables, est d'exiger le départ de la Minustah, en tant que force d'occupation illégale, anti-constitutionnelle présente sur le territoire haïtien.

Dans un papier circulant à travers Port-au-Prince, titré « **A bas l'occupation !** », des organisations : Mouvmman Demokratik Popilè, Plateforme des Employés Victimes des Entreprises Publiques, Batay Ouvrye, entr'autres, ont lancé un appel à la mobilisation générale dans le pays pour dénoncer les mensonges, l'exploitation et le pillage des ressources du pays par la bourgeoisie haïtienne et l'impérialisme. « *Tout le monde sait que les grands mangeurs veulent s'installer au pouvoir, un pouvoir qui livre le pays aux capitalistes étrangers pour nous dominer, nous exploiter, nous humilier, tandis qu'eux-mêmes, les grands mangeurs, se remplissent les poches.* »

Poursuivant la lecture de cette communication, qui on peut s'informer : « *La classe dominante n'a pas de solution. Nous autres des masses laborieuses, les masses populaires en général, on nous vend comme des morceaux de viande. Nous sommes en train de périr, alors que les malfaitteurs continuent de nous mettre, historiquement, dans la pire situation. C'est toujours eux qui continuent à vendre le pays, à nous vendre par la même occasion.* » Rappelons qu'au cours des événements pour chasser Aristide du pouvoir en 2004 par la bourgeoisie haïtienne et les puissances impérialistes, le syndicat Batay Ouvrye avait reçu une forte somme d'argent de l'USAID pour non seulement opérer mais alimenter la propagande anti-Lavalas dans le pays.

En effet, cette réflexion, tout en invitant à combattre ces forces d'occupation et leurs laquais, rappelle



**Face à cette imposture, des patriotes, sous la conduite du révolutionnaire, Charlemagne Péralte, ont organisé la résistance pour bouter dehors l'occupant**

la « traite négrière », ce commerce qui consistait à acheter des Nègres, comme du bétail, sur des côtes africaines pour les revendre dans les plantations coloniales, afin qu'ils travaillent à l'épanouissement de l'économie d'accumulation capitaliste, d'essence mercantile.

Dans l'espace-temps qui s'étire de 1915 à 2010, Haïti connaît trois occupations militaires. La première a légué une culture de l'obéissance aveugle, d'arriération et de la naïveté pour maintenir les structures fermées d'exploitation et de domination. La seconde reprend à son compte ces mêmes valeurs d'aliénation, en les renforçant d'une dose de résignation (transférant à des mythes le pouvoir et les potentialités de changer les criantes situations d'existence) pour maintenir le colonisé à sa place dans la sous-humanité. La troisième pour soi-disant « stabiliser » une situation de chaos créée de toutes pièces par un consortium macoutobourgeois sous la houlette de trois puissances prédatrices et voleuses de souveraineté populaire.

L'histoire n'a pas suffisamment mis à rude contribution nos élites : économique, idéologique et politique devant leur responsabilité, pour avoir commis, entr'autres, trois grands crimes contre l'humanité : trois occupations dont l'une sous couvert de Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti.

Si après 206 ans d'histoire, le pays reste encore à la dérive, un pays où la misère déchire les consciences et les cœurs, un pays profondément arriéré et sous-développé, la faute en revient à ces élites, qui ont brillé par leur égocentrisme, leur outrecuidance et leur avarice.

Que peut-on dire, sinon qu'en Haïti l'apartheid a régné en maître, sans avoir été dénoncé, combattu et rejeté. Ainsi, les idéologies aliénantes qui secrètent, renforcent et maintiennent l'exploitation, l'injustice dans cette société asymétrique haïtienne, doivent être combattues avec la plus extrême rigueur, pour faire place à des idéologies qui perpétuent des structures ouvertes de transformation et de développement.

Lorsque le Mondial a démarré, j'ai accroché à la porte de ma maison un panneau portant l'inscription: fermé pour cause de football. Lorsque je l'ai décroché un mois plus

# Un poème de Paul Laraque au Don Quichotte cubain

## Don Quichotte

à Franck Vilaire pour sa fidélité à ce poème

Personne n'aura jamais été plus fidèle à son nom que toi

Chevalier à la rayonnante figure

Barbu de légende soudain projeté dans l'histoire

Ni plus fidèle

A la flamme folle de la raison populaire

Et à cette Amérique enfin Dont tu dessines le nouveau visage

Grand poufendeur de moulins à broyer quelque chose

A broyer la canne

Et le coupeur de canne avec

A broyer les produits du labeur

Et les producteurs avec

A broyer la force de travail de l'homme

Et l'homme avec

Ton nom vole sur toutes les lèvres qui disent non

Il se lit dans les yeux des enfants

Et s'insinue dans le silence des amants

Fer de lance de la révolution

Ton nom castre l'exploitation Courage d'un peuple et gloire d'une nation

Il devient l'espoir d'un continent

Port-au-Prince, 1960

# Simwa apre dekonstonbray

Simwa apre dekonstonbray  
Se yon sèl traktè moun wè sou Granri

Yon sèl vila an mab souvnans nan plantasyon  
Chaje ak motif neyokoloni sou Dèlma.

Pil debri kontinye makiye Pòto-prens

Zantray li dyondyonnen pil tant pou moun dòmi.

Simwa apre dekonstonbray  
Koup Mondyal detounen kout lanmèd malpwòpte

Gòl Forlan ak Inyesta defoule reyalite malouk

Bellerive ak Clinton mande pou lajan debouse

Sot lakay peyi gwo zouzoun ki sèmante sèt fwa

Devan Loni pou ede rekonstwiksyon ak kout kreyon

Sou lokipasyon dan grïyen mandren an kas ble

San fè meyakulpa pou diri k'ap toupizi agrikilti.

Simwa apre dekonstonbray  
Peyi a kontinye depeple opaotwoogalop

Osekou pou sove madichon pran lepa

Tout sa k pèdi yo rete gwo pèdan nan ran ban

Pwofitè anvayi toupatou nan lakou kay Kwakou.

Simwa apre dekonstonbray  
Ankenn pwomès pa janm reyalize

Kòlèk Bò-de-mè rete byen eskanpe

Menm fo komedi pa fè Lafrans debranle

Yo ret refize peye pou vòl endemnite.

Simwa apre dekonstonbray  
Tout sa k pèdi yo rete gwo pèdan nan ran ban

Sivivan poko pran bouk chandèl mande ladelivrans.

Simwa apre dekonstonbray  
Aprè tout emosyon anba kadran je CNN

Anderson Cooper ak Doktè Gupta lage bon dokiman

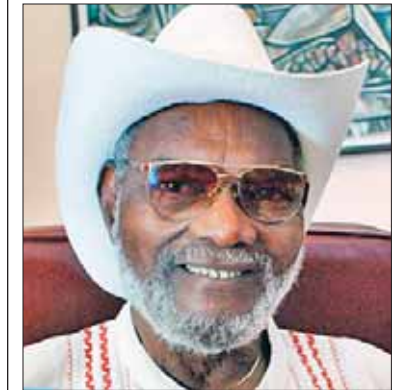
Lajan pa janm deplase sot nan bous Tonton Nwèl.

Simwa apre dekonstonbray  
Revolisyon ret toujou yon sèl solisyon.

-Tontongi, jiyè 2010

# Hymne du 26 juillet

## Paroles de la chanson de l'hymne du 26 Juillet



Agustín Díaz Cartaya, compositeur de l'Hymne du 26 juillet. Il fait jeune pour ses 79 ans

Nous marchons vers un idéal  
Sachant que nous devons triompher

Au nom de la paix et de la prospérité

Nous lutterons tous pour la liberté.  
En avant, Cubains !

Cuba récompensera notre héroïsme  
Car nous sommes des soldats

Qui vont libérer la Patrie  
Nettoyant par le feu

Qui détruit cette plaie infernale  
De gouvernants indésirables

Et de tyrans insatiables  
Qui ont plongé Cuba  
Dans le mal.

Le sang qui a coulé en Orient  
Nous ne devons pas l'oublier.

Pour cela, nous devons être unis  
Nous souvenant de ceux qui sont morts.

La mort est victoire et gloire  
Dont l'Histoire se souviendra toujours,

La belle torche qui éclaire  
Nos idéaux de Liberté.

Le peuple de Cuba...  
Plongé dans sa douleur, se sent blessé

Et a décidé...  
De chercher sans trêve une solution

Qui serve d'exemple  
A ceux qui n'ont aucune compassion

Et nous risquerons sans hésitations

Notre vie même pour cette cause.  
Vive la Révolution !

Ndlr. Agustín Díaz Cartaya, un musicien autodidacte. Il avait 22 ans quand Fidel, juste avant l'attaque de la Moncada, lui confia la tâche de rédiger un hymne. En une semaine, l'hymne était prêt. L'Hymne du 26 juillet, à l'origine appelé Hymne de la Liberté, fut d'abord chanté par les rescapés de l'attaque de la Moncada dans leur prison et à leur procès. Plus tard, il fut enregistré clandestinement et commença à circuler. Il est aujourd'hui l'un des chants révolutionnaires les plus célèbres d'Amérique latine.

## Suite de la page (20) Le royaume .....

bien s'appeler Pulpodamus. Avant chaque partie du Mondial, on lui donnait à choisir entre deux lots de moules portant les drapeaux des deux rivaux. Il mangeait les moules du vainqueur, sans se tromper.

L'oracle octopode a eu une influence décisive sur les paris, on l'écoutait dans le monde entier avec une vénération religieuse, il a été haï et aimé, et même calomnié par quelques rancuniers comme moi, qui avons été jusqu'à soupçonner, sans preuves, que le poulpe était corrompu.

Et il était insolite qu'à la fin du tournoi on ait fait œuvre de justice, ce qui n'est pas fréquent, ni dans le football, ni dans la vie.

L'Espagne a conquis pour la

première fois la coupe mondiale de football, après l'avoir attendu pendant presque un siècle.

Le poulpe l'avait annoncé. Et l'Espagne a démenti mes soupçons en gagnant à la régulière. Son équipe était la meilleure du tournoi, grâce notamment à son jeu solidaire: «un pour tous et tous pour un», et aussi grâce à l'étonnante adresse de ce petit magicien appelé Andrés Iniesta.

Il prouve que, parfois, au royaume magique du football, la justice existe.

Lorsque le Mondial a démarré, j'ai accroché à la porte de ma maison un panneau portant l'inscription: fermé pour cause de football. Lorsque je l'ai décroché un mois plus

tard, j'avais joué 64 parties, bière en main, sans bouger de mon fauteuil favori. Cette prouesse m'a laissé épuisé, les muscles endoloris, la gorge déchirée, mais je commence déjà à ressentir de la nostalgie.

Je commence déjà à regretter l'insupportable litanie des vuvuzelas, l'émotion – peu bénéfique pour les cardiaques – des buts marqués, la beauté des meilleurs coups répétés au ralenti. Et aussi la fête et le deuil, parce que parfois le football est une joie douloureuse, et la musique qui célèbre une de ces victoires qui font danser les morts, pas très éloignée du silence retentissant du stade vide, où la nuit est tombée et où quelque vaincu reste assis seul, incapable de bouger, au milieu des

immenses gradins sans personne.

\* Eduardo Galeano, auteur uruguayen est connu en langue française (et dans de nombreuses autres langues) pour un ouvrage de référence : Les veines ouvertes de l'Amérique latine, publié en espagnol en 1971. C'est un des livres les plus connus de la prestigieuse collection Terre Humaine de l'éditeur Plon (traduit en 1981). Eduardo Galeano, qui collabore régulièrement à l'hebdomadaire Brecha (Montevideo) est aussi un «spectateur avisé» du football. Il a publié en 1995 un livre fort lu en Amérique latine : Le football : ombres et lumières. (Réd.)  
Traduction A l'Encontre  
21 juillet 2010

## Le royaume magique

Par Eduardo Galeano\*

Pacho Maturana, un Colombien et un homme d'un vaste expérience dans ce domaine, dit que le football est un royaume magique où tout peut survenir.

Le récent Mondial a confirmé ses propos: il a été insolite. Les 10 stades où l'on a joué, beaux, immenses, et qui ont coûté une fortune, étaient insolites. On ne sait pas comment fera l'Afrique du Sud pour maintenir en activité ces géants de béton, un gaspillage multimillionnaire facile à expliquer mais difficile à justifier, dans un des pays les plus injustes du monde.

Insolite était le ballon de Adidas, glissant, à moitié fou, qui fuyait des mains et désobéissait aux pieds. Le Jabulani a été imposé, même si les joueurs ne l'aimaient pas du tout. Depuis leur château à Zürich [siège de la FIFA, avec son empereur, le Haut-Valaisan Sepp Blatter], les patrons du football ne proposent pas, ils imposent. Ils en ont l'habitude.

Insolite le fait que la toute puissante bureaucratie de la FIFA ait enfin reconnu, après tant d'années, qu'il faudrait étudier la manière d'aider les arbitres dans les matches décisifs. Ce n'est pas beaucoup, mais c'est mieux que rien. Et c'était le moment. Même ces sourds – à la surdité voulue – ont dû entendre les clameurs déchaînées par les erreurs de certains arbitres, erreurs qui sont devenues des horreurs au cours du dernier match. Pourquoi devons-nous voir à l'écran des téléviseurs ce que les arbitres ne voyaient pas et ne pouvaient peut-être pas voir? C'étaient des clameurs issues du sens commun: presque tous les sports – que ce soit le basket-ball, le tennis, le baseball et même l'escrime et les courses de voiture – utilisent normalement la technologie moderne pour sortir du doute. Mais pas le football. Les arbitres sont autorisés à consulter une antique invention ap-



On ne sait pas comment fera l'Afrique du Sud pour maintenir en activité ces géants de béton, un gaspillage multimillionnaire...



Lorsque le Ghana a joué contre l'Allemagne, deux frères noirs se sont affrontés, les frères Boateng: l'un portait le maillot du Ghana Kevin-Prince Boateng (à gauche) et l'autre celui de l'Allemagne Jérôme Boateng (à droite).

pelée montre pour mesurer la durée des matchs et du temps à ajouter, mais il est interdit d'aller plus loin. Et la justification officielle serait comique si elle n'était pas simplement suspecte: l'erreur, disent-ils, fait partie du jeu. Et nous voilà ébaubis de découvrir que errare humanum est.

Insolite encore que dans ce premier Mondial africain de toute l'histoire du football, tous les pays africains, même le pays hôte, aient été éliminés au cours des premières étapes. Seul le Ghana a survécu, jusqu'à ce que son équipe soit vaincue par l'Uruguay dans le match le plus palpitant de tout le tournoi.

Il était insolite que la plupart des équipes africaines aient maintenu vivante leur agilité, leur habileté mais qu'elles aient perdu en désinvolture et en fantaisie. Ils ont beaucoup couru, mais peu dansé. Il y en a qui pensent que les directeurs techniques des équipes, presque tous européens, ont contribué à ce

refroidissement. Si c'est le cas, ils ont rendu un piètre service à un football qui promettait tant d'allégresse. L'Afrique a sacrifié ses vertus au nom de l'efficacité, et l'efficacité a brillé par son absence.

Il était insolite que les quelques joueurs africains qui ont brillé, l'ont fait dans les équipes européennes. Lorsque le Ghana a joué contre l'Allemagne, deux frères noirs se sont affrontés, les frères Boateng: l'un portait le maillot du Ghana et l'autre celui de l'Allemagne.

Parmi les joueurs sélectionnés par le Ghana, aucun ne jouait dans le championnat local du Ghana. Par contre, tous les joueurs de l'équipe de l'Allemagne participaient au championnat local d'Allemagne.

Comme l'Amérique Latine, l'Afrique exporte de la main-d'œuvre et du pied d'œuvre. Le meilleur arrêt du tournoi a également été insolite. Il n'a pas été effectué par un gardien, mais par un bu-

teur. L'attaquant uruguayen Luis Suarez a arrêté des deux mains, sur la ligne du but, un ballon qui aurait mis son pays en dehors de la Coupe. Et grâce à cet acte de folie patriotique, il a été expulsé, mais non l'Uruguay.

Insolite a été le voyage d'Uruguay, de bas en haut. Notre pays, qui était entré dans le Mondial à la dernière place, avec de grandes difficultés, et après une qualification épineuse, a joué dignement, sans jamais se rendre, et est parvenu à être l'une des meilleures équipes. Quelques cardiologues nous ont avertis, par voie de presse, que l'excès de joie peut être dan-

fin de compte le droit de fêter ses propres mérites est toujours préférable au plaisir que certains éprouvent à l'égard des malheurs d'autrui.

Nous avons fini par occuper la quatrième place, ce qui n'est pas si mal pour le seul pays qui a pu éviter que ce Mondial finisse par être une coupe d'Europe. Et ce n'est pas par hasard que Diego Forlan a été élu comme étant le meilleur joueur du tournoi.

Il a été insolite que le champion et le vice-champion du Mondial précédent soient retournés chez eux sans avoir ouvert leurs valises.

En 2006, l'Italie et la

d'un football qui ne visait qu'à brider le jeu du rival. En France, le désastre a provoqué une crise politique et a allumé des fureurs racistes, parce que la plupart des joueurs qui ont chanté la Marseillaise en Afrique du Sud étaient noirs.

D'autres favoris comme l'Angleterre n'ont pas non plus duré longtemps. Le Brésil et l'Argentine ont subi des bains d'humilité. Un demi-siècle plus tôt, la sélection argentine avait reçu une pluie de monnaies lorsque les joueurs sont rentrés d'un Mondial désastreux, mais cette fois ils ont été accueillis par une multitude accueillante qui voyait des choses plus importantes que la réussite ou l'échec.

Il était insolite que les superstars les plus annoncées et attendues aient brillé par leur absence. Lionel Messi [Argentin] a voulu être là, il a fait ce qu'il a pu, et on l'a aperçu. On dit que Cristiano Ronaldo [Portugais] y était, mais personne ne l'a vu: il était peut-être trop occupé à se contempler lui-même.

Il était insolite qu'une nouvelle étoile, inattendue, ait surgi des profondeurs des océans pour s'élever au sommet du firmament footballistique. C'est un poulpe qui vit dans un aquarium en Allemagne, d'où il formule des prophéties. Il s'appelle Paul, mais il pourrait aussi

Suite à la page (19)



Ce n'est pas par hasard que Diego Forlan a été élu comme étant le meilleur joueur du tournoi.

gereux pour la santé. De nombreux Uruguayens, qui se croyaient condamnés à mourir d'ennui, ont célébré et assumé ce risque. Et les rues du pays ont été à la fête. En

France s'étaient retrouvées en finale. Mais cette fois-ci elles ont connu la sortie particulière, y compris à l'aéroport. En Italie, les voix critiques se sont multipliées à l'égard



## TRUCKING, LLC

US Customs Bonded CHL #2192 • ICC-MC #478416 • Insured



**VM TRUCKING LLC.**  
**IS YOUR CONNECTION TO HAITI**

VM TRUCKING Specializing In Shipping Full Container Loads With Personal Effects, Household Goods & Commercial Cargo, Relief Goods Etc...

**In addition to PORT-AU-PRINCE, VM TRUCKING now ships FULL CONTAINER LOADS and CARS to CAP HAITIEN & GONAIVES**

• ONE CALL DOES IT ALL •  
 BOOKING, TRUCKING & SHIPPING TO PORT-AU-PRINCE, CAP HAITIEN & GONAIVES

**WE WILL BEAT THE COMPETITION**

PLEASE CALL GABRIEL or ROBERT  
**(973) 690-5363** Fax: **(973) 690-5364**  
 Email: [solutions@vmtrucking.com](mailto:solutions@vmtrucking.com)

www.vmtrucking.com

# TAP TAP

## HAITIAN RESTAURANT

Fine Haitian Cuisine

819 5th Street

Miami Beach, FL 33139

305-672-2898

